

# LE RÔLE DU NATIONALISME DANS LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT UKRAINIEN

Les défis de l'unification dans un pays pluriel

Par Clément Chautant

Sous la direction de M. Jean-Christophe Romer

2015-2016



« L'Université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur. »

## Acronymes

<b>CEI</b>	Communauté des Etats Indépendants
<b>NED</b>	National Endowment for Democracy
<b>PDU</b>	Parti Démocrate d'Ukraine
<b>PRU</b>	Parti Républicain Ukrainien
<b>RPD</b>	République Populaire de Donetsk
<b>RPL</b>	République Populaire de Lougansk
<b>UNA</b>	Assemblée Nationale Ukrainienne
<b>UNSO</b>	Autodéfense Ukrainienne
<b>UPA</b>	Armée Insurrectionnelle Ukrainienne

## Table des matières

Acronymes .....	4
<b>Introduction.....</b>	<b>6</b>
Les vicissitudes de l'identité ukrainienne .....	7
Le nationalisme en Ukraine .....	11
Le nationalisme dans l'Ukraine post-soviétique .....	13
<b>Chapitre 1 : Le rôle du nationalisme à l'indépendance .....</b>	<b>16</b>
A – Le compromis nationaliste pour sécuriser l'indépendance.....	16
B – Le remplacement de l'idéologie soviétique par le concept national, ou une diversion face à la crise en période de transition ? .....	20
C – Un nationalisme postcolonial ? .....	22
<b>Chapitre 2 : La création d'une culture d'Etat .....</b>	<b>27</b>
A – Développer l'usage de la langue ukrainienne .....	27
B – Imposer une religion ukrainienne pour se défaire de l'influence de Moscou.....	32
C – Créer une nation en offrant une relecture de l'histoire.....	36
<b>Chapitre 3 : Au-delà d'un nationalisme culturel, vers une indépendance de fait ?.....</b>	<b>42</b>
A – « <i>Tout écolier sait que l'indépendance commence avec l'économie</i> ».....	42
B – Une faible marge de manœuvre en politique étrangère.....	46
C – Une défense nationale encore en construction.....	49
<b>Chapitre 4 : Les limites des mouvements nationalistes ukrainiens.....</b>	<b>57</b>
A - Les révolutions ukrainiennes : naissance d'une nation politique ou dispute entre puissants ?.....	57
B – La résistance des nationalistes à la fédéralisation de l'Ukraine.....	62
C – Une minorité ultranationaliste minoritaire mais très bruyante .....	67
<b>Conclusion .....</b>	<b>73</b>
Le nationalisme ukrainien, un atout dans la construction nationale .....	73
Une force centrifuge dans un Etat pluriel.....	75
Un Etat encore imparfait face au défi de la guerre.....	76
<b>Bibliographie .....</b>	<b>77</b>

## Introduction

Le mouvement de protestation, parfois baptisé « Euromaïdan », qui s'est déclenché le 21 novembre 2013 à la suite de l'annonce par le Président ukrainien Viktor Ianoukovytch de son retrait des négociations sur un accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne a mis à jour les nombreux clivages qui divisent le pays. Alors que la « Révolution Orange » de 2004 n'avait eu que des conséquences politiques, la « Révolution Maïdan » s'est suivie de l'annexion de la Crimée par la Russie et du déclenchement d'une guerre civile à l'est de l'Ukraine, encouragée par la présence de troupes russes. Depuis le renversement du Président Ianoukovytch, l'Ukraine s'est donc installée dans un état d'instabilité durable. Le pays est en alerte, on appelle à la mobilisation des forces patriotiques pour défendre le front de l'est, contre une Russie passée du statut de grande sœur à celui d'envahisseur. Les symboles nationaux envahissent l'espace public : des barrières voire des pans entiers de murs se recouvrent du bleu et du jaune du drapeau ukrainien, le slogan patriotique « Слава Україні, героям слава »<sup>1</sup> semble ne plus être l'apanage des seuls mouvements nationalistes et les tee-shirts floqués du trident qui figure sur les armoiries de l'Ukraine se vendent bien. Si ces tendances s'observent plus facilement à Lviv qu'à Odessa, les références à la nation ukrainienne se multiplient dans toute l'Ukraine, hormis peut-être dans les territoires qui souhaitent faire sécession.

Près de vingt-quatre ans après l'accession à l'indépendance, c'est comme si les Ukrainiens se sentaient liés au destin de ce nouvel Etat post-soviétique. L'Ukraine serait-elle parvenue à achever en si peu de temps son processus de construction nationale ? Il convient de nuancer ce constat d'un pays fonctionnant à l'unisson, incarné par une nation, et donc un projet commun qui transcende la diversité. Pourtant, depuis le renversement du gouvernement ukrainien, la propagande du Kremlin s'efforce à dépeindre les protestataires du Maïdan comme des groupes ultra-nationalistes ayant porté une junte fasciste au pouvoir qui menacerait la présence même de populations d'origine russe en Ukraine. S'il y a bel et bien eu des mouvements nationalistes et ultranationalistes sur la place de l'indépendance, la rhétorique du Kremlin vise avant tout à décrédibiliser les protestataires qui ont chassé du pouvoir une équipe gouvernante qui avait les faveurs de Moscou. En observant les événements liés à l'« Euromaïdan », il apparaît difficile de les interpréter comme l'expression du nationalisme ukrainien : c'est souvent le choix pro-européen des manifestants ainsi qu'un ras-le-bol relatif à

---

<sup>1</sup> « Gloire à l'Ukraine, aux héros la gloire ! »

la captation du pouvoir par une nomenklatura qui sont évoqués comme sources de la lutte qui s'est déroulée sur le Maïdan.

Au-delà du caractère opportuniste du travail de délégitimation mené par le Kremlin, il faut s'interroger sur ce choix de dénoncer les influences nationalistes sur la société ukrainienne. Peut-être y avait-il la volonté de jeter l'opprobre sur ce mouvement pro-européen alors que l'Europe post-moderne et post-nationale s'évertue à lutter contre toute forme de nationalisme. Peut-être que Moscou voyait en cette *reductio ad hitlerum*, généralisant l'antisémitisme de certains groupes ultranationalistes, un moyen de porter un coup d'arrêt à ce mouvement populaire. Mais il est certain que la Russie a cherché, face à l'installation d'un pouvoir qui lui est désormais hostile, à jouer sur les peurs des populations russes d'Ukraine pour remettre en cause la « révolution Maïdan » et ses résultats. Moscou est très au fait de la polarisation de l'Ukraine et n'a pas hésité à mettre en œuvre la formule traditionnelle « diviser pour mieux régner » face à une évolution politique qui lui déplaisait : la « révolution » a été présentée par les médias russes, en Russie comme en Ukraine, sous les traits d'un mouvement nationaliste antirusse, désireux de rendre l'Ukraine aux Ukrainiens, à l'exclusion de toutes les autres populations installées dans le pays. L'objet de ce travail va être de comprendre d'où viennent ces craintes sur lesquelles jouent le Kremlin de voir émerger en Ukraine un Etat « nationalisateur », cherchant à développer une société homogène au détriment notamment des populations russes, et donc de rechercher quels sont les visages du nationalisme ukrainien depuis l'indépendance, ses modes d'expression et son effet sur la construction nationale.

### **Les vicissitudes de l'identité ukrainienne**

Avant de se concentrer sur le nationalisme en Ukraine, il convient de rappeler les conditions historiques qui ont favorisées l'émergence dans ce pays d'une société pluriethnique, plurilinguistique et pluriconfessionnelle, celle-ci constituant un défi majeur pour le processus de construction nationale qui a par nature une visée homogénéisatrice. De par son histoire, l'Ukraine est un pays qui a très rarement eu à se constituer comme un Etat-nation. Elle a connu les épisodes de l'Hetmanat cosaque du XVIIe au XVIIIe siècle et celui la République Populaire d'Ukraine (1917-1920),<sup>2</sup> mais ces deux épisodes furent brefs et ne concernèrent jamais l'intégralité du territoire de l'Ukraine post-soviétique. L'Ukraine d'aujourd'hui est un territoire

---

<sup>2</sup> Dominique de Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique : Passé composé et reconquête du sens*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 109.

dont certaines parties ont fait l'objet d'une intégration plus ou moins longue à l'Empire russe, à l'Empire austro-hongrois, à l'Union Soviétique ou à la République de Pologne.<sup>3</sup> Le cas de la Crimée est encore plus spécifique puisqu'elle constituait un khanat issu des conquêtes de la Horde d'or, avant d'être rattachée à l'Empire tsariste, puis à la République Populaire d'Ukraine, elle est ensuite devenue une République autonome, avant son rattachement à l'Union Soviétique. Elle s'est déclarée indépendante en 1990, avant de rejoindre finalement l'Ukraine d'aujourd'hui, jusqu'à l'annexion par la Russie en 2014.<sup>4</sup> Ainsi, l'Ukraine rassemble des populations diverses et des territoires imprégnés d'une grande variété de cultures, il a fallu après l'indépendance réfléchir à ce qui pouvait les unir pour faire exister ce nouveau pays. L'objectif est de taille tant la société ukrainienne s'articule sur une diversité qui est souvent facteur de division plus que d'union, comme l'illustrent les enjeux relatifs à la représentation ethnique, linguistique et confessionnelle en Ukraine.

Par essence, la société ukrainienne est effectivement pluriethnique, puisque les frontières du pays ont été maintes fois remaniées, au point qu'elles intègrent aujourd'hui une grande diversité de peuples (Ukrainiens, Russes, Roumains, Hongrois, Albanais, Moldaves, Tatars de Crimée). Si l'Ukraine est constituée d'un mélange de populations assez riche, on observe néanmoins une tendance à ce que l'ethnie ukrainienne devienne largement majoritaire et que le sentiment d'appartenance à la nation ukrainienne s'accroisse. En effet, depuis 1989, une partie croissante de la population se déclare ukrainienne alors qu'on observe une évolution inverse s'agissant des citoyens se déclarant russes (72,7% se déclaraient ukrainiens en 1989, 77,8% en 2001, alors que 22,1% se déclaraient russes en 1989 et 17,1% en 2001) et ce en l'absence de phénomènes démographiques qui viendraient l'expliquer.<sup>5</sup> Il existe donc une majorité ethnique qui appuie le projet de construction nationale, lui-même renforcé par la large diffusion d'une conception civique de l'identité nationale. On estime pour autant à environ 12 millions le nombre de Russes sur le sol ukrainien, ce qui en fait de loin la principale minorité ethnique. Bon nombre d'entre eux sont issus de la politique de russification menée par l'URSS, qui a conduit au remplacement de la population ukrainienne en Ukraine de l'est par une

---

<sup>3</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 159.

<sup>4</sup> Andrew Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s: A Minority Faith*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, pp. 165-167.

<sup>5</sup> Alexandra Goujon, *Révolutions Politiques et Identitaires en Ukraine et en Biélorussie (1988-2008)*, Mouguerre, Belin, 2009, p.125.



immigration russe.<sup>6</sup> Cela ne va pas sans poser problème, puisqu'on voit aujourd'hui que c'est dans les régions où les populations russes sont les plus importantes que la légitimité du pouvoir central est la plus remise en question, particulièrement quand il s'agit de tourner le dos à Moscou. L'intégration de cette minorité (la seule véritablement problématique du fait de son nombre) à la communauté nationale représente donc un enjeu de taille pour le processus de construction nationale, et ce dès les premières années d'indépendance, mais il ne semble pas avoir été réglé.

Dans un même registre, l'importance de la langue russe en Ukraine est facteur de division. Il existe une sorte de compétition entre la langue ukrainienne et la langue russe pour s'imposer dans les différents aspects de la vie quotidienne et institutionnelle. La langue est un facteur essentiel d'identification à une nation, or l'ukrainien est bien souvent concurrencé par la langue russe, vue par certains comme la langue de l'envahisseur mais par d'autres comme un héritage linguistique. S'il existe plus que deux langues parlées en Ukraine, l'enjeu de la construction nationale s'articule sur la rivalité entre l'ukrainien et le russe. Comme souvent pour l'Ukraine, on peut tracer un axe nord-sud, avec des régions plutôt ukrainophones au nord et à l'ouest de cet axe, et des régions plutôt russophones à l'est et au sud de cet axe. Kiev est dans une situation particulière puisque les deux langues cohabitent de manière égale, bien que la russe soit la langue la plus utilisée.<sup>7</sup> Si l'ukrainien s'impose comme langue maternelle revendiquée (par 67,5% de la population en 2001 soit une évolution de 2,8% par rapport à 1989), elle n'est pas nécessairement la langue la plus parlée, ce qui montre que la langue russe n'est pas réductible aux populations russes, au même titre que l'ukrainien n'est pas nécessairement privilégié par les ukrainiens ethniques.<sup>8</sup> Hormis dans les régions très polarisées, le russe bénéficie généralement d'une bonne réputation, considéré comme une langue de culture, quand l'ukrainien est parfois associé au parler des campagnes. La légitimité de l'ukrainien est contestée jusque dans les différentes institutions étatiques, mais également dans le monde culturel et médiatique. Dans l'administration, l'ukrainien est bien implanté, mais l'attribution au russe du statut de langue régional lui permet d'être utilisé dans les administrations des zones où la population russe est importante.<sup>9</sup> Dans l'armée, les militaires de haut rang s'expriment généralement en ukrainien, y compris pour donner des ordres, alors

---

<sup>6</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique dans le processus de construction nationale en Ukraine », in Gilles Lepesant (dir.), *L'Ukraine dans la Nouvelle Europe*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 42.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 64.

que les officiers communiquent entre eux en russe, l'armée tend donc à russifier ceux qui la rejoignent.<sup>10</sup> Dans les médias, les deux langues sont présentes, mais le russe est dominant dans les médias privés, souvent soutenus financièrement par Moscou, alors qu'il en existe peu relevant du secteur public.<sup>11</sup> Le marché du livre est quant à lui envahi à 90% par des livres en langue russe.<sup>12</sup> Le russe domine donc dans le secteur de l'information et de la culture, il est également très parlé au quotidien y compris par les populations ukrainiennes. Partant de cette impression de minorité, les nationalistes ukrainiens se manifestent souvent en faveur d'une politique de soutien à la langue ukrainienne. Finalement, il y a un paradoxe à voir que l'ukrainien jouit d'un statut prestigieux, grâce au facteur identitaire, mais peine à s'imposer dans les communications.

La religion est également l'enjeu d'un conflit identitaire, d'autant plus que l'Ukraine nouvellement indépendante est en quête de valeurs susceptibles de constituer le terreau d'une identification à la nation ukrainienne. Là encore, plusieurs Eglises sont en concurrence pour rassembler le plus de fidèles et parvenir à s'imposer comme Eglise nationale. L'Eglise orthodoxe est de loin la mieux installée en Ukraine, mais elle est divisée en trois Eglises : l'Eglise orthodoxe ukrainienne rattachée au patriarcat de Moscou, l'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Kiev et l'Eglise orthodoxe ukrainienne autocéphale. La concurrence entre ces trois Eglises orthodoxes est due à une quête identitaire s'articulant sur les enjeux de souveraineté et d'indépendance nationale. Si l'Eglise Orthodoxe du Patriarcat de Moscou est encore dominante, le Patriarcat de Kiev né du schisme de 1992 gagne une influence croissante au sein de la société ukrainienne. Née d'un schisme avec la Russie en 1920, l'Eglise orthodoxe autocéphale se développe également depuis l'indépendance de l'Ukraine mais apparaît circonscrite à certaines limites régionales. Enfin, l'Eglise gréco-catholique ukrainienne (uniate) est à mentionner, elle rassemble un nombre important de fidèles (12,8% selon des chiffres de 2002), essentiellement en Galicie, et joue un rôle notable au sein des mouvements nationalistes. Si l'on observe les informations communiquées par le Comité d'Etat aux Affaires religieuses d'Ukraine, c'est l'orthodoxie qui est dominante en Ukraine (en 2002, elle représentait 52,2% de l'effectif total des membres des communautés religieuses d'Ukraine), mais les trois Eglises qui la composent ont une représentativité inégale (69,5% des paroisses relèveraient du Patriarcat de Moscou, 22% du Patriarcat de Kiev et 7,7% de l'Eglise

---

<sup>10</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 64.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 64.

autocéphale).<sup>13</sup> Néanmoins, cette évaluation du réseau institutionnel religieux fondée sur un recensement des paroisses ne dit rien sur le poids de telle ou telle Eglise dans la société ukrainienne, contrairement à des enquêtes sociologiques qui ont révélé une prédominance de l'influence du Patriarcat de Kiev, cela pouvant s'expliquer par l'intérêt identitaire de se réclamer d'une Eglise indépendante de toute influence étrangère.<sup>14</sup> Si l'Eglise orthodoxe du Patriarcat de Moscou est historiquement mieux implantée, et dispose donc de nombreuses églises, cela ne permet pas d'avoir une idée précise du nombre de fidèles appartenant à ces paroisses et donc se proclamant de cette Eglise. En interrogeant les fidèles, on note une croissance des allégeances au Patriarcat de Kiev (25,7% en 1994, 32,9% en 2000) et à l'Eglise autocéphale (3,3% en 1994, 9,8% en 2000), et une diminution des fidèles se réclamant du Patriarcat de Moscou (1,7% en 1994, 1% en 2000).<sup>15</sup> La concurrence entre Eglises peut parfois prendre une forme violente puisque des conflits se déclenchent régulièrement dans des paroisses réclamées par un groupe de fidèles pour y imposer le contrôle par une nouvelle Eglise. Ces violences s'expliquent par la crainte de certains de voir en l'Eglise orthodoxe du Patriarcat de Moscou une « cinquième colonne » qui permettrait au Kremlin de saper le processus de construction nationale en Ukraine.

Ainsi, dans une Ukraine encore très hétéroclite aujourd'hui, le défi est de faire exister ce pays en l'incarnant dans une identité commune aux individus qui le peuplent, en dépassant les clivages ethniques, linguistiques ou religieux. Le problème de la construction d'une identité ukrainienne s'est posé dès l'accession à l'indépendance, mais il existait déjà dans la République Socialiste Soviétique d'Ukraine (RSS d'Ukraine) où des mouvements nationalistes ont éclos, dont ceux ayant porté la lutte pour l'indépendance.

### **Le nationalisme en Ukraine**

Il est possible d'identifier des premières expressions d'un nationalisme ukrainien dès le début du XXe siècle, mais c'est avec la formation de la République Populaire d'Ukraine (1917), ainsi que de la République Populaire d'Ukraine Occidentale (1918), que l'idée de nation commence véritablement à se diffuser en Ukraine.<sup>16</sup> Toutefois, ces épisodes ne durent qu'un

---

<sup>13</sup> Natalya Boyko, « Églises orthodoxes et identité nationale en Ukraine postsoviétique », in Lepesant (dir.), *L'Ukraine dans la Nouvelle Europe*, p. 86.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 149.

temps et l'Ukraine se retrouve intégrée à l'Union Soviétique après la signature du Traité de Riga en 1921. Pour autant, l'idée nationale va continuer à se développer sous Lénine, qui défend une politique d'indigénisation (коренизация en russe), qui a permis une renaissance de la culture et de la langue ukrainienne.<sup>17</sup> Staline revient par la suite sur ces décisions, il amorce une politique centralisatrice en URSS et affaiblit considérablement cette nation naissante en mettant en œuvre une famine meurtrière entre 1932 et 1933, baptisée Holodomor<sup>18</sup> par la suite, suivie d'une russification de l'Ukraine. Pour autant, des groupes nationalistes vont émerger jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale dont le principal est l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN en ukrainien) créée en 1929. Avec l'expansion nazie à l'est de l'Allemagne, l'OUN y voit un allié potentiel contre l'URSS et opte pour la collaboration. Peu après l'invasion de l'Ukraine en 1941, l'OUN croit alors que l'indépendance peut être proclamée en récompense de son soutien aux nazis. L'Allemagne ne laisse pas cette décision passer et entame la répression du mouvement, le dirigeant de l'OUN, Stepan Bandera, est déporté. L'OUN entre alors en résistance contre les nazis tout en poursuivant son combat contre les forces soviétiques, elle va dans ce but mettre en place l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA en ukrainien). Dès lors que l'URSS progresse de nouveau vers l'ouest, les nazis vont encourager Bandera et l'OUN à mobiliser les Ukrainiens pour ralentir l'avancée soviétique. Après la guerre, l'OUN devient clandestine et disparaît dans le courant des années 1950.<sup>19</sup> Avec un certain dégel sous Khrouchtchev, des organisations nationalistes refont surface, dont le mouvement des « Soixantistes » (Шестидесятники en russe) qui est à l'origine d'un essor de la littérature et des arts ukrainiens.<sup>20</sup> Néanmoins, les manifestations plus politiques de ce courant nationaliste ne tardent pas à provoquer une réaction de Moscou qui, comme ailleurs en Europe, va réprimer le mouvement. Ce n'est qu'avec l'extension progressive de la Perestroïka à l'Ukraine dans la fin des années 1980 qu'un mouvement nationaliste ukrainien peut se développer librement. C'est alors qu'émerge le Mouvement Populaire d'Ukraine (ou Roukh<sup>21</sup>), fondé par d'anciens dissidents et l'un des acteurs principaux de l'accession de l'Ukraine à l'indépendance.<sup>22</sup>

---

<sup>17</sup> Slavoj Žižek, *Trouble in Paradise: From the End of History to the End of Capitalism*, Londres, Allen Lane, 2014, p. 132.

<sup>18</sup> Голодомор signifie littéralement « tuer par la faim » en ukrainien.

<sup>19</sup> John-Paul Himka, « Legislating Historical Truth: Ukraine's Laws of 9 April 2015 », *Ab Imperio*, 2015, p. 4. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/12056628/Legislating\\_Historical\\_Truth\\_Ukraines\\_Laws\\_of\\_9\\_April\\_2015](https://www.academia.edu/12056628/Legislating_Historical_Truth_Ukraines_Laws_of_9_April_2015)> (Consulté le 17/05/16)

<sup>20</sup> Mykola Riabchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 61.

<sup>21</sup> Рух signifiant « Mouvement » en ukrainien

<sup>22</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 72.

Ainsi, avant même l'indépendance, deux types de nationalismes se font jour en Ukraine. Un nationalisme existentiel, identitaire, s'incarne dans la constitution de la République Populaire d'Ukraine, dans le mouvement des « Soixantistes » ou dans la création du Roukh, il s'agit de faire exister une nation ukrainienne. Mais dans le même temps, l'OUN, sous l'influence de Bandera, fait apparaître un nationalisme d'exclusion, qui divise la population pour expliciter une différence entre les « vrais ukrainiens » et le reste de la population. Dans son étude des peuples et nations d'Europe au XIXe siècle, René Girault fait la distinction entre un nationalisme d'existence et un nationalisme de puissance : ce dernier a l'ambition de légitimer une nation « par la croissance démographique et économique, par le rayonnement politique et culturel, en invoquant la nécessité d'un indispensable destin national », <sup>23</sup> il est « par essence chauvin et agressif », <sup>24</sup> alors que le nationalisme d'existence est « un mouvement intellectuel et politique, suffisamment adopté par un peuple pour former un sentiment profond dans sa mentalité collective, selon lequel la création d'une entité nationale, une nation individualisée et reconnue, devient un but majeur pour le peuple en question ». <sup>25</sup> On peut reprendre cette analyse et l'appliquer à l'Ukraine avant son indépendance : l'Ukraine sous domination soviétique a fait éclore des mouvements cherchant à développer une idéologie nationale, pour exister malgré la domination, s'identifier à une nation ukrainienne, mais dans des périodes troubles comme durant la Seconde Guerre mondiale, un nationalisme conquérant est apparu, reposant sur un principe de puissance et n'hésitant pas à avoir recours à la violence. On verra qu'après l'indépendance, ces deux types de nationalisme vont coexister.

### **Le nationalisme dans l'Ukraine post-soviétique**

Le mouvement « Euromaïdan » semble avoir ravivé le nationalisme ukrainien qui a agi comme force mobilisatrice. Nombreuses sont les études qui s'attachent à comprendre d'où vient ce nationalisme, de multiples références sont faites aux nationalistes d'avant l'indépendance, on évoque régulièrement Stepan Bandera, que d'aucuns considèrent comme un héros de la Seconde Guerre mondiale et un leader de la cause indépendantiste. Pour autant, ces références à certains mythes d'une Ukraine indépendante et à des figures historiques incarnant cette lutte ne suffisent pas à éclairer le visage du nationalisme dans l'Ukraine d'aujourd'hui, d'autant que ces mythes deviennent les objets d'enjeux mémoriels qui empêchent de saisir clairement leur

---

<sup>23</sup> René Girault, *Peuples et nations d'Europe au XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1996, p. 142.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 169.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 173.

sens. Il convient en effet de se demander qui sont les nationalistes de l'Ukraine indépendante et de s'interroger sur leurs modes d'expression et d'action. Dans une société aussi diverse culturellement que l'Ukraine, on peut également se demander si le nationalisme peut être une force qui permet de dépasser les clivages ethno-culturels et ainsi de renforcer et sécuriser l'indépendance, ou s'il mène au contraire l'Ukraine dans une impasse. En d'autres termes, quels sont les effets et les limites du nationalisme ukrainien sur le processus de construction nationale de cet Etat issu de l'effondrement de l'Union Soviétique ?

On s'attachera dans une première partie à analyser le rôle joué par l'idéologie nationaliste dans l'accession à l'indépendance et durant les premières années qui suivirent. Si les mouvements nationalistes ukrainiens nés sous l'Union Soviétique ont permis d'obtenir l'indépendance, celle-ci a surtout été acquise par un compromis avec les élites issues de l'époque soviétique qui se sont ensuite maintenues au pouvoir. Rapidement, les forces nationalistes ont été perçues comme antirusse. Dans un pays où la population russe est importante, et où les liens historiques avec la Russie sont pléthoriques, on leur a donc préféré des personnalités issues de l'époque soviétique qui assuraient de maintenir certains liens avec la Russie, et donc une certaine stabilité. L'enjeu a donc été de présenter le nationalisme comme une idéologie nationale et non ethnique, c'est-à-dire une idéologie qui concerne tous les citoyens d'Ukraine et pas seulement l'ethnie ukrainienne, il s'agissait ainsi de compenser la perte de sens issue de l'effondrement de l'Union Soviétique. Dans une certaine mesure, cette idéologie s'est néanmoins développée à l'encontre de la Russie, envisagée comme ancienne puissance occupante.

On verra dans une deuxième partie que cette idéologie a effectivement pris la forme d'une distinction vis-à-vis de la Russie, notamment dans un combat linguistique, religieux et historiographique, et ce souvent avec le soutien d'un Etat dépeint comme « nationalisateur ». Les nationalistes ont ainsi prôné la promotion de la langue ukrainienne, la défense d'une religion ukrainienne indépendante de toute influence extérieure, et une réévaluation de l'histoire permettant de se défaire d'une mémoire soviétique jugée nocive.

La troisième partie évoquera la faiblesse politique de l'Ukraine du fait de sa dépendance économique, de sa difficulté à mener une politique étrangère souveraine ainsi qu'à se doter d'une défense digne de son nom. Or dans ces domaines qui apparaissent d'une importance stratégique pour garantir l'indépendance de l'Ukraine, l'adoption d'une posture nationaliste a pu mener le pays dans des impasses qu'il convient de dépasser.

Enfin, nous verrons dans une dernière partie l'influence limitée mais problématique de l'idéologie nationaliste sur la construction nationale ukrainienne. Si les révolutions

ukrainiennes ont fait naître l'espoir de l'émergence d'une véritable nation politique, elles semblent avoir surtout maintenu un certain *statu quo*, alors qu'en parallèle les mouvements nationalistes se sont opposés à la fédéralisation du pays qui aurait pu éviter la crise actuelle, d'autant plus exacerbée que des mouvements ultranationalistes minoritaires mais bruyants contribuent au morcellement de l'Ukraine.

Ernest Renan définit une nation comme étant « une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. (...) L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis (...). Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. »<sup>26</sup> On va donc chercher à savoir si les mouvements nationalistes ukrainiens sont parvenus, depuis l'indépendance, à faire naître cette solidarité à travers l'Ukraine.

---

<sup>26</sup> René Girault, *Peuples et nations d'Europe au XIXe siècle*, p. 5.

## **Chapitre 1 : Le rôle du nationalisme à l'indépendance**

L'indépendance a été acquise dans un contexte d'effondrement de l'URSS suite aux politiques de glasnost et de perestroïka impulsée par Gorbatchev arrivé au pouvoir en 1985. Elle n'est pas obtenue à la suite d'un mouvement révolutionnaire ayant renversé l'ordre en place mais par une sorte de compromis entre certains groupes nationalistes et une frange réformatrice des représentants du Parti Communiste de l'Union Soviétique en Ukraine. L'indépendance a permis l'émergence de plusieurs groupes nationalistes poursuivant des objectifs divers. Au-delà de la diversité de leurs buts, on peut estimer que ces groupes qui ont fait exister l'idéologie nationaliste ont permis de mobiliser la communauté nationale pour sécuriser l'indépendance, quitte à collaborer avec d'anciens membres issus de la nomenklatura soviétique. À travers le développement de l'idéologie nationaliste après l'indépendance, il est également possible d'y voir la tentative de proposer une idéologie de remplacement à une nation composée d'individus dont toute l'existence est imprégnée du système soviétique, voire une idéologie de diversion pour reléguer au second plan les problématiques sociales et économiques liées à la difficile transition vers l'économie de marché. Enfin, dans une certaine mesure, le nationalisme ukrainien peut être lu à travers un prisme postcolonial qui impliquerait que l'Ukraine ait été colonisé par la Russie et qu'elle chercherait simplement, par l'expression d'un choix nationaliste, à corriger des irrégularités issues des politiques menées par les autorités coloniales.

### **A – Le compromis nationaliste pour sécuriser l'indépendance**

L'idéologie nationaliste a joué un rôle essentiel dans le processus d'accession à l'indépendance qui remettait en cause la mise sous tutelle de l'Ukraine par Moscou au sein de l'Union Soviétique. Elle a permis de mobiliser la communauté nationale pour revendiquer la souveraineté politique de l'Ukraine, le droit de son peuple à choisir son destin. La dislocation de l'URSS a rendu la liberté à des pays devenus des démocraties populaires après leur libération par l'armée rouge, mais elle a aussi fait apparaître de nouveaux pays qui depuis 1921 n'étaient que des Républiques Socialistes Soviétiques au sein de l'Union Soviétique. Or contrairement aux démocraties populaires qui avaient parfois déjà amorcées un processus de construction nationale, les républiques soviétiques comme l'Ukraine engagent une lutte pour l'indépendance en s'appuyant sur une pensée nationaliste encore faiblement structurée. Cela contribue à expliquer pourquoi le nationalisme ukrainien n'a été qu'un outil pour obtenir l'indépendance, mais il n'aurait suffi de lui-même.



En effet, l'Ukraine a acquis son indépendance en partie grâce à des mouvements nationalistes comme le Roukh, mais aussi grâce au soutien des nationaux-communistes issus directement des rangs du Parti. Il convient, pour s'en rendre compte, de brièvement évoquer les événements qui anticipèrent l'accession à l'indépendance. Dès la naissance du Roukh en septembre 1989, le Parti Communiste d'Ukraine (PCU) tente un rapprochement avec le Roukh dans l'objectif de le contrôler et d'en faire un mouvement inoffensif.<sup>27</sup> En tentant d'orienter la destinée du Roukh, mais également d'autres organisations culturelles nationalistes, le PCU a encouragé à son insu la diffusion des idées nationalistes au sein des sphères dirigeantes. Ainsi, l'association Taras Chevtchenko de soutien à la langue ukrainienne, qui fut l'une de ces organisations infiltrées par le PCU, parvint à obtenir que le statut de langue officielle soit attribué à l'ukrainien en octobre 1989, avant l'accession à l'indépendance.<sup>28</sup> De l'aveu même de Leonid Kravtchouk, dernier dirigeant soviétique d'Ukraine, le Parti a même constitué un soutien majeur au mouvement nationaliste lorsqu'il adopte en février et mars 1990 des résolutions affirmant la souveraineté politique et économique de l'Ukraine, confirmant la légitimité des revendications nationalistes.<sup>29</sup> En s'approchant de ces mouvements, le PCU contribue à banaliser leurs idées, favorisant ainsi leur diffusion, y compris au sein du Parti. Dans les jours qui suivent le Putsch de Moscou en août 1991, l'Ukraine se défait de l'autorité du Parti Communiste d'Union Soviétique, avec le soutien de Kravtchouk. Celui-ci était devenu dès la fin de l'année 1990 le défenseur d'une Ukraine autonome voire indépendante, s'opposant à un traité trop centralisateur dans le cadre des négociations sur la nouvelle Union de Gorbatchev et s'arrogeant le droit de suspendre les décisions prises à Moscou si elles contredisaient la loi ukrainienne, avant de se voir confier le titre fraîchement créé de Président d'Ukraine en août 1991.<sup>30</sup> Ces prises de position démontrent l'importance du rôle joué par les communistes pour accéder à l'indépendance en août 1991.

L'Ukraine n'est donc pas devenue indépendante à la suite d'un renversement de l'ordre ancien, il a fallu composer avec les élites issues de la nomenklatura soviétique pour se défaire de l'autorité de Moscou. Il y a en effet des raisons de croire que le Roukh n'aurait pu obtenir l'indépendance de lui seul. Il est d'abord caractéristique des sociétés soviétiques de constater un faible développement de la société civile et un fort sentiment antinationaliste,<sup>31</sup> bien que cela

---

<sup>27</sup> Andrew Wilson, *Virtual Politics: Faking Democracy in the Post-Soviet World*, New Haven, Yale University Press, 2005, p. 30.

<sup>28</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 63.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>30</sup> *Ibid.*, pp. 107-109.

<sup>31</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 72.

ne suffise pas à expliquer les succès limités du Roukh en Ukraine si l'on se réfère aux mouvements nationalistes qui ont su s'imposer dans d'autres pays ayant appartenu à l'Union Soviétique. C'est finalement l'incapacité du Roukh à rassembler l'Ukraine dans toute sa diversité qui va rendre nécessaire cette collaboration avec la nomenklatura soviétique. Le Roukh est essentiellement plébiscité dans les régions qui font office de berceau du nationalisme ukrainien (Galicie, Volhynie et la région de Kiev), alors qu'il s'appuie sur un soutien plus timide dans les régions du sud-est ukrainien.<sup>32</sup> En dépit de son image démocratique et libérale, le Roukh va progressivement faire évoluer son discours au fur et à mesure qu'il se voit dépassé sur sa droite par de nouveaux partis nationalistes émergeant à la fin de l'année 1990 qui, bien qu'étant privés d'une audience nationale, vont influencer sur la stratégie du Roukh. Le Parti Républicain Ukrainien (PRU) et le Parti Démocrate d'Ukraine (PDU) vont en effet chercher à concurrencer le Roukh avec un discours résolument nationaliste, défendant tous deux des politiques d'ukrainisation et s'opposant au projet de fédéralisation de l'Ukraine réclamés par les régions à majorité russe.<sup>33</sup> En s'alignant sur ces positions, notamment sous l'influence de la diaspora qui apporte un soutien financier conséquent aux nationalistes, le Roukh s'isole et ce dès l'hiver 1990-1991, ne représentant plus qu'une partie de la société ukrainienne. L'indépendance fut donc acquise par le Roukh avec le concours des nationaux-communistes et de la perte de légitimité des autorités de Moscou.

Après l'adoption par la Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien) de la déclaration de souveraineté de l'Ukraine dès le 16 juillet 1991, l'indépendance est votée le 24 août à une quasi unanimité (à un vote près) avant d'être confirmée par référendum le 1<sup>er</sup> décembre. En parallèle du référendum, Kravtchouk se voit confirmé dans les urnes à son poste de premier Président de l'Ukraine post-soviétique, comme pour confirmer le compromis trouvé entre les nationalistes et les anciennes élites communistes. Si Kravtchouk est préféré à Viatcheslav Tchornovil, le candidat du Roukh, c'est d'abord parce qu'il a su incarner le « moindre mal », à mi-chemin entre nationalisme et communisme.<sup>34</sup> Dans les années qui suivent, c'est ce compromis qui apparaît comme le seul moyen de sécuriser l'indépendance de l'Ukraine, notamment en maintenant au pouvoir une certaine frange de la nomenklatura soviétique qui permet d'assurer une certaine continuité dans le fonctionnement de l'Etat ukrainien. Les anciennes élites tenteront d'ailleurs d'en jouer, agitant la menace d'une prise de pouvoir par des groupes

---

<sup>32</sup> Andrew Wilson, *The Ukrainians: Unexpected Nation*, 3<sup>e</sup> édition, Londres, Yale University Press, 2009, p. 160.

<sup>33</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 70.

<sup>34</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 70.

nationalistes qui serait déstabilisatrice pour l'Ukraine, et donc très risquée pour le maintien de l'indépendance. Cette tactique ne permettra pas d'éviter l'interdiction du Parti Communiste d'Ukraine, mais elle empêchera l'Ukraine d'entamer un processus de décommunisation et de lustration de l'administration comme on a pu en voir dans d'autres pays s'étant libérés du joug soviétique.<sup>35</sup> Ce statu quo peut sembler être une impasse, mais il est compréhensible quand on sait que jusqu'à l'arrivée de Leonid Koutchma au pouvoir en 1994, rares sont ceux qui étaient convaincus que l'Ukraine pouvait conserver son indépendance.<sup>36</sup>

Pour autant, ce compromis n'est pas accepté par tout le monde, puisqu'il suscite des critiques à la gauche comme à la droite de la sphère politique. Si les opposants de Kravtchouk l'accusent d'avoir été élu pour barrer la route du Roukh et d'avoir en fait repris à son compte une grande partie du programme de Tchornovil, les nationalistes regardent avec scepticisme la participation de membres du Roukh au gouvernement Kravtchouk. En effet, ils craignent qu'à force d'accepter la collaboration avec les anciennes élites proches de Moscou l'Ukraine ne renonce *de facto* à son autonomie. Cette inquiétude est accrue par une méfiance à l'égard de la nouvelle compétition électorale qui s'instaure à l'indépendance, les nouveaux représentants de l'Ukraine étant susceptibles de remettre en cause l'autonomie du pays pour protéger leurs intérêts, notamment dans une situation économique instable et une forte dépendance à l'égard de la Russie.<sup>37</sup> Finalement, cette entente entre nationalistes démocrates et nationaux-communistes permet d'assurer une certaine stabilité dans l'Ukraine nouvellement indépendante, laissant un peu de répit aux Ukrainiens pour entamer une réflexion sur le processus de construction nationale. Néanmoins, elle empêche de poser la question de l'indépendance réelle de l'Ukraine, les élites politico-économiques issues de l'ère soviétique se maintiennent et la crainte de toute déstabilisation ne permet pas d'y remédier. Le consensus nationaliste permet de confirmer l'indépendance, mais rien n'est fait pour la concrétiser. L'élection présidentielle de 1994 débloque la situation en faisant place à une véritable compétition politique, et donc à un premier questionnement sur les manières d'exprimer cette indépendance. Cette élection consacre également l'arrivée au pouvoir de Leonid Koutchma, candidat qui s'est fait élire en faisant appel essentiellement à la gauche ukrainienne, historiquement liée à la Russie, et à la population russophone plus globalement, promettant

---

<sup>35</sup> Wilson, *Faking Democracy in the Post-Soviet World*, p. 53.

<sup>36</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité », in Lepesant (dir.), *L'Ukraine dans la Nouvelle Europe*, p. 127.

<sup>37</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, pp. 79-80.

notamment d'accorder au russe le statut de langue régionale, modifiant ainsi le contexte politique dans lequel s'exprime les revendications nationalistes.<sup>38</sup>

### **B – Le remplacement de l'idéologie soviétique par le concept national, ou une diversion face à la crise en période de transition ?**

En dépit du compromis politique qui s'instaure dans les premières années d'indépendance de l'Ukraine, la dislocation de l'Union Soviétique mène à une perte de sens dans les sociétés post-soviétiques. Ce n'est pas seulement un système politique qui s'effondre, c'est un changement de paradigme qui est en cours, une remise à plat idéologique. La rhétorique nationaliste va alors tenter de combler ce vide, d'apporter une nouvelle structure idéologique susceptible de cadrer les aspirations des Ukrainiens dans une direction commune.<sup>39</sup> En somme, après avoir fait naître l'Ukraine, il faut créer des Ukrainiens. C'est ainsi qu'est enclenché un processus de mythification consistant à faire émerger des mythes, dans l'objectif de développer des sources d'identification susceptibles de rassembler l'Ukraine autour de valeurs communes, de mobiliser la nation ukrainienne.<sup>40</sup>

Cette diffusion de marqueurs idéologiques nationalistes est une étape essentielle de la construction nationale, peut-être l'étape la plus politique. C'est du moins l'avis du sociologue tchèque Miroslav Groch qui admet trois niveaux de développement national : il y aurait dans un premier temps une prise de conscience académique du particularisme ethnique, puis une « agitation patriotique » qui se manifesterait au sein des élites cultivées et enfin une diffusion plus large du concept national qui imprègne les corps.<sup>41</sup> L'Ukraine a pu, au cours du XXe siècle, atteindre ces deux premiers niveaux, et les années qui suivent l'indépendance sont consacrées à achever ce processus censé faire apparaître des citoyens ukrainiens. En effet, la création de partis politiques nationalistes (ou d'organisations culturelles) a pour effet de transformer la communauté nationale en une société civile mobilisée, susceptible d'animer les masses en faveur de l'émancipation nationale. En diffusant des repères communs aux citoyens ukrainiens, en les impliquant dans le jeu politique, notamment pour répondre à la question du destin de l'Ukraine, l'enjeu nationaliste a servi à mobiliser les foules en défense d'un projet commun qui reste à définir.

---

<sup>38</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 80.

<sup>39</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 28.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>41</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 66.

Néanmoins, cette idéologie de remplacement que doit incarner le nationalisme butte sur l'héritage soviétique qui a généré un état de désillusion totale face aux mécanismes de bricolage idéologique.<sup>42</sup> On l'a dit, il est caractéristique des sociétés post-soviétiques d'observer un faible niveau de mobilisation, ce qui va de pair avec une forte suspicion à l'égard des stratégies politiques de construction des problèmes publics. La rhétorique nationaliste peine donc à générer du sens dès lors qu'elle s'apparente à un bricolage d'idées, de mythes et de perceptions alors que le peuple, désormais libéré du système idéologique totalitaire, est en quête de vérité plus que d'une nouvelle idéologie qui leur serait imposée. La méfiance à l'égard de la rhétorique nationaliste semble *a fortiori* justifiée dans la mesure où elle contribue parfois à reléguer à l'arrière-plan des problématiques essentielles. Ainsi, en agitant des arguments nationalistes, on omet d'évoquer le non-renouvellement problématique des élites politico-économiques ou les effets dévastateurs de la crise économique due à la difficile transition vers l'économie de marché.<sup>43</sup> On comprend aisément que le nationalisme soit considéré avec scepticisme quand on sait que, dans les deux années suivant son indépendance, l'Ukraine a connu une grave crise économique, avec une hausse de l'inflation de 400% sur deux ans et une forte augmentation de la criminalité.<sup>44</sup>

Au-delà du scepticisme que provoque toute nouvelle construction paradigmatique susceptible de combler le vide idéologique dans l'Ukraine post-soviétique, le nationalisme peine à offrir du sens dès lors qu'il s'incarne dans des discours hétérogènes, voire même contradictoires.<sup>45</sup> Les nationalistes démocrates comme ceux du Roukh pâtissent souvent de l'image autoritaire qui est celle des groupes ultra-nationalistes, ils diffusent un discours emprunt d'un nationalisme ethnique, exclusif et donc anti-russe. Même s'ils revendiquent un programme inclusif, s'adressant à tous les citoyens d'Ukraine, les mouvements nationalistes comme le Roukh ou le PDU ne parviennent à étendre leurs audiences au sud et à l'est, ni même à faire des scores importants dans le reste de l'Ukraine. Le projet nationaliste, affaibli par sa pluralité, ne parvient donc à s'imposer comme facteur d'unification largement diffusé.

Finalement, la crise économique et politique mène à la désorganisation de l'ordre social, à une diffusion d'un sentiment de suspicion au sein de la société ukrainienne qui empêche le moindre groupe de bénéficier d'un capital moral suffisant pour s'imposer. Le nationalisme

---

<sup>42</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 19.

<sup>43</sup> Carmen Gonzalez Enriquez et Madeleine Tchimichkian, « Décommunisation et justice politique en Europe centrale et orientale » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 29, n° 4 "Enjeux de l'élargissement de l'Union européenne", 1998, p. 27.

<sup>44</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 60.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 21.

échoue à constituer une idéologie de remplacement susceptible d'assurer la cohésion sociale. Il apparaît, dans les premières années d'indépendance, davantage comme un argument populiste visant au maintien d'un *statu quo* politique et économique, très utile pour faire oublier l'incapacité des nouvelles élites (souvent issue de la nomenklatura soviétique) à gérer la crise économique et à assurer la pérennité du nouvel Etat ukrainien.

### **C – Un nationalisme postcolonial ?**

Si le nationalisme échoue dans une certaine mesure à représenter une alternative largement partagée à l'idéologie communiste remise en cause par la chute de l'Union Soviétique, on peut l'interpréter comme un facteur d'union susceptible de diffuser un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, et ce dans un contexte postcolonial. En effet, certains estiment que l'Ukraine a été colonisée par l'Union Soviétique, le chemin vers l'indépendance est donc perçu comme étant celui d'une lutte de libération nationale, ce qui a contribué à constituer la population en une communauté particulière, émancipée de la colonisation, et donc distincte de la population considérée comme issue de l'entreprise de colonisation. L'enjeu ici ne va pas être de démontrer que l'Ukraine a été ou non colonisée, mais de voir comment le nationalisme ukrainien s'est constitué dans une perspective postcoloniale, contre des rapports de domination latents.

En presque soixante-dix ans sous domination soviétique, la population ukrainienne a subi le pragmatisme soviétique, notamment lorsqu'il s'est agi de faire cesser tout mouvement séparatiste naissant en organisant une famine s'étalant sur deux années, entre 1932 et 1933. On peut également évoquer la déportation des tatars de Crimée après la Seconde Guerre mondiale (qui fait suite aux déportations conduites sous Catherine II), bien que la péninsule n'ait été rattachée à la RSS d'Ukraine qu'en 1954, pour montrer que le territoire ukrainien a été le terrain d'une politique d'élimination de populations jugées problématiques, afin de les remplacer par d'autres ayant les faveurs des autorités de Moscou. En effet, ces politiques s'accompagnaient d'une russification des territoires concernés qui, si l'on reprend l'idée d'une colonisation de l'Ukraine, s'apparentent alors à des colonies de peuplement. L'Ukraine ne fait pas figure d'exception à ce sujet, les pays baltes et la Biélorussie ont également connu des entreprises de russification notables durant l'occupation soviétique. Néanmoins, seule la Biélorussie a connu

un degré de russification plus important que l'Ukraine,<sup>46</sup> les transformations qu'a subi la société ukrainienne ne sont donc pas anecdotiques.

Le nationalisme ukrainien se positionne contre ces évolutions démographiques qu'il attribue au processus de colonisation, il s'agit de remédier à cette situation via des politiques d'ukrainisation voire de dé-russification.<sup>47</sup> En effet, la rhétorique nationaliste ukrainienne se base sur l'hypothèse d'une mise en minorité des Ukrainiens qui aurait conduit à la dévalorisation de la culture ukrainienne du fait d'une importante minorité russe se référant constamment à la culture russe, favorisant ainsi sa diffusion, y compris au sein des populations ukrainiennes *a priori* majoritaires.<sup>48</sup> Cela aurait abouti à la perpétuation du rapport de domination issu de l'occupation soviétique après l'indépendance. Ainsi, les Ukrainiens auraient développé un « complexe petit-Russien »<sup>49</sup> ou seraient affectés d'un « syndrome Gogol »,<sup>50</sup> c'est-à-dire qu'ils se sentiraient en position d'infériorité culturelle, la culture russe étant considérée comme supérieure à la culture ukrainienne, jugée provinciale voire paysanne. Les Ukrainiens seraient donc un « sous-peuple », parlant une « sous-langue », exerçant une « sous-religion », ce serait en somme un peuple allogène avec une sous-culture bien que d'origine nationale.<sup>51</sup> Les nationalistes cherchent donc à remettre en cause cela et soustraire les Ukrainiens de ce qu'ils considèrent comme un rapport de domination symbolique.<sup>52</sup> Dès lors, le nationalisme ukrainien peut être envisagé comme une lutte contre l'influence culturelle de la Russie en Ukraine, et contre toute manifestation de cette culture, fût-elle un héritage de l'histoire. Rejetant l'accusation d'ultranationalisme, certaines des organisations qui portent ce type de combat revendiquent une inspiration libérale sur le modèle des politiques de discrimination positive.<sup>53</sup> Ce type de politique vise en effet à remettre en cause la situation héritée de l'ère soviétique, qui, conférant à la population russe un rôle de dominant, a conduit à une inégalité des droits entre Ukrainiens et Russes. Les nationalistes réclament donc en quelque sorte un droit à préserver la culture ukrainienne, censée être dominée par la culture russe et donc menacée d'extinction à plus ou moins long terme.

---

<sup>46</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 147.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 153.

<sup>48</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 74.

<sup>49</sup> Quand l'Ukraine était une province de l'Empire russe, elle portait le nom de Petite Russie, Gogol la décrivant comme une province « chantante et dansante ». Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 171.

<sup>50</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 100.

<sup>51</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 171.

<sup>52</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 43.

<sup>53</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 75.

Néanmoins, le nationalisme ukrainien envisagé dans une perspective postcoloniale constitue un obstacle majeur au processus de construction nationale. En effet, il contribue à distinguer les populations considérées comme présentes légitimement en Ukraine de celles étant issues de l'entreprise de colonisation, donc illégitimes. Or, d'une part, le fait de qualifier de colons les populations russes installées en Ukraine durant l'occupation soviétique ne fait pas l'unanimité (tout comme l'idée d'une Ukraine anciennement colonisée), d'autre part, il y a parmi les populations russes de l'Ukraine d'aujourd'hui de lointains descendants de ceux qui sont venus s'installer en Ukraine soviétique, il est donc d'autant plus difficile de leur faire porter la responsabilité, même s'il est aisément compréhensible que ces populations cristallisent les ressentiments. Dans les faits, cette réflexion postcoloniale qui existe au sein des mouvements nationalistes freine le processus de construction nationale, puisqu'elle interdit à une partie importante de la population de se considérer comme appartenant à la nation ukrainienne. Pire, les Ukrainiens « russifiés », c'est-à-dire ceux qui par exemple utilisent majoritairement la langue russe ou qui se rattachent à l'Eglise orthodoxe du Patriarcat de Moscou, donc ceux qui sont ethniquement ukrainiens mais culturellement russifiés, tendent à être qualifiés d'anti-nationaux.<sup>54</sup> Cette recherche hystérique d'une pureté ukrainienne est le propre des ultranationalistes, mais on retrouve également chez les nationalistes modérés comme ceux du Roukh la revendication d'entreprendre des politiques d'ukrainisation, en soutien à la culture ukrainienne. En fin de compte, la rhétorique ultranationaliste tend à faire de l'ombre aux nationalistes qui souhaiteraient soutenir la culture ukrainienne tout en respectant les droits culturels des minorités non-ukrainiennes. C'est alors que naît la crainte d'une ukrainisation forcée de la société, qui ralentit d'autant plus le processus de construction nationale de l'Ukraine que la marginalisation de la culture ukrainienne apparaît réelle, comme on tâchera de le démontrer dans le chapitre suivant.

Au-delà du défi que représente la mise en application de politiques d'ukrainisation dans un pays avec une telle diversité ethno-culturelle, il convient de reconnaître la pertinence de la réflexion induite par ce type de programme. Loin des projets caricaturaux proposés par les ultranationalistes, les nationalistes libéraux proposent non pas d'interdire aux populations de perpétuer leur culture, mais de lutter contre une russification et donc une homogénéisation culturelle de l'Ukraine, au détriment de la culture ukrainienne elle-même.<sup>55</sup> Nous le verrons dans le prochain chapitre, les modalités de ce soutien à la culture ukrainienne sont encore à

---

<sup>54</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 100.

<sup>55</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 75.



discuter, mais il apparaît essentiel pour unir le territoire ukrainien et sa population de diffuser des repères communs, ne serait-ce que – à titre d'exemple – une langue parlée dans toutes les administrations du pays. D'un point de vue libéral, cet objectif de garantir une certaine égalité de droits culturels, y compris pour les Ukrainiens, apparaît légitime dès lors que s'oppose au nationalisme ukrainien un nationalisme russe en Ukraine (que d'aucuns qualifient d'antinationalisme ou de nationalisme créole)<sup>56</sup> qui n'hésite pas à « privatiser » l'histoire de la Rous' de Kiev pour remettre en cause les origines de l'Etat ukrainien (les nationalistes ukrainiens préférant parler de Ruthénie Kiénienne pour dissiper tout soupçon de lien entre cette entité et la Russie actuelle).<sup>57</sup> Il apparaît donc pour les nationalistes nécessaire de remédier à une position culturelle perçue comme minoritaire, en grande partie héritée de l'ère soviétique.

Ces revendications d'une ukrainisation ou d'une dé-russification du pays apparaissent avant même l'indépendance au sein des organisations émergeant dans un contexte de perestroïka et qui déboucheront sur la formation du Roukh et d'autres partis politiques. C'est notamment le cas du PRU et du PDU, qui exerceront une influence certaine sur le discours du Roukh. Si le PDU admet volontiers que le discours nationaliste doit inclure tous les citoyens ukrainiens et pas seulement les Ukrainiens ethniques, il apporte son soutien aux discours en faveur de l'ukrainisation.<sup>58</sup> Kravtchouk lui-même ne tarde pas à s'aligner sur cette position qui défend un retour à l'Ukraine originelle, après des années d'occupation étrangère. Il reconnaîtra ainsi que « la culture, la langue, la conscience nationale et la mémoire historique ukrainienne ont subi des dommages si importants qu'il faut entreprendre d'importants efforts pour les réanimer. »<sup>59</sup> L'arrivée au pouvoir de Leonid Koutchma va porter un coup d'arrêt à cette idée, mais elle sera reprise par Iouchtchenko à son arrivée au pouvoir en 2005.

Le nationalisme ukrainien est donc à envisager selon différents aspects dans les premières années de l'indépendance, ce qui permet de comprendre ses différentes expressions. Utile pour sécuriser l'indépendance grâce à un compromis avec les anciennes l'élite, un nationalisme modéré, pas nécessairement anti-communiste, a porté Kravtchouk au pouvoir,

---

<sup>56</sup> Andriy Portnov, « Memory wars in post-soviet Ukraine (1991-2000) » in Uilleam Blacker, Alexander Etkind et Julie Fedor (dir.), *Memory and Theory in Eastern Europe*, New York, Palgrave MacMillan, 2013, p. 242.

<sup>57</sup> Andreï Mozjoukine, « Древнерусская демократия », *Lenta.ru*, in Julia Breen (trad.), « La Russie Démocratique », *Le Courrier de Russie*, 2015. Disponible sur : <http://www.lecourrierderussie.com/societe/2015/11/russie-democratique/> (Consulté le 12/05/16)

<sup>58</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 71.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 112.

avec certains membres du Roukh dans son équipe gouvernementale. Dans le même temps, le nationalisme a été mis en avant comme potentielle idéologie de remplacement, pour faire face à une crise de sens issue de la remise en question du système idéologique soviétique. A ce titre, il n'a su rassembler l'Ukraine dans toute sa diversité, ce qui montre que le compromis nationaliste ne remettait pas en cause l'idéologie communiste qui gardait de nombreux adeptes, que ce soit sur le plan politique ou culturel (les communistes défendant un lien fort à la Russie). Enfin, envisagé dans une perspective postcoloniale, le nationalisme a constitué une stratégie pour se débarrasser d'un héritage qui aurait altéré la culture ukrainienne et poussé les Ukrainiens eux-mêmes à s'en détourner. C'est alors que le nationalisme a pris un visage exclusif, ethnicisant, et ce malgré les précautions prises pour exprimer cette revendication légitime. Ces différentes facettes du nationalisme ukrainien ont pu se recouper, quitte à créer un flou entre des enjeux politiques et des enjeux culturels. Quoiqu'il en soit, si le message nationaliste parvient à être porté y compris dans les plus hautes sphères du pouvoir, il n'apparaît pas comme un facteur d'union des citoyens ukrainiens derrière un projet politique commun, fragilisant ainsi la nation ukrainienne en voie de développement.

## **Chapitre 2 : La création d'une culture d'Etat**

L'indépendance de l'Ukraine a fait naître un nouvel Etat, mais on l'a dit, il reste à créer des Ukrainiens. Cela passe par la diffusion de repères communs à toute la population, par la création de perceptions communes, c'est donc un processus quasi organique, qui vise à s'ancrer dans les passions, à agir sur les sentiments d'appartenance des différents citoyens de ce nouvel Etat. Il s'agit en effet de légitimer ce nouvel Etat en obtenant un soutien populaire face aux défis qu'il aura à affronter. Dès lors que des institutions démocratiques sont constituées, il faut impliquer le peuple dans la définition des politiques à mener, et pour cela il faut développer un lien de fidélité, un attachement à cet Etat censé incarner le destin de la nation ukrainienne. Cela doit accompagner la refonte des identités sociales suite à l'effondrement du système soviétique, or s'il existe une certaine continuité concernant l'identité culturelle des Ukrainiens, il existe une véritable rupture sur le plan de l'identité politique, puisque celle-ci était prescrite du temps de la RSS d'Ukraine.<sup>60</sup> Cette émergence du politique va bouleverser les identités sociales et culturelles des Ukrainiens, des caractéristiques individuelles *a priori* anodines vont se politiser du fait de la naissance de ce nouvel Etat qui impose de se positionner vis-à-vis d'une nation en formation. En effet, l'émancipation culturelle est considérée comme étant liée à l'émancipation politique, dès lors, il convient de faire émerger une culture ukrainienne distincte de la culture russe. Depuis l'indépendance, trois aspects de la vie sociale et culturelle sont tout particulièrement au cœur de ces enjeux de définition d'une identité ukrainienne : la langue, la religion et l'histoire.

### **A – Développer l'usage de la langue ukrainienne**

La langue constitue le facteur d'identification à une nation le plus évident, celui qui permet à ses membres de se réunir et de faire prospérer un certain modèle culturel, comme on peut l'observer au sein de la diaspora ukrainienne. Néanmoins, l'Ukraine indépendante a toujours été écartelée entre une volonté de consacrer la nation ukrainienne sur la base d'une langue nationale et la nécessité de garantir des droits linguistiques aux minorités, en particulier à l'importante minorité russe. En effet, comme mentionné dans l'introduction, l'Ukraine est aujourd'hui un pays dans lequel coexiste deux langues principales, qui font l'objet d'une concurrence identitaire entre groupes linguistiques qui cherchent soit à répandre l'ukrainien

---

<sup>60</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 166.

dans tout le pays, soit à encourager la diffusion du russe au détriment de la langue ukrainienne. Ces deux langues n'étant bien évidemment pas respectivement exclusives aux populations ukrainienne et russe. Avant d'insister sur l'enjeu que représente la langue ukrainienne au sein du processus de construction nationale, et notamment sur le sentiment de minorité linguistique ressenti par les nationalistes ukrainiens, dressons un état des lieux de la représentation linguistique en Ukraine pour remettre en contexte les enjeux qui entourent l'évolution de l'utilisation de la langue ukrainienne dans le pays.

Dès octobre 1989, le compromis entre nationalistes démocrates et nationaux-communistes aboutit à la reconnaissance du statut de langue d'Etat à la langue ukrainienne et sa promotion afin de garantir la souveraineté ukrainienne.<sup>61</sup> Cette décision qui fait l'objet d'une loi impose aux fonctionnaires d'Ukraine la maîtrise de cette langue et prévoit une ukrainisation de l'enseignement supérieur d'ici la fin des années 1990.<sup>62</sup> Elle assure parallèlement le libre emploi du russe dans toute l'URSS, incluant ainsi les administrations ukrainiennes qui se doivent désormais de pratiquer le bilinguisme dans toutes leurs communications, de même que les écoles ukrainiennes désormais obligées de proposer ces deux langues.<sup>63</sup> Cette loi est votée à la fin de l'ère soviétique, mais elle va être confirmée immédiatement après l'accession de l'Ukraine à l'indépendance. Ainsi, la déclaration sur les droits des nationalités de novembre 1991 confirme la garantie de libre emploi de la langue russe dans toute l'Ukraine.<sup>64</sup> La situation est similaire dans la République Autonome de Crimée, qui adopte sa constitution le 6 mai 1992 pour faire de l'ukrainien et du tatar de Crimée des langues d'Etat et du russe une « langue officielle ».<sup>65</sup> Cette reconnaissance de l'ukrainien comme langue d'Etat ne fait pas l'unanimité et va rapidement faire l'objet de contestation. Les nationalistes regrettent pourtant que ce statut ne soit pas appuyé par des décisions politiques permettant de réellement faire progresser la diffusion de l'ukrainien au sein de la population.<sup>66</sup> Au contraire, c'est la reconnaissance du russe qui semble progresser puisque, dans les années 1990, plusieurs assemblées locales et régionales du sud-est vont reconnaître au russe le statut de langue officielle ou de seconde langue d'Etat, comme à Odessa dès 1993, à Donetsk et Lougansk en 1994 ou encore à Kharkiv, et bien d'autres encore.<sup>67</sup> Il est utile de rappeler qu'à cette même époque, Leonid Koutchma

---

<sup>61</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 52.

<sup>62</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 155.

<sup>63</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 53.

<sup>64</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 148.

<sup>65</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 54.

<sup>66</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 155.

<sup>67</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 55.

cherche à mobiliser l'électorat russophone pour la campagne présidentielle de 1994 en promettant la reconnaissance du statut de langue régional au russe. La constitution ukrainienne de 1996, qui vient finalement remplacer la constitution soviétique, constitue une avancée majeure pour l'affirmation de l'ukrainien comme langue nationale. L'article 10 stipule ainsi que :

*« La langue d'Etat est l'ukrainien. L'Etat assure le développement, à tous égards, de la langue ukrainienne et son usage dans toutes les sphères de la vie sociale sur l'ensemble du territoire ukrainien. »*

Ce même article garantit également l'emploi et le développement des autres langues utilisées en Ukraine, mais il permet surtout de constitutionnaliser la reconnaissance de l'importance de la langue ukrainienne et le rôle à jouer de l'Etat dans le développement de cette langue, y compris en Crimée. La maîtrise de l'ukrainien est d'ailleurs nécessaire pour candidater à la présidence de la République.<sup>68</sup>

Ainsi, l'ukrainien est constitutionnellement la langue de l'Etat, on peut donc légitimement penser que celui-ci a amorcé un processus d'ukrainisation, au moins au sein des services publics. S'appuyant sur divers études, Juliane Besters-Dilger montre pourtant une réalité plus contrastée. Elle note effectivement qu'il y aurait un nombre croissant d'enfants bénéficiant d'un enseignement primaire et secondaire en langue ukrainienne et qu'il y a une tendance pour les écoles russes à devenir bilingues. Néanmoins, elle révèle qu'à Kiev, le russe serait davantage parlé à la sortie de l'école et que, cette langue y étant majoritaire, elle aurait tendance à être privilégiée par les jeunes Ukrainiens. Au sein des administrations, l'ukrainien devrait être privilégié, mais en ce qui concerne les administrations du sud-est de l'Ukraine, il ne serait utilisé que si un contact avec Kiev ou l'Ukraine occidentale le rend nécessaire. Dans l'armée, si les supérieurs s'efforcent d'employer la langue ukrainienne, l'armée serait essentiellement russophone et tendrait à russifier les nouvelles recrues. Elle termine son analyse en évoquant le dernier potentiel domaine d'action de l'Etat, à savoir celui des médias et de la culture. C'est ici que la situation est la plus préoccupante, puisque l'ukrainien apparaît complètement dominé par la langue russe. Etant donné le faible nombre de radios ou de chaînes de télévision publiques, les diffusions en russe seraient plus importantes grâce aux

---

<sup>68</sup> Constitution de l'Ukraine, *Site du Conseil de l'Europe*. Disponible sur : [http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/ccpe/profiles/ukraineConstitution\\_en.asp](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/ccpe/profiles/ukraineConstitution_en.asp) (Consulté le 17/05/16)

investissements provenant de la Russie et bénéficiant aux chaînes privées. Il en va de même s'agissant de la presse écrite et de la production de livre, les financements russes contribuant à affaiblir la diffusion de l'ukrainien à l'écrit, par manque de soutien. Juliane Besters-Dilger conclue donc que ces conditions freinent la diffusion de la langue ukrainienne, sous-représentée par rapport aux réalités démographiques.<sup>69</sup>

Il y a d'une part des explications structurelles à cette domination du russe sur l'ukrainien. Le russe est plus répandu dans l'armée pour des raisons historiques évidentes, c'est d'ailleurs une réalité que l'on retrouve dans d'autres pays d'ex-Union Soviétique. S'agissant des sphères médiatique et culturelle, la proximité de la Russie, qui représente un marché de consommateurs conséquent, justifie en partie l'importance des investissements en direction de la production et de la diffusion de contenus en langue russe. Enfin, nombreux sont les investissements russes en Ukraine, ceux-ci s'orientant essentiellement vers les contenus en langue russe là encore. Face à ces caractéristiques structurelles, la langue ukrainienne est perdante et requiert des politiques de soutien si l'Etat ukrainien compte effectivement en faire l'assise de la nation ukrainienne, comme le souhaiteraient les nationalistes. En effet, les partisans d'un Etat appuyant sa légitimité sur une nation ukrainienne envisagent la langue ukrainienne comme une source d'unification et d'identification à cette nation. C'est d'autant plus important que, l'Ukraine étant un nouvel Etat, elle n'a pas d'histoire commune autour de laquelle se rassembler, ni même de religion nationale comme c'est par exemple le cas en Pologne. Partant de là, plusieurs propositions émanent des différents courants nationalistes. Parmi les principaux mouvements nationaux-démocrates, on évoque l'ukrainisation non pas des Russes mais des Ukrainiens russifiés, qui représentent une importante partie de la population, envisagée d'après le prisme postcolonial, c'est-à-dire une population à « dé-russifier ».<sup>70</sup> Ces courants de pensée envisagent les Russes comme une simple minorité parmi d'autres, dont il faut respecter les droits culturels. Néanmoins, face à l'importance des programmes en langue russe, ils revendiquent par exemple l'introduction de quotas pour imposer un minimum de contenu en langue ukrainienne ou la mise en place d'examen de langue ukrainienne pour les futurs fonctionnaires.<sup>71</sup>

Pour autant, le choix de la langue relevant de l'intime, les politiques qui cherchent à influencer cette décision réveillent régulièrement les passions des ukrainophones comme des russophones et doivent donc faire face à bon nombre d'obstacles. C'est d'abord un enjeu

---

<sup>69</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », pp. 64-65.

<sup>70</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 153.

<sup>71</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 77.

sensible puisque la reconnaissance de la langue ukrainienne permet à certains d'affirmer la légitimité de la nation ukrainienne. Les nationalistes en quête d'authenticité mettent en avant les liens entre la langue ukrainienne et le vieux slavon, pour revendiquer l'ancienneté de la culture ukrainienne. Dans la même logique, le poète national qu'est Taras Chevtchenko est l'objet de nombreuses célébrations, étant considéré comme le père de la langue ukrainienne.<sup>72</sup> À l'inverse, les mouvements politiques liés au parti communiste et à l'oligarchie russe ont tendance à contester l'existence d'une nation ukrainienne et voient, dans les politiques de soutien à l'ukrainien, une volonté d'imposer une ukrainisation forcée aux populations russophones.<sup>73</sup>

Finalement, les passions que suscitent cet enjeu mènent à des politiques linguistiques changeantes qui constituent un facteur de frustration chez les populations russophones comme celles ukrainophones. Leonid Koutchma a promis lors de sa campagne de 1994 puis de 1999 d'accorder le statut de langue régional au russe, il est systématiquement revenu sur cette promesse une fois élu.<sup>74</sup> C'est finalement Viktor Ianoukovytch qui prend cette mesure en 2012, suscitant de vives réactions au sein des mouvements prônant le soutien à la langue ukrainienne, notamment lorsque son ministre de l'éducation affirme que la réduction de la part de l'ukrainien dans l'enseignement est justifiée car sa diffusion est « inutile ».<sup>75</sup> Lorsqu'il est contraint de fuir sous la pression des rassemblements du Maïdan, ceux qui assurent le pouvoir par intérim en attendant la tenue d'élections régulières vont annoncer leur projet de revenir sur cette décision, ce qui participera à diviser l'opposition qui s'était rassemblée contre Ianoukovytch et amorcera les tensions que connaît l'est ukrainien et la Crimée. Ce projet va rapidement être abandonné, mais le mal est fait.<sup>76</sup>

L'Ukraine est donc dans une situation particulière puisque l'ukrainien n'apparaît pas comme la langue majoritaire des citoyens d'Ukraine, alors même que le russe est considéré comme langue minoritaire selon la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires, ce qui encourage à la mise en place de mesure protégeant son usage.<sup>77</sup> Des politiques nationalistes tentent alors de sortir l'ukrainien de son statut minoritaire, notamment dans les

---

<sup>72</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 108.

<sup>73</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », pp. 78-79.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 80.

<sup>75</sup> Emmanuel Dreyfus, « En Ukraine, les ultras du nationalisme », *Le Monde Diplomatique*, mars 2014. Disponible sur : <<https://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/DREYFUS/50198>> (Consulté le 17/05/16).

<sup>76</sup> Himka, « Legislating Historical Truth: Ukraine's Laws of 9 April 2015 », p. 3.

<sup>77</sup> Juliane Besters-Dilger, « Le facteur linguistique », p. 77.

communications, mais ces mesures sont caricaturées comme autant d'intentions de procéder à l'ukrainisation forcée des minorités non-ukrainophones. L'enjeu linguistique cristallise donc les tensions identitaires et constitue l'un des défis encore non-résolus pour asseoir la légitimité de l'Etat ukrainien qui serait fondé sur une nation ukrainienne.

## **B – Imposer une religion ukrainienne pour se défaire de l'influence de Moscou**

Les réflexions sur la religion sont également au cœur de la pensée nationaliste, alimentant une vision transcendante de la nation. Cet enjeu apparaît dès l'indépendance, à partir de laquelle le retour du religieux est déjà en tant que tel un objectif défendu par les nationalistes qui y voient un retour à des traditions nationales ancestrales qui furent prohibées par les soviétiques. En effet, les nationalistes ukrainiens aiment revendiquer pour l'Ukraine une paternité de la religion orthodoxe, puisque la Rous' de Kiev fut la première principauté slave christianisée.<sup>78</sup> L'enjeu ici est d'apporter une justification au nouvel Etat ukrainien, alors même que la population est en proie à une crise de sens et se cherche de nouvelles valeurs susceptibles d'apporter des perspectives pour l'avenir. La religion se constitue donc comme une base possible à cet Etat, mais les différences culturelles régionales vont mener à une mise en concurrence des Eglises, puisqu'il n'y pas une seule Eglise orthodoxe, et celle-ci n'est pas la seule Eglise importante en Ukraine. Chacune de ces Eglises ambitionnent d'incarner la tradition nationale, suscitant la division d'une nation en construction.

Avant d'évoquer la religion orthodoxe dans ses détails, évoquons d'abord l'Eglise gréco-romaine, dite uniate. Celle-ci renvoie aux luttes de libération nationale, sa proximité historique avec les mouvements nationalistes de Galicie est évidente, ce qui explique que son influence reste encore aujourd'hui essentiellement concentrée dans cette région et joue par conséquent un rôle mineur sur le plan national.<sup>79</sup> Quant à la religion orthodoxe, elle existe sous trois formes concurrentes : l'Eglise orthodoxe relevant du patriarcat de Moscou, qui incarne une tradition orthodoxe moscovite, ainsi que l'Eglise orthodoxe du patriarcat de Kiev et l'Eglise orthodoxe autocéphale, qui pratiquent un rite byzantin. Ces dernières ne sont pas reconnues par la communauté orthodoxe puisqu'elles sont considérées comme « schismatiques ».<sup>80</sup> En effet, l'Eglise autocéphale fut fondée en 1921 alors que l'Eglise orthodoxe du Patriarcat de Kiev se sépara des autorités de Moscou l'année suivant l'accession de l'Ukraine à l'indépendance. Dans

---

<sup>78</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 82.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>80</sup> Natalya Boyko, « Eglises orthodoxes et identité nationale », pp. 88-89.



les premières années d'indépendance, ces deux Eglises essayèrent en vain de fusionner.<sup>81</sup> Rapidement, chacune de ces Eglises s'est constituée comme un véritable acteur politique, au même titre que la politique nationale s'est emparée de l'enjeu religieux qui est aussitôt devenu enjeu de débat.

La question de l'émergence d'une Eglise ukrainienne est particulièrement importante chez les orthodoxes puisque la communauté orthodoxe est censée rassembler des nations, c'est-à-dire que chacune peut bénéficier de son Eglise nationale. Néanmoins, les autorités moscovites ont souvent refusé d'accorder cette autonomie, par crainte d'une érosion de son contrôle politique.<sup>82</sup> C'est dans ce contexte que le premier Président ukrainien Leonid Kravtchouk s'est emparé de la question religieuse, soutenant officieusement l'émergence d'une Eglise orthodoxe nationale. Dans ce but, il parvint à rallier le métropolite Philarète à l'idée de l'autocéphalie. Il fut immédiatement excommunié, avant d'être frappé d'anathème en 1997, mais reçut le soutien d'un certain nombre d'évêques qui refusèrent d'apporter leurs soutiens à son remplaçant, ce qui les mena également à l'excommunication. Philarète prendra alors la tête de l'Eglise orthodoxe du Patriarcat de Kiev à partir de 1995, devenant un véritable emblème national et un important soutien à la construction nationale ukrainienne.<sup>83</sup> Néanmoins, la défaite de Kravtchouk aux présidentielles de 1994 au profit du russophile Koutchma mène à un revirement de la stratégie étatique de soutien au Patriarcat de Kiev. On comprend alors que l'orientation prise par l'Etat sur le plan religieux est directement liée à des considérations géopolitiques, puisque Koutchma apporte son soutien à l'Eglise orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou dans le cadre de sa politique pro-russe.

Les nationalistes vont donc jouer un rôle important de soutien aux Eglises séparées de Moscou, qu'il s'agisse de l'Eglise gréco-catholique, du patriarcat orthodoxe de Kiev ou de l'Eglise autocéphale. Des liens évidents vont alors se développer entre la droite nationaliste, modérée ou radicale, et ces Eglises. En effet, Philarète se rend notamment aux Congrès du Roukh ou du Parti Républicain Chrétien pour y apporter sa bénédiction, de même que l'un de ses évêques lors de la formation du Front National, bloc électoral d'extrême-droite comprenant notamment le Congrès des Nationalistes Ukrainiens (KUN) qui a pour habitude de se référer à l'héritage de Bandera. A l'inverse, l'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou s'appuie sur les partis de gauche tels que le parti communiste. Elle bénéficie également du

---

<sup>81</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 89.

<sup>82</sup> Natalya Boyko, « Eglises orthodoxes et identité nationale », p. 98.

<sup>83</sup> *Ibid.*, pp. 98-99.

soutien des oligarques, souvent liés à la Russie, mais qui évoluent dans les partis centristes.<sup>84</sup> Ces enjeux géopolitiques qui imprègnent les clivages religieux mènent à l'apparition de « fiefs politico-confessionnels »<sup>85</sup> qui accentuent la division géographique de l'Ukraine selon des sphères d'influence culturelle.

Face à cette réalité, le traitement de la question religieuse par l'Etat est devenu une question sensible. La constitution fait de l'Ukraine une République laïque, l'Etat est donc séparé des organisations religieuses.<sup>86</sup> Il est néanmoins chargé de l'attribution des lieux de culte, via le comité d'Etat aux Affaires religieuses qui s'appuie sur des services détachés auprès des administrations locales et régionales. Or la constitution de ces « fiefs politico-confessionnels » induit une certaine partialité des fonctionnaires locaux, les communautés orthodoxes schismatiques rencontrent ainsi des difficultés à s'enregistrer dans les régions du sud-est de l'Ukraine, alors que les communautés orthodoxes fidèles au patriarcat de Moscou rencontrent les mêmes lourdeurs administratives notamment en Galicie.<sup>87</sup> Cela conduit à des tensions religieuses importantes, susceptibles de mener à des épisodes de quasi guerre religieuse impliquant des petits groupes ultranationalistes. Ainsi, après l'accession de Koutchma au pouvoir, le refus des autorités d'enterrer le patriarche de Kiev dans la cathédrale Sainte-Sophie de Kiev déclencha des affrontements entre la police et des membres de l'ultranationaliste Assemblée Nationale Ukrainienne (UNA) qui menacèrent d'incendier des églises orthodoxes relevant du patriarcat de Moscou.<sup>88</sup> Cette organisation fait par ailleurs régulièrement parler d'elle pour des événements similaires, se lançant dans des querelles de clocher qui visent à faire pression sur des paroisses orthodoxes liées au patriarcat de Moscou pour qu'elles se rattachent aux communautés orthodoxes relevant du patriarcat de Kiev.<sup>89</sup>

Au-delà de la revendication d'indépendance qui mène les nationalistes à vouloir réduire l'influence du patriarcat de Moscou en Ukraine, c'est contre l'enjeu culturel que constitue ce courant de l'Eglise orthodoxe que l'opposition se concentre. Les communautés religieuses sont, au niveau local, d'importants lieux de socialisation et de diffusion de repères communs. Or en ce qui concerne les paroisses orthodoxes rattachées au patriarcat de Moscou, c'est la culture

---

<sup>84</sup> Boyko, « Églises orthodoxes et identité nationale », p. 107.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 109.

<sup>86</sup> Constitution de l'Ukraine, *Conseil de l'Europe*.

<sup>87</sup> Boyko, « Églises orthodoxes et identité nationale », p. 109.

<sup>88</sup> Wilson, *Faking Democracy in the Post-Soviet World*, p. 215.

<sup>89</sup> Dépêche AFP, « En Ukraine, une querelle de clocher tourne à la bataille rangée entre orthodoxes », *L'Express*, 25 juin 2015. Disponible sur : <[http://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/en-ukraine-une-querelle-de-clocher-tourne-a-la-bataille-rangee-entre-orthodoxes\\_1748830.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/en-ukraine-une-querelle-de-clocher-tourne-a-la-bataille-rangee-entre-orthodoxes_1748830.html)> (Consulté le 18/05/16)

russe qui prévaut, notamment dans l'utilisation de la langue russe pour la prédication.<sup>90</sup> Ce n'est pas seulement la diffusion de la langue russe qui apparaît problématique, mais la diffusion d'une certaine idée du rapport à entretenir avec la Russie, ce qui pousse le métropolite Philarète à s'interroger sur l'idéal patriotique porté par les représentants du patriarcat de Moscou conduisant des cérémonies au sein de l'armée ukrainienne.<sup>91</sup> Les élections présidentielles de 2004 confirmèrent les risques que représentent le patriarcat de Moscou pour l'indépendance de l'Ukraine. Malgré les liens importants entre la Russie et l'Eglise orthodoxe ukrainienne rattachée au patriarcat de Moscou, celle-ci a pu en toute impunité faire campagne pour le candidat pro-russe Viktor Ianoukovytch au sein de ses paroisses, en plus de lui avoir accordé sa bénédiction. Le métropolite de Donetsk aurait même distribué de l'argent pour inciter des prêtres à promouvoir sa candidature, si bien que l'opposant à Ianoukovytch, Viktor Iouchtchenko, aurait été dépeint comme l'antéchrist dans les églises de Donetsk.<sup>92</sup>

Les Eglises que l'on pourrait qualifier d'ukrainiennes ne sont pas exemptes d'implications dans le jeu politique, mais de par leur implantation exclusivement ukrainienne, elles ne remettent pas en cause la souveraineté nationale. Elles ont donc un rôle primordial à jouer pour appuyer la construction nationale, constituant des facteurs d'unité de la population au sein de croyances communes. Néanmoins, si le patriarcat de Moscou pose problème pour ce qui est de la souveraineté, il apparaît difficile de réduire son influence à court terme, la violence de l'UNA n'ayant d'autre effet que de réactiver chez les populations russes la crainte d'une ukrainisation forcée. Sa popularité pourrait être remise en cause si les Eglises orthodoxes ukrainiennes parviennent à se renforcer en s'unissant. En 2004, en pleine « Révolution Orange », elles avaient appelé conjointement leurs fidèles à « défendre de justes résultats électoraux », <sup>93</sup> le rapprochement est donc déjà entamé. À moins que ce ne soit la guerre du Donbass qui mène à l'érosion de la popularité de l'Eglise orthodoxe du patriarcat de Moscou, les derniers sondages montrant effectivement une diminution du nombre de fidèles affirmant leur affiliation à cette Eglise, ce qui semble se confirmer par le ralliement de plusieurs paroisses au patriarcat de Kiev ces derniers mois. Dans le même temps, l'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou semble prendre ses distances avec l'Eglise orthodoxe russe puisque son porte-parole a pris l'initiative de condamner l'agression subie par l'est de l'Ukraine ainsi

---

<sup>90</sup> Boyko, « Églises orthodoxes et identité nationale », p. 88.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>92</sup> Viatcheslav Avioutskii, *Les révolutions de velours*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 121.

<sup>93</sup> *Ibid.*

que l'intervention militaire russe en Crimée.<sup>94</sup> Il est difficile d'anticiper les conséquences d'une telle prise de position sur sa popularité au sein de l'Ukraine.

### **C – Créer une nation en offrant une relecture de l'histoire**

Les nationalistes ukrainiens ont également entrepris un travail historiographique visant à donner une légitimité historique à l'Ukraine. Là encore, l'objectif est de diffuser des repères communs, susceptibles de créer des liens émotionnels, mémoriels, pour dépasser les divisions linguistiques, ethniques, régionales ou religieuses. L'enjeu a donc été de constituer une mémoire nationale, celle-ci appuyant le sentiment d'appartenance à la nation ukrainienne dont les membres pourraient se mobiliser pour commémorer la grandeur. Dans ce but, des politiques mémorielles ont été menées par l'Etat, des groupes d'historiens se sont constitués pour réfléchir à certaines questions historiques jugées lourdes de sens pour l'Ukraine, tout cela impliquant une concurrence visant à imposer une certaine vision de l'histoire ukrainienne. Il en résulte un bricolage historique, mythologique, qui vise à présenter l'histoire à l'aune de ce que les partisans d'une nation ukrainienne en attendent. Il s'agit effectivement de se revendiquer d'un passé glorieux, de réévaluer certaines figures historiques qui ont été mises de côté par l'historiographie soviétique, mais également de faire la lumière sur certains événements ayant gravement affectés l'Ukraine et susceptibles de servir à l'unification de la population au sein de commémorations nationales. Cette diffusion de facteurs communs d'identification à la nation ukrainienne doit ainsi empêcher toute remise en cause de celle-ci par des forces internes ou externes qui chercheraient à questionner la légitimité historique de l'Etat ukrainien. En somme, comme le formule Dominique de Juriew qui s'est penchée sur la question, cette historiographie nationaliste vise à répondre à une « nécessité d'ancrer le présent dans le passé afin de construire le futur ».<sup>95</sup>

La nation ukrainienne est d'abord construite sur des mythes mobilisés pour défendre l'ancienneté de l'Ukraine. Ainsi, le mythe fondateur de la Rous' de Kiev ou le mythe de l'âge d'or que constitue l'Hetmanat Cosaque sont envisagés comme des époques durant lesquelles l'idée d'une communauté de destins s'est faite jour, comme si la constitution de l'Ukraine était

---

<sup>94</sup> Maksym Bugriy, « The War and the Orthodox Churches in Ukraine », *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 12, n° 30, janvier 2015. Disponible sur : <[http://www.jamestown.org/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=43548&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=682793e78f089ffd50641d8a8195eff0#.V03zM5OLRE7](http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=43548&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=682793e78f089ffd50641d8a8195eff0#.V03zM5OLRE7)> (Consulté le 31/05/16)

<sup>95</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 173.

déjà en réflexion.<sup>96</sup> En glorifiant ces périodes de l'histoire, on vise à assurer les Ukrainiens du noble héritage de leur Etat et à asseoir la légitimité de celui-ci, qui s'inscrirait dans une sorte de continuité. C'est ainsi que, depuis l'indépendance, de nombreuses bibliographies d'Hetmans ou de Cosaques sont apparues dans les rayons de librairies pour rendre cette glorieuse histoire aux Ukrainiens et favoriser le développement de lien symbolique entre l'Ukraine d'aujourd'hui et ces deux mythes.<sup>97</sup> Si l'on se fie à cette historiographie nationaliste, la Rous' de Kiev serait à l'image de l'Ukraine d'aujourd'hui, démocratique, et l'héritage cosaque aurait fait des Ukrainiens d'aujourd'hui un peuple d'une particulière bravoure,<sup>98</sup> on peut donc déjà lire en filigrane l'idée d'une Ukraine culturellement différente de la Russie et de son fameux despotisme oriental. Enfin, la République Populaire Ukrainienne se voit également rattachée à ces deux mythes historiques, étant analysée comme une résurgence de l'Hetmanat cosaque et des principes démocratiques de la Rous' de Kiev.<sup>99</sup>

Dans un autre registre, l'histoire soviétique fait l'objet de vives critiques dans les milieux nationalistes ukrainiens qui y voient une volonté d'occulter certaines réalités ou certaines figures qui devraient être connues de tous, tantôt en mémoire des horreurs commises par l'URSS, tantôt à la gloire de l'Ukraine. La décommunisation est ainsi devenue une revendication récurrente chez les nationalistes, puisqu'il s'agirait de faire fi de l'histoire telle que professée par les soviétiques pour redonner à l'Ukraine la pleine possession d'un passé qui continue de lui être volé puisqu'occulté par la mémoire entretenue de l'Union Soviétique. Il s'agit d'un projet inspiré des anciennes démocraties populaires qui, après s'être débarrassées des soviétiques, ont mis en place des politiques dites de décommunisation (ou de lustration) visant à rejeter l'héritage soviétique, et donc ceux ayant collaboré avec l'occupant, mais aussi tous les symboles ou monuments censés célébrer l'URSS. Certains comme Volodymyr Viatrovytch,<sup>100</sup> en pointe dans la lutte pour la décommunisation, estiment que décommuniser l'Ukraine est le seul moyen d'assurer son indépendance, que ce type de politique aurait même pu permettre d'éviter la crise actuelle en mettant fin à toute nostalgie de l'Union Soviétique, et

---

<sup>96</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, pp. 49-50.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 103 et 111.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>100</sup> Ancien responsable des archives des services secrets ukrainiens (SBU) et actuel directeur de l'Institut de la Mémoire. Sa position est plus longuement évoquée dans cette entretien : <http://uacrisis.org/fr/12405-comment-analyser-la-crise-actuelle-dun-point-de-vue-historique-entretien-avec-vladimir-viatrovich-historien-directeur-de-linstitut-national-de-memoire> (Consulté le 20/05/16)

donc tout lien historique avec la Russie.<sup>101</sup> Cela se manifeste dans trois dimensions particulières : la reconnaissance et la commémoration de l'Holodomor, la glorification de figures ukrainiennes contestées et un rejet plus général des symboles soviétiques.

La mise en lumière de l'Holodomor est à l'origine une revendication nationaliste, il s'agit de démontrer que cet événement meurtrier fut savamment orchestré par les soviétiques pour exterminer le peuple ukrainien. Cette question fait l'enjeu d'une controverse historique si bien qu'il est encore difficile d'affirmer catégoriquement qu'il s'agit d'un génocide organisé du peuple ukrainien. Néanmoins, de par l'ampleur du phénomène en Ukraine, il constitue un événement marquant qui est mobilisé pour installer la nation ukrainienne dans une position de martyr. C'est seulement en 2006 que Viktor Iouchtchenko, dont la politique mémorielle ira souvent dans le sens des nationalistes, reconnaît l'Holodomor comme « génocide du peuple ukrainien » avant que Ianoukovytch ne revienne sur cette décision en 2010 pour obtenir les bonnes grâces de la Russie qui y voyait un signe d'hostilité.<sup>102</sup> Néanmoins, au-delà du message qui peut effectivement être envoyé à la Russie via ce type de sacralisation d'un événement dont la culpabilité de l'URSS ne fait guère de doute en Ukraine, il s'agit de rassembler l'Ukraine dans la commémoration d'une tragédie construite comme nationale. Ainsi, en 2008, pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Holodomor, Iouchtchenko organisera des commémorations nationales, avec notamment l'ouverture de mémoriaux à Kiev et Kharkiv et la diffusion d'archives historiques.<sup>103</sup> L'entretien d'une mémoire de cette catastrophe est d'autant plus important qu'elle a essentiellement affecté le sud et l'est de l'Ukraine, encore réticents à s'intégrer à la mythologie nationale, ils sont donc les premiers visés par la multiplication des discours sur l'Holodomor.

Ce rejet de l'héritage soviétique et cette élaboration d'une mythologie nationale mènent également à faire émerger des héros de l'histoire ukrainienne, des personnages marquant ayant lutté pour l'indépendance du pays. Là encore, un bricolage s'opère dans la sélection de ces glorieux personnages historiques, puisque la lutte contre l'Union Soviétique semble primée sur

---

<sup>101</sup> Volodymyr Viatrovytch, « "Decommunization" and Academic Discussion », *Krytyka*, mai 2012. Disponible sur : <<http://krytyka.com/en/solutions/opinions/decommunization-and-academic-discussion#sthash.XgLGdJWw.dpuf>> (Consulté le 20/05/16)

<sup>102</sup> Barbara Martin, « Dénonciation russe du nationalisme ukrainien comme "fascisme" : aux origines d'une rhétorique dédramatisée (1917-2015) », *Papiers d'actualité de la Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent*, Mars 2015. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/12294846/D%C3%A9nonciation\\_russe\\_du\\_nationalisme\\_ukrainien\\_comme\\_fascisme\\_aux\\_origines\\_d\\_une\\_rh%C3%A9torique\\_de\\_dramatisation\\_1917-2015\\_](https://www.academia.edu/12294846/D%C3%A9nonciation_russe_du_nationalisme_ukrainien_comme_fascisme_aux_origines_d_une_rh%C3%A9torique_de_dramatisation_1917-2015_)> (Consulté le 20/05/16).

<sup>103</sup> Portnov, « Memory wars in post-soviet Ukraine (1991-2000) », p. 244.

la lutte contre l'Allemagne nazie, qui a parfois servi d'alliée à ces nouveaux héros ukrainiens. Dès 2004, des députés nationalistes tentèrent en vain d'attribuer le statut de vétéran aux combattants de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA), branche armée de l'OUN. Finalement, les pensions accordées aux vétérans leurs furent distribuées uniquement dans les localités qui décidèrent de considérer les combattants de l'UPA comme tels, donc essentiellement à l'ouest de l'Ukraine.<sup>104</sup> On comprend mieux le soutien dont bénéficie l'OUN dans certaines régions quand on sait notamment qu'à Lviv, depuis 2006, le musée de la ville propose une exposition sur les « efforts de libération du peuple ukrainien » qui glorifient l'OUN et les divisions SS composées d'Ukrainiens, le tout en prenant soin de retirer les insignes les plus fâcheuses.<sup>105</sup> Suite à cela, en 2010, c'est le leader de l'OUN Stepan Bandera qui reçoit à titre posthume le statut de héros de l'Ukraine, décerné par Viktor Iouchtchenko lui-même. Bandera, idole des ultranationalistes ukrainiens, est tristement célèbre pour avoir mené l'OUN à collaborer avec les nazis durant la Seconde Guerre Mondiale contre l'armée rouge. Ce choix d'honorer un tel personnage va profondément diviser les Ukrainiens, même le Parlement Européen se permettra de déplorer cette décision que Ianoukovytch, une fois au pouvoir, s'empressera d'annuler.<sup>106</sup> Néanmoins, une série de lois datant du 9 avril 2015, signée par l'actuel Président Porochenko, est venue réaffirmer cette volonté de décommuniser l'Ukraine, remettant à jour l'héroïsation de Bandera au titre de héros de l'indépendance.<sup>107</sup> Ces lois, que Volodymyr Viatrovytch a participé à écrire, sont empruntes de l'idée que l'Ukraine n'aurait pas connu le conflit d'aujourd'hui si elle s'était engagée plus tôt sur la voie de la décommunisation et du rejet de l'héritage soviétique. Néanmoins, en glorifiant telle ou telle figure historique, elles échouent à prendre la discipline qu'est l'histoire dans toute sa complexité et n'aboutit qu'à accentuer la division de l'Ukraine. Si l'OUN et Stepan Bandera ont effectivement combattu pour l'indépendance, tantôt contre l'occupation allemande, tantôt contre la progression de l'armée rouge à l'ouest de l'Ukraine, légitimant leur popularité chez certains groupes nationalistes, ils font avant tout parler d'eux pour leur antisémitisme et les massacres perpétrés en Volhynie et Galicie.<sup>108</sup>

Enfin, dans la continuité de ces combats pour faire reconnaître l'Holodomor et restaurer des figures qui apparaissent encore contestées, l'Ukraine s'est lancée depuis son indépendance

---

<sup>104</sup> Portnov, « Memory wars in post-soviet Ukraine (1991-2000) », p. 239.

<sup>105</sup> Delphine Bechtel, « Mensonges et légitimation dans la construction nationale en Ukraine (2005-2010) », *Écrire l'histoire*, n°10, automne 2012, p. 49.

<sup>106</sup> Himka, « Legislating Historical Truth: Ukraine's Laws of 9 April 2015 », p. 2.

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> *Ibid.*, pp. 3-4.

dans un projet de décommunisation plus globale. Celui-ci vise à réévaluer l'histoire telle qu'enseignée depuis l'Union Soviétique, l'Holodomor et l'héroïsation de figures telles que Bandera entrent dans le cadre de cette politique, mais elle ne s'arrête pas là. En effet, la décommunisation vise également à lutter contre tous les symboles de l'héritage soviétique (noms de rue, de localités, statues et fresques, à titre d'exemple), pour porter atteinte à la nostalgie qui prévaut encore à son égard chez certains groupes d'Ukrainiens. Cette politique est rapidement concrétisée puisque dès 1992, un décret gouvernemental incite toutes les écoles à se débarrasser des vestiges de l'URSS, tels que les bustes de Lénine et autres fresques ornementales représentant les pionniers travaillant avec force et courage à l'édification du communisme.<sup>109</sup> Cette volonté de se débarrasser de toute empreinte de l'ère soviétique s'est néanmoins concrétisée d'une manière pour le moins contrastée, puisqu'elle dépendait du bon vouloir des populations locales. Ainsi, alors que la Galicie mettra une attention particulière pour mener à bien cette entreprise – avec le cas emblématique de Tchervonograd, dans l'oblast de Lviv, qui se débarrasse de sa statue de Lénine dès 1990 –, elle acquiert une importance bien moindre en Ukraine occidentale. Kiev propose quant à elle une intéressante juxtaposition d'éléments nationalistes et soviétiques, séparés de quelques rues seulement.<sup>110</sup> Cette politique des symboles devient polémique dès lors que les statues de Lénine à l'ouest se voient remplacées par des monuments à la gloire de certaines figures du nationalisme ukrainien telles que Bandera. En réponse, on voit apparaître, notamment à Simferopol et Lougansk, des monuments en hommage aux victimes des collaborateurs fascistes de l'OUN.<sup>111</sup>

Finalement, cette tentative d'ukrainiser l'histoire mène à l'émergence d'une mémoire postsoviétique pluraliste, où se côtoient des monuments à la gloire de Lénine et des lois visant à héroïser d'anciens collaborateurs de l'armée nazie. On retrouve là encore une sorte de dichotomie entre une Ukraine de l'Ouest et du centre plutôt nationaliste et une Ukraine du sud et de l'est qui revendiquent l'héritage soviétique, laissant apparaître de véritables « fractures mémorielles ».<sup>112</sup> En vingt ans, l'Ukraine n'est donc parvenue à forger un récit historique national unique, malgré les efforts des nationalistes pour légiférer en ce sens ou imposer leur discours dans l'historiographie nationale, en dépit du soutien des présidents Iouchtchenko et Porochenko. Au contraire, il y a toujours plusieurs récits qui s'affrontent, et ce parfois dans une

---

<sup>109</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 122.

<sup>110</sup> Portnov, « Memory wars in post-soviet Ukraine (1991-2000) », pp. 234-236.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 245.

<sup>112</sup> Martin, « Dénonciation russe du nationalisme ukrainien comme “fascisme” : aux origines d'une rhétorique dédramatisation (1917-2015) ».



rare violence.<sup>113</sup> Cette situation démontre la nécessité pour l'Ukraine de s'investir dans le développement d'une véritable recherche historique, premier pas vers une meilleure évaluation du rôle de certains personnages ou organisations ayant marqués l'histoire ukrainienne et le développement d'un récit national intégrant les craintes des différentes populations d'Ukraine. Il apparaît que l'Institut de la Mémoire, qui fut fondé par Iouchtchenko en 2005,<sup>114</sup> n'est pas parvenu à convaincre les Ukrainiens de la légitimité de son interprétation de l'histoire, il semble bien improbable que les lois mémorielles de 2015 ne réussissent davantage, et ce malgré l'interdiction de remettre en cause certains pans du récit historique qu'il professe.

Ce *statu quo* culturel dans lequel se retrouve aujourd'hui l'Ukraine s'explique sans doute par les politiques contradictoires menées successivement par les différentes autorités depuis l'indépendance.<sup>115</sup> Les enjeux linguistiques, religieux et mémorielles ont été l'objet d'un débat politique parfois virulent qui a permis de prendre des décisions ou des orientations particulières qui furent à plusieurs reprises remises en cause. Ce va-et-vient que constitue la politique culturelle ukrainienne démontre la profonde division de l'Ukraine sur ces questions, et la difficulté d'imposer un modèle culturel unique. Ces affrontements constituent autant de freins au renforcement d'une nation en pleine formation. Malgré la volonté des nationalistes, l'Etat ukrainien n'est parvenu à forger une culture commune susceptible de constituer un socle de repères et de traditions communes à la nation qui viendrait asseoir sa légitimité.

---

<sup>113</sup> Encore récemment, un historien venu parler de son travail sur Stepan Bandera vit ses conférences annulées sous la pression de groupes ultranationalistes : Per Anders Rudling et Jared McBride, « Ukrainian Academic Freedom and Democracy Under Siege », *Algemeiner Journal*, 1 mars 2012. Disponible sur : <<http://www.algemeiner.com/2012/03/01/ukrainian-academic-freedom-and-democracy-under-siege/>> (Consulté le 20/05/16)

<sup>114</sup> Bechtel, « Mensonges et légitimation dans la construction nationale en Ukraine (2005-2010) », p. 52.

<sup>115</sup> Portnov, « Memory wars in post-soviet Ukraine (1991-2000) », p. 233.

### **Chapitre 3 : Au-delà d'un nationalisme culturel, vers une indépendance de fait ?**

Si le développement d'une culture nationale apparaît essentiel pour asseoir la légitimité du nouvel Etat indépendant qu'est l'Ukraine, cela ne peut suffire à en faire un Etat reconnu par tous comme le plus à même d'administrer sa population. La diffusion d'un sentiment d'appartenance à l'Ukraine permet certes d'assurer une certaine stabilité politique, mais il est nécessaire de réfléchir aux facteurs externes susceptibles de déstabiliser cet Etat, et ce d'autant plus si la communauté nationale apparaît divisée. S'agissant de l'Ukraine, trois dimensions politiques apparaissent problématiques et symptomatiques d'une faiblesse intrinsèque à l'Etat ukrainien. D'une part, du fait de ses liens historiques avec la Russie, l'Ukraine demeure extrêmement dépendante de cet immense voisin qui absorbe une grande partie de sa production. À cause de cet état de fait, le bon fonctionnement de l'économie ukrainienne reste encore conditionné à de bonnes relations avec Moscou, impliquant parfois d'importantes concessions pour éviter de provoquer sa susceptibilité. D'autre part, il découle de cette dépendance économique une faible marge de manœuvre en termes de politique étrangère menée, puisqu'il apparaît difficile de tourner le dos aux intérêts russes sans risquer de le payer sur le plan économique. Enfin, étant donné la division politique du pays, la dépendance économique à l'égard de la Russie et la difficulté à assumer une politique étrangère autonome, c'est l'enjeu de la défense qui apparaît alors problématique. Là encore, l'Ukraine ne semble pas avoir les moyens de ses ambitions tant ses forces sont désorganisées, comment dès lors se convaincre de l'indépendance de cet Etat ? Depuis 1991, les nationalistes ont tenu des discours évolutifs concernant ces différents enjeux. Au vu de l'état du pays aujourd'hui, on peut douter de leur capacité à influencer les autorités pour agir en faveur d'un renforcement de l'indépendance de l'Etat ukrainien.

#### **A – « Tout écolier sait que l'indépendance commence avec l'économie »**

Les bonnes performances économiques d'un pays constituent une force essentielle pour ensuite mener une politique qui autrement serait plus difficilement assumable. Les partisans de l'indépendance ukrainienne ont cru en son potentiel de devenir une économie solide, susceptible d'acquérir rapidement son autonomie. En effet, il s'agissait de se convaincre que l'Ukraine pouvait tenir debout sans l'URSS ni la Russie. On le verra, ces prédictions étaient illusoires et la réalité de la crise que connaît l'Ukraine durant sa difficile transition vers l'économie de marché va bien peu contribuer à son indépendance économique. Face à ces

difficultés, des courants nationalistes, dont le Roukh, vont prôner la nécessité d'un renforcement de l'Etat et donc d'une politique favorisant une amélioration de la situation économique. Il apparaît donc nécessaire de mettre en parenthèse les velléités nationalistes, puisqu'avant de faire des choix politiques selon des objectifs culturels notamment, c'est la santé économique de l'Ukraine qui est en jeu. Néanmoins, l'exemple de la diplomatie du gaz que la Russie oppose à l'Ukraine démontre qu'encore aujourd'hui celle-ci n'est parvenue à acquérir une pleine indépendance économique, permettant à la Russie de faire pression sur les orientations politiques dont elle décide. Enfin, cette réalité apparaît encore davantage préoccupante depuis la Révolution Maïdan, la crise politique qu'elle a déclenché a mené le pays dans un Etat de guerre latent qui engloutit les finances de l'Etat et qui prive celui-ci des perspectives que pouvaient offrir la Crimée, maintenant qu'elle fait partie de la Russie.

Avant même l'accession à l'indépendance, la presse nationaliste évoque effectivement le potentiel économique de l'Ukraine comme argument supplémentaire en faveur d'une prise de distance vis-à-vis d'une URSS en plein effondrement. Leonid Kravtchouk se fait lui-même défenseur de cette idée, arguant en octobre 1990 que :

*« Tout écolier sait que l'indépendance commence avec l'économie. Si nous décidons de devenir réellement maîtres de notre territoire et d'engager directement des relations économiques avec d'autres pays, alors je suis certain que dans un futur proche nous serons capables de prendre soin du peuple d'Ukraine et de lui permettre d'accéder à un niveau de vie décent. »*<sup>116</sup>

Il s'agit de convaincre de l'idée d'une Ukraine indépendante non pas uniquement en mobilisant des justifications historiques, ethniques ou culturelles, mais également de diffuser l'idée d'une Ukraine assez forte pour bénéficier aux Ukrainiens. On peut très certainement croire en la sincérité de cette opinion, les partisans de l'indépendance étaient sans doute convaincus qu'ils défendaient un projet viable d'une Ukraine qui parvient à répondre aux besoins de sa population, et cela a sans doute aidé à obtenir l'indépendance. Par ailleurs, bien que la plupart des grands groupes industriels qui vont naître avec l'indépendance prône le maintien de liens économiques avec la Russie, certains vont se réunir pour défendre l'indépendance économique de l'Ukraine, par exemple en constituant l'Union des Industrialistes Indépendants qui défend des positions protectionnistes.<sup>117</sup> Et puisqu'on a vu que la politique des symboles est

---

<sup>116</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 169.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 83.

essentielles, notons que dès 1992, l'Ukraine sort de la zone rouble et met en circulation une nouvelle monnaie, le karbovanets.<sup>118</sup> Néanmoins, la force de l'économie ukrainienne apparaît très vite illusoire dès lors que l'Ukraine s'engage dans la transition vers l'économie de marché. Comme ailleurs dans l'ex-bloc soviétique, l'Ukraine va subir une dure crise économique nécessitant de nombreuses privations. Les trois premières années suivant l'indépendance vont voir la production nationale s'effondrer de 40% et l'inflation grimper de 45% *par mois*.<sup>119</sup> La décennie 1990 en Ukraine sera particulièrement noire et chaotique, imprégnant notamment la littérature ukrainienne, avec Andreï Kourkov qui publie *Le Pingouin* dans la deuxième moitié des années 1990, fiction dans laquelle il dépeint l'Ukraine comme un désastre économique où prospère une vie politique mafieuse, pas très éloignée de la réalité de ces années. En dépit d'avoir vu leurs prédictions confirmées, les nationalistes blâment alors l'héritage soviétique pour les coûts induits par la catastrophe de Tchernobyl et une industrie sous-développée.<sup>120</sup> Ces faiblesses de l'économie ukrainienne étaient pourtant prévisibles, on peut d'ailleurs y ajouter la dépendance énergétique de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie, sur laquelle on reviendra, mais aussi le long réajustement qu'implique le dépassement d'une organisation soviétique très centralisée.<sup>121</sup> Cette situation s'explique également par l'absence de mesures correctives prises pour réduire l'intensité de la crise. En effet, sous Kravtchouk, la crainte d'entreprendre des privatisations qui mèneraient à une prise de contrôle de l'économie par un capital étranger ou le refus de réduire les aides sociales et les subventions à l'industrie pour éviter un mécontentement social à l'est maintiennent l'Ukraine dans un *statu quo* qui empêche d'apporter une réponse ajustée à la crise.<sup>122</sup>

L'arrivée de Koutchma au pouvoir va quelque peu améliorer la situation économique, puisqu'il a le soutien des populations de l'est et n'hésite pas à amorcer un rapprochement avec la Russie pour stabiliser économiquement l'Ukraine. Si les nationalistes avaient soutenu la mise en place de politiques protectionnistes, voire même de réorientation de l'économie vers l'ouest, on assiste plutôt au maintien d'une certaine dépendance économique à l'égard de la Russie. Avant l'arrivée au pouvoir de Koutchma, même le Roukh était conscient que pour construire l'Ukraine, il convenait d'abord de remplir des objectifs économiques avant de poursuivre des

---

<sup>118</sup> Annie Daubenton, *Ukraine, les Métamorphoses de l'Indépendance*, Paris, Buchet-Chastel, 2009, p. 298.

<sup>119</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 169.

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 170.

<sup>122</sup> *Ibid.*

buts politiques, ce qui implique de coopérer avec la Russie.<sup>123</sup> L'Ukraine n'a effectivement pas les moyens de se détourner de la Russie dans l'immédiat, celle-ci était et demeure son premier partenaire commercial et l'Ukraine compte sur les hydrocarbures russes pour faire fonctionner son industrie. Néanmoins, cette reconnaissance des liens qui unissent les économies russe et ukrainienne pose problème concernant la capacité de l'Ukraine à mener une politique économique autonome de la Russie. Par ailleurs, l'Ukraine lie son destin à l'économie russe, comme le démontre la crise financière russe de 1997. Celle-ci va durement affecter l'économie ukrainienne et prouver la dépendance de celle-ci à l'égard du système financier russe, ainsi qu'aux débouchés offerts par la Russie.<sup>124</sup>

Cette dépendance économique et les problématiques qui en découlent s'incarnent pleinement dans l'exemple de la diplomatie du gaz menée par Moscou. Elle consiste, pour Moscou, à exploiter cette dépendance économique pour obtenir de la part de Kiev certaines avancées politiques sur des sujets jugés stratégiques. Pour se faire, la Russie a tantôt accordé à l'Ukraine des tarifs préférentiels ou des facilités de paiement, tantôt fait pression sur Kiev pour exiger certaines contreparties au risque de voir bloquer ses approvisionnements. Ainsi, en 1995, la Russie profite de la dette de l'Ukraine à Gazprom pour obtenir des participations dans certaines grandes entreprises ukrainiennes en guise de paiement de cette dette.<sup>125</sup> Cinq ans plus tard, Gazprom dénonce les impayés de l'Ukraine et décide de mettre fin à l'alimentation des 4 principales centrales thermiques d'Ukraine. Cette crise n'obtiendra de résolution qu'un an plus tard lorsque Koutchma accorde à Moscou la démission de son ministre des Affaires étrangères jugés trop « occidentaliste » par le Kremlin et le limogeage de la Première Ministre Ioulia Tymochenko qui se montre trop velléitaire à l'encontre des oligarques et qui comprend rapidement la force que cette dépendance confère à Moscou.<sup>126</sup> À chaque tension dans les relations russo-ukrainiennes, Moscou n'hésitera pas à réactiver sa diplomatie du gaz : avant la tenue des élections législatives qui suivent la « Révolution Orange », elle vise à plomber l'économie ukrainienne pour orienter les votes, puis c'est la guerre russo-géorgienne et l'intérêt que l'Ukraine marque alors pour l'OTAN qui va mener à de nouvelles menaces russes de couper l'approvisionnement en gaz. Cette utilisation stratégique de la dépendance énergétique pose un important problème pour l'indépendance politique de l'Ukraine qui apparaît dès lors en difficulté pour mener à bien une politique souverainement choisie. Ainsi, cette diplomatie du

---

<sup>123</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 171.

<sup>124</sup> Gilles Lepasant (dir.), *L'Ukraine dans la Nouvelle Europe*, p. 130.

<sup>125</sup> Daubenton, *Ukraine, les Métamorphoses de l'Indépendance*, p. 300.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 303.

gaz va durablement peser sur les négociations d'un accord d'association entre l'Union Européenne et l'Ukraine, rapprochement jugé hostile par Moscou. La décision de Ianoukovytch d'abandonner ces négociations fut d'ailleurs en partie dictée par les tarifs gaziers préférentiels inclus dans l'accord concurrent proposé par Moscou. Néanmoins, depuis la « Révolution Maïdan », la diplomatie du gaz se réactive pour orienter les solutions proposées pour résoudre la crise actuelle.

Aujourd'hui, si les liens économiques entre l'Ukraine et la Russie ont diminué, à grand coup de sanctions économiques, les perspectives économiques des Ukrainiens n'en apparaissent pas pour autant améliorées. L'actuelle guerre, qualifiée d'hybride, entretient l'Ukraine dans une situation d'instabilité qui suscite la méfiance des investisseurs. Ses régions industrielles qui étaient situées à l'est apparaissent actuellement hors d'usage, et les infrastructures aux mains des groupes séparatistes bénéficient avant tout à des groupes hostiles à l'Ukraine.<sup>127</sup> Sans règlement de cette crise, même l'accord signé avec l'Union Européenne n'aura que peu d'effet pour revenir à une situation économique semblable à celle de l'avant-Maïdan, mais peut-être a-t-elle au moins permis de briser, bien que douloureusement, cette dépendance de l'Ukraine à l'égard de la Russie.

## **B – Une faible marge de manœuvre en politique étrangère**

Cette dépendance économique pose des questions s'agissant de la capacité de l'Ukraine à mener une politique étrangère souverainement. Or le pays est situé à mi-chemin entre deux zones politiques très différentes, d'un côté l'Union Européenne et de l'autre la Russie. L'Ukraine est historiquement liée à la Russie, mais cette position géographique a conduit ce pays nouvellement indépendant à regarder tantôt à l'est, tantôt à l'ouest. Il s'avère néanmoins que les nationalistes ukrainiens se sont rapidement prononcés en faveur d'une politique étrangère orientée vers l'Occident, craignant que le maintien de liens exclusifs avec la Russie ne mène à remettre en cause tôt ou tard l'indépendance de leur Etat. Néanmoins, l'Ukraine participe à la fondation de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) qui succède à l'Union Soviétique, organisation régulièrement dénoncée par les nationalistes comme un moyen de garder l'Ukraine sous la coupe de la Russie. La Russie va également tenter d'impliquer

---

<sup>127</sup> Andreas Umland, « Ukraine's Reforms will Succeed, but Conditions Applied », *IndraStra.com*, 19 septembre 2015. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/15967560/Ukraine\\_s\\_Reforms\\_will\\_Succeed\\_but\\_Conditions\\_Applied\\_by\\_Andreas\\_Umland](https://www.academia.edu/15967560/Ukraine_s_Reforms_will_Succeed_but_Conditions_Applied_by_Andreas_Umland)> (Consulté le 21/05/16).

l'Ukraine dans d'autres constructions régionales, mais elle va se voir plusieurs fois concurrencée par l'Union Européenne ou l'OTAN. Si les nationalistes optent généralement pour les structures occidentales, la Russie tente de faire peser son influence, notamment économique, sur l'orientation de politique étrangère choisie par l'Ukraine. Cela interroge sur la capacité des nationalistes à obtenir gain de cause dans la définition des politiques de l'Etat, dans un pays où la forte division empêche d'adopter une politique étrangère sans ambiguïté telle que celle menée par la Pologne notamment.

On l'a vu précédemment, les nationalistes tendent à se constituer un patrimoine culturel construit comme européen. En se définissant comme tel, il rejette la domination russe en légitimant la nation ukrainienne abordée comme fondamentalement différente de la nation russe. Pourtant, lorsque l'Ukraine obtient son indépendance, elle n'envisage pas immédiatement de se tourner vers l'ouest. En participant aux accords de Belaveja, Leonid Kravtchouk signe les accords de Minsk dans la foulée de l'accession à l'indépendance. La Russie, la Biélorussie et l'Ukraine fondent alors la CEI. Celle-ci est presque immédiatement dénoncée par les nationalistes qui y voient une trahison et un moyen d'entretenir la Russie impériale sous une nouvelle forme.<sup>128</sup> Ceux-ci vont se mobiliser pour dénaturer cette structure et réduire autant que possible ses pouvoirs. Ainsi, quand la Rada ratifie ces accords, 13 amendements y sont ajoutés pour réduire au maximum les engagements de l'Ukraine au sein de la CEI.<sup>129</sup> L'hostilité à l'égard de cette organisation se répand rapidement, notamment sous l'impulsion du Roukh qui réunit sept milles manifestants en septembre 1993 dans un rassemblement visant à dénoncer la CEI. Dans ce contexte, l'Ukraine refuse le 16 décembre 1993 de ratifier la charte de la CEI, n'obtenant par conséquent qu'un simple statut de membre associé.<sup>130</sup> Finalement, l'Ukraine va constituer un véritable frein au développement de la CEI : lorsqu'on évoque l'hypothèse d'une monnaie commune, l'Ukraine développe sa propre monnaie, et quand il est question de constituer des forces armées unifiées, l'Ukraine nationalise les troupes soviétiques encore présentes sur son sol, elle refuse aussi d'intégrer le Traité de Sécurité Collective, pendant militaire de la CEI, en 2002.<sup>131</sup> Concernant la CEI, on constate donc que les nationalistes sont parvenus à diffuser l'idée que la participation de l'Ukraine à la moindre organisation sous domination russe contribuerait à constituer une version moderne de

---

<sup>128</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 175.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 176.

<sup>130</sup> Annie Daubenton, *Ukraine, L'Indépendance à tout prix*, Paris, Buchet-Chastel, 2014, p. 419.

<sup>131</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 176.

l'Empire russe. Cette structure régionale n'est d'ailleurs pas la seule à faire les frais du rejet ukrainien, puisque Moscou va à plusieurs reprises s'essayer à intégrer l'Ukraine dans divers projets d'organisations régionales. Ainsi, et conformément aux positions des nationalistes, l'Ukraine va refuser les projets d'union douanière découlant de la CEI, de même que le projet du Traité de Sécurité Collective comme on l'a déjà évoqué.

En fait, ce scepticisme à l'égard de toute implication dans une organisation régionale sous domination russe n'est pas total. En 1994, Koutchma est d'ailleurs élu sur un programme visant à renforcer les liens russo-ukrainiens, l'idée d'une coopération accrue avec la Russie n'est donc pas totalement remise en cause.<sup>132</sup> Une politique multivectorielle va donc progressivement se mettre en place, l'Ukraine s'impliquant simultanément dans des projets occidentaux et des projets liés aux ambitions régionales russes. Cette décision s'appuie sur un consensus qui émerge dans les années 1990 selon lequel l'Ukraine ne pourrait garantir son indépendance si elle tournait le dos à la Russie, de même qu'elle ne pourrait instaurer une relation de confiance avec elle si elle ne bénéficie pas du soutien occidental.<sup>133</sup> Si Kravtchouk défend une approche plutôt euro-centrée, alors que Koutchma propose une orientation plutôt russophile, l'un comme l'autre ne se permet pas de sortir du cadre de cette politique multivectorielle, y compris sous la pression des nationalistes qui réclament le départ de l'Ukraine de la CEI. Cette tactique s'est avérée rentable pour l'Ukraine qui, malgré (ou grâce à) sa décision de constituer l'organisation pro-occidentale qu'est l'Organisation pour la Démocratie et le Développement (ou GUAM) en 1997, parvient à obtenir des faveurs de la part de la Russie : un traité reconnaît le 21 mai 1997 la souveraineté de l'Ukraine sur la Crimée, suivi d'un accord signé le 28 mai 1997 qui accorde un statut équitable à la flotte russe de la mer Noire, lui-même couronné par un accord supplémentaire, signé le 31 mai 1997, dans lequel la Russie reconnaît les frontières de l'Ukraine.<sup>134</sup>

Cette politique multivectorielle semble fonctionner jusque au début des années 2010 puisque Ianoukovytch fut engagé à la fois dans les négociations sur l'accord d'association avec l'UE et sur la possible participation de l'Ukraine à une union douanière déjà mise en place entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Néanmoins, depuis l'intervention de l'OTAN au Kosovo, la Russie se méfie particulièrement de la progression de cette organisation à l'est. Or en Ukraine, les nationalistes font pression pour une candidature de l'Ukraine à des organisations occidentales qui viendraient porter un coup d'arrêt à toute crainte d'un retour de la Russie

---

<sup>132</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité », p. 127.

<sup>133</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 111.

<sup>134</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité », p. 129.



impériale. Dans les années 1990, l'Ukraine va alors adhérer au Partenariat pour la Paix proposé par l'OTAN, signer des accords de partenariat et de coopération avec l'UE et rejoindre le Conseil de l'Europe.<sup>135</sup> Tant que les relations entre la Russie et l'Occident demeurent cordiales, la Russie se garde de toute réaction, mais à partir de la crise politique qui apparaît en arrière-plan du conflit russo-géorgien, tout change. Ainsi, lorsque Poutine rencontre Iouchtchenko en février 2008, il évoque sans ambages la possible installation d'une base de l'OTAN en Ukraine et menace très clairement l'Ukraine en estimant que « dire, même penser que la Russie, en réponse (...) pointera ses missiles sur l'Ukraine, cela fait peur ».<sup>136</sup> À partir de là, l'Ukraine subit des pressions de la Russie dès qu'elle se tourne un peu trop à l'ouest, on l'a vu en évoquant la diplomatie du gaz qui a contribué à l'abandon par Ianoukovytch des négociations sur l'accord d'association UE-Ukraine. Il apparaît dorénavant que l'enjeu pour l'Ukraine est de consolider sa relation avec l'Occident, tant la rupture avec la Russie semble consommée. Néanmoins, un rapprochement avec des organisations comme l'OTAN apparaît plus que risqué si les Ukrainiens souhaitent un jour réunifier leur pays. Pas sûr qu'en la matière les nationalistes soient les plus à même de proposer des orientations de politique étrangère qui viennent apaiser les tensions actuelles.

### **C – Une défense nationale encore en construction**

La crise actuelle a montré la faiblesse militaire de l'Ukraine, incapable de défendre la Crimée et bien en peine pour récupérer les territoires séparatistes de l'est. Or puisqu'on a vu que l'Ukraine est économiquement ainsi qu'en termes de politique étrangère dans un certain rapport de dépendance vis-à-vis de la Russie (qui fut encore en capacité au moins jusqu'à la « Révolution Maïdan » de faire pression sur ses orientations politiques), le développement d'une défense nationale apparaît une priorité pour pérenniser ce nouvel Etat. En effet, sans force militaire et donc sans capacité de se défendre, l'Ukraine a peu de chance de se libérer des pressions plus ou moins directes qu'elle subit sur sa politique étrangère ou son économie. Si l'Ukraine d'aujourd'hui apparaît encore bien faible sur le plan de la défense, le pays est, à son indépendance, le détenteur des plus importants stocks d'armes d'URSS après la Russie et il héberge une importante partie des troupes soviétiques. Dans un premier temps, il a donc fallu

---

<sup>135</sup> Daubenton, *Ukraine, L'Indépendance à tout prix*, p. 420.

<sup>136</sup> François de Jabrun, « Les incertitudes de l'identité ukrainienne », *Diploweb.com*, 24 décembre 2008. Disponible sur : <<http://www.diploweb.com/Les-incertitudes-de-l-identite.html>> (Consulté le 21/05/16)

s'accorder avec les anciens membres de l'URSS pour décider d'une répartition des troupes et des armes soviétiques, les nationalistes soutenant souvent une nationalisation de tous les dispositifs militaires positionnés sur son territoire. Suite au règlement de cette question, l'Ukraine s'est retrouvée face au défi de moderniser et de réformer une armée jusqu'alors constituée selon une logique de bloc, et habituée à recevoir des commandements de Moscou. Dans le cadre de cette réflexion sur la défense ukrainienne, les nationalistes pro-occidentaux ont appelés à l'établissement de liens avec l'OTAN, au risque de susciter des tensions avec le voisin russe. Par ailleurs, on verra que malgré des tentatives de réformes de l'armée, la défense ukrainienne demeure affaiblie par la multiplication de petits groupes armés, souvent liés à des organisations ultranationalistes, qui empêche de mettre en place une défense organisée.

À l'indépendance, l'Ukraine hérite d'une armée désorganisée mais surentraînée et riches en armement, au deuxième rang des armées européennes en termes d'effectif après la Russie.<sup>137</sup> Celle-ci n'a pas été préparée pour défendre l'Ukraine mais une Union Soviétique qui n'existe plus et qui s'était toujours préparée à un assaut occidental susceptible de prendre la forme d'un conflit nucléaire.<sup>138</sup> Pour cette raison, l'Ukraine devient indépendante et se retrouve par la même occasion propulsée dans les rangs serrés des nations qui bénéficient d'une force de frappe nucléaire, l'URSS ayant stocké son arsenal nucléaire sur ses terres. L'Ukraine devient même la 3<sup>e</sup> puissance nucléaire au monde, même si c'est Moscou qui conserve la puissance de feu. Néanmoins, ce hasard de l'histoire qui mène le petit pays qu'est l'Ukraine à devenir une puissance redoutée de tous n'est pas fait pour durer, puisque les accords de Belaveja qui font un sort à l'URSS prévoient également que les Etats qui héritent des forces soviétiques devront s'entendre sur un partage équitable, faute d'avoir obtenu l'accord de l'Ukraine pour mettre en place des forces armées unifiées de la CEI. Par ailleurs, c'est la Russie qui est désignée héritière de l'URSS s'agissant de la puissance nucléaire, il s'agit donc d'entreprendre des négociations pour régler cette rupture négociée de l'union qui rassemblait ces différents pays. Au départ, les nationalistes optent pour une captation de ses forces armées, convaincu que l'indépendance n'est pas acquise et qu'il faut d'ores et déjà préparer la défense contre une potentielle attaque de la Russie. En effet, dans le contexte d'instabilité qui règne à l'indépendance, avec notamment la tentative manquée d'un coup d'Etat en Russie en août 1991, la nécessité de se doter d'une défense digne de ce nom s'impose d'elle-même, y compris chez les nationaux-communistes.<sup>139</sup>

---

<sup>137</sup> Erlends Calabuig, « La guerre de Crimée n'a pas eu lieu », *Manière de Voir*, n°138, décembre 2014 – janvier 2015, p. 12.

<sup>138</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité », p. 159.

<sup>139</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 183.

L'Ukraine va donc s'emparer de la majorité des véhicules de guerre et autres armes disponibles sur son territoire, mais cette idée de nationaliser les forces soviétiques présentes en Ukraine ne va pas sans poser de question. Il apparaît rapidement difficile de s'assurer du contrôle de la flotte de la mer Noire, et surtout de prendre possession de l'arsenal nucléaire. Autre problème de taille pour les nationalistes : en parvenant à maintenir dans l'armée ukrainienne la majorité des troupes soviétiques présentes sur son territoire (700 000 soldats), l'Ukraine hérite d'une armée qui est composée à égale mesure de Russes et d'Ukrainiens.<sup>140</sup>

La décennie 1990 consistera à régler l'essentiel des défis posés par l'éclatement de l'URSS. De 1991 et 1993, sous la pression des nationalistes et notamment ceux rassemblés dans l'Union des Officiers d'Ukraine, l'Etat va progressivement entreprendre une ukrainisation de l'armée, parvenant notamment à naturaliser entre 65% et 80% de ces troupes lors de la cérémonie d'allégeance au nouveau drapeau en janvier 1992.<sup>141</sup> Cela passe par la nomination de membres de l'Union des Officiers d'Ukraine à des postes haut-gradés, mais également par un décret d'avril 1993 qui vise à promouvoir l'usage de la langue ukrainienne dans la fonction militaire, non sans susciter des mouvements d'opposition.<sup>142</sup> Cette même Union des Officiers d'Ukraine va également s'engager en faveur d'un retour des troupes ukrainiennes servant dans d'autres parties de l'ex-URSS, avec l'objectif de renforcer le nombre d'Ukrainiens ethniques en poste en Ukraine. Cette pression des nationalistes pour s'assurer de la loyauté de l'armée au nouvel Etat ukrainien serait même allée jusqu'à la diffusion d'une propagande pro-ukrainienne avec des incitations à dépeindre l'UPA en modèle pour les troupes.<sup>143</sup> Enfin, et toujours sous la pression des nationalistes très actifs dans l'établissement d'une défense nationale susceptible de faire blocage face à la Russie, la première doctrine militaire qui est adoptée en 1993 se positionne clairement contre une menace venant de l'est.<sup>144</sup> Dans ce contexte, il apparaît évident que la solution apportée à la question nucléaire ne sera pas simple. Ainsi, bien que Kravtchouk ait initialement engagé l'Ukraine sur la voie de la dénucléarisation, notamment en adhérant au Traité de Non-Prolifération en 1992 et en transférant la plupart des missiles nucléaires tactiques à la Russie la même année (soit environ 2600), le processus implique une coopération s'étendant sur plusieurs années, laissant du temps aux nationalistes pour le remettre en question. Au début des années 1990, il reste 179 missiles balistiques intercontinentales à démanteler et

---

<sup>140</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 185.

<sup>141</sup> Erlends Calabuig, « La guerre de Crimée n'a pas eu lieu », p. 12.

<sup>142</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 186.

<sup>143</sup> *Ibid.*

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 188.

30 bombardiers Tupolev Tu-95 et Tu-160 à propos desquels l'Ukraine doit trouver un terrain d'entente avec la Russie.<sup>145</sup> La crise constitutionnelle que connaît la Russie en octobre 1993 renforce la position défendue par les nationalistes puisque l'instabilité resurgit, alors même que des membres de l'Union des Officiers d'Ukraine entrent à la Rada. Dans ce contexte, celle-ci remet à plus tard la ratification de l'accord de désarmement START-I en conditionnant une réduction des armes à des garanties de la communauté internationale.<sup>146</sup> Ces garanties prennent notamment la forme d'un doublement de l'aide économique des Etats-Unis à l'Ukraine, permettant ainsi de faire accepter la dénucléarisation aux Ukrainiens dans un accord signé en 1994, le désarmement nucléaire est achevé 2 ans plus tard.<sup>147</sup> Enfin, c'est peut-être la flotte russe en Crimée qui constitue le principal danger pour l'Ukraine, parmi l'héritage soviétique. En effet, dans un contexte de tentation sécessionniste en Crimée, l'armée russe se refuse d'entériner les accords de Dagomys signés en 1992 et censés mettre en place un partage à part égale de la flotte de Sébastopol.<sup>148</sup> Les tensions restent latentes, alors même que les partis ultranationalistes russes font campagne pour le rattachement de la Crimée à la Russie dès le début des années 1990, il leur faut néanmoins attendre la « Révolution Maïdan » pour obtenir gain de cause.

Il s'est agi ensuite de moderniser et de réformer cette armée pour rendre la défense effective. Le premier défi fut de s'accorder sur la quantité de troupes nécessaires à la défense ukrainienne. Toujours dans une défiance à l'égard de la Russie, les nationalistes de l'Union des Officiers d'Ukraine firent pression pour maintenir en place l'essentiel de ce qui avait été récupéré de l'Union Soviétique, ce qui fit de l'armée ukrainienne la deuxième d'Europe après la Russie.<sup>149</sup> Néanmoins, les coûts importants induits par le maintien d'une telle armée ainsi que la signature par l'Ukraine du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) menèrent à une réduction des effectifs à un niveau de 200 000 soldats environ. Par la suite, les autorités parvinrent à décider des objectifs à fixer à cette défense nationale et publièrent en 1996 un livre blanc de la sécurité nationale de l'Ukraine, ratifié par la Rada en 1997.<sup>150</sup> Ce document apparaît aujourd'hui d'une étonnante clairvoyance. En effet, il met en évidence une combinaison de facteurs susceptible de mener à la déstabilisation de l'Ukraine. Les faiblesses institutionnelles, civiques et économiques de l'Ukraine risqueraient ainsi d'être exploitées par

---

<sup>145</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 189.

<sup>146</sup> Daubenton, *Ukraine, L'Indépendance à tout prix*, p. 419.

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 420.

<sup>148</sup> Erlends Calabuig, « La guerre de Crimée n'a pas eu lieu », p. 10.

<sup>149</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 183.

<sup>150</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité », p. 161.

des acteurs internes ou externes avec des intentions politiques malfaisantes, cela menant au développement de points de crise susceptibles d'évoluer en conflit. Ce Livre blanc ajoute par ailleurs que ces menaces concerneraient en priorité des régions spécifiques.<sup>151</sup> On retrouve peu ou prou le scénario qui s'est joué après le déclenchement de la « Révolution Maïdan », pourquoi alors l'Ukraine n'est-elle parvenue à maîtriser ces menaces qu'elle avait identifiées ? La réponse est certainement politique, puisque si la constitution d'une défense ukrainienne est rapidement apparue comme une évidence, il fut plus difficile d'aboutir à un consensus sur l'orientation à lui donner, ce qui aurait impliqué de s'accorder clairement sur l'identité de ces potentiels acteurs ambitionnant la déstabilisation de l'Ukraine. Les membres de l'Union des Officiers d'Ukraine qui entrèrent au Parlement aux élections de 1994 ne parvinrent à porter la voix des nationalistes qui continuèrent d'appeler à un déploiement des forces ukrainiennes à l'est, d'autant plus que le rapprochement entre l'OTAN et la Russie dans la deuxième moitié des années 1990 calma leurs ardeurs. À la fin de cette première décennie d'indépendance, l'Ukraine dut néanmoins réformer cette armée au coût toujours exorbitant, ce qui motiva Kouchma à dissoudre la Garde Nationale en décembre 1999.<sup>152</sup> Le budget alloué à la défense et à la sécurité fut lui aussi remis en cause, si bien que les anciens objectifs ambitieux furent abandonnés au profit d'un budget ne permettant à l'armée ukrainienne d'assurer sa modernisation et le renouvellement de ses équipements.<sup>153</sup>

Ce désinvestissement de l'Ukraine va se faire à la faveur d'un rapprochement vis-à-vis de l'OTAN, avec qui elle établit un Partenariat pour la Paix dès le 8 février 1994, susceptible de mener à terme à une adhésion de l'Ukraine à l'organisation. Les exercices commencèrent l'année suivante, suivis de quelques années par la signature de l'Acte fondateur OTAN-Russie qui consacre un rapprochement entre l'Occident et la Russie, atténuant ainsi les réticences de certains Ukrainiens à se rapprocher de l'OTAN puisqu'il n'apparaissait pas que la neutralité proclamée de l'Ukraine fut remise en cause. Cette attitude à l'égard de l'OTAN va être remise en question par l'intervention au Kosovo, condamnée par les russes et leurs médias en Ukraine car dirigée à l'encontre de peuple frère de Serbie.<sup>154</sup> La faiblesse de la défense ukrainienne et le prochain changement de pouvoir annoncé en Russie vont néanmoins contribuer à la poursuite de l'approfondissement des liens avec l'OTAN, menant notamment à l'institution d'un partenariat OTAN/Ukraine en 2002. Ce rapprochement va alors progressivement se poursuivre,

---

<sup>151</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité », p. 161

<sup>152</sup> *Ibid.*, p. 164.

<sup>153</sup> *Ibid.*, p. 169.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 134.

au gré des tensions ukraino-russes ravivées par la « Révolution Orange », la guerre russo-géorgienne et dernièrement la « Révolution Maïdan ». Une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN apparaît aujourd'hui probable, bien qu'elle soit susceptible d'entériner la division du pays et donc de confirmer la sécession des régions de l'est qui apparaissent hostiles à tout rapprochement avec l'Occident et *a fortiori* avec l'OTAN.

Faute d'intégrer l'OTAN et d'avoir des capacités d'investissements suffisantes pour développer son armée, la défense ukrainienne s'est donc trouvée des alternatives. Celles-ci s'incarnent dans l'émergence, dès l'indépendance, de ce que la constitution considère comme étant les « autres formations militaires », qui ne sont rien d'autre que des milices ou des groupes paramilitaires.<sup>155</sup> Ces groupes armés prospèrent au sein des sphères nationalistes et ultranationalistes, et ce malgré une loi de 1993 qui prévoit la poursuite des individus qui se rendraient responsables de la création de telles formations. En effet, cette loi n'empêcha pas la formation par le groupe ultranationaliste qu'est l'UNA d'un groupe paramilitaire baptisé Autodéfense Ukrainienne (UNSO) qui revendiquait 5 000 membres au début des années 1990.<sup>156</sup> Celui-ci fut constitué d'un regroupement d'anciens soldats de l'Armée Rouge face à la menace d'une Russie déstabilisée par une tentative manquée de coup d'Etat en 1991 et s'exerça notamment dans les conflits en Transnistrie, en Abkhazie ainsi qu'en Tchétchénie.<sup>157</sup> Ce type d'organisation apparaît totalement incontrôlable et agit selon un agenda politique qui lui est propre, comme on l'a vu en évoquant précédemment l'UNA qui s'appuie sur sa branche armée pour imposer à des paroisses orthodoxes de faire allégeance au patriarcat de Kiev. Or il se trouve que les groupes paramilitaires occupent aujourd'hui une place croissante en Ukraine, à la faveur de la « Révolution Maïdan ». Ils ont en effet constitué le bras armé des manifestants pour les défendre contre les tentatives de Ianoukovytch de faire cesser le mouvement et ont souvent servi de cibles pour décrédibiliser le mouvement puisque certains d'entre eux professent une idéologie russophobe, xénophobe et parfois antisémite voire néo-nazie. Ces groupes armés ont acquis une reconnaissance après le renversement du pouvoir en place, puisqu'après avoir défendu le Maïdan, ils sont venus compléter l'action de l'armée ukrainienne

---

<sup>155</sup> James Sheer, « L'Ukraine et sa sécurité », p. 160.

<sup>156</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 78.

<sup>157</sup> Andreas Umland et Anton Shekhovstov, « Ultraright Party Politics in Post-Soviet Ukraine and the Puzzle of the Electoral Marginalism of Ukrainian Ultranationalists in 1994–2009 », *Russian Politics and Law*, n° 5, Septembre-Octobre 2013, p. 39. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/5261476/Ultraright\\_Party\\_Politics\\_in\\_Post-Soviet\\_Ukraine\\_and\\_the\\_Puzzle\\_of\\_the\\_Electoral\\_Marginalism\\_of\\_Ukrainian\\_Ultranationalists\\_in\\_1994-2009](https://www.academia.edu/5261476/Ultraright_Party_Politics_in_Post-Soviet_Ukraine_and_the_Puzzle_of_the_Electoral_Marginalism_of_Ukrainian_Ultranationalists_in_1994-2009)> (Consulté le 27/05/16)

dans les régions séparatistes. L'ampleur de ces groupes, comparé à une armée officielle composée de seulement « six milles hommes en état de combattre » selon les dires du président par intérim Oleksandr Tourtchinov, a conduit à les associer à la défense nationale.<sup>158</sup> C'est ainsi que la Garde Nationale dissoute par Koutchma fut restaurée le 13 mars 2014 pour y intégrer les groupes paramilitaires préexistants à la « Révolution Maïdan » ou s'étant formés dans ce contexte.<sup>159</sup> Les autorités en place vont même encourager la population à rejoindre ces groupes au sein de la Garde Nationale et ce alors que la Crimée est en phase d'être annexée par la Russie. On peut y voir une volonté de l'Etat de contrôler ces individus armés, mais il s'avère que de nombreux groupes, et notamment Pravyi Sektor qui est l'un des plus importants, refusent de se dissoudre dans cette Garde Nationale.<sup>160</sup> Si ces groupes paramilitaires ont été un soutien de taille dans la guerre contre les séparatistes, ils n'en demeurent pas moins incontrôlables et affaiblissent en cela l'efficacité de la défense ukrainienne. Ils constituent par ailleurs un obstacle de taille à l'application du cessez-le-feu prévu par les accords de Minsk, puisqu'ils ne reçoivent d'ordre de personne. Enfin, ces groupes paramilitaires se sont parfois constitués en milices civiles, comme à Odessa où l'Assemblée de Sécurité Citoyenne patrouille dans les rues pour y faire respecter l'ordre et éviter la propagation des idées séparatistes.<sup>161</sup> En plus de contribuer à la désorganisation des forces armées ukrainiennes, ces groupes paramilitaires apparaissent donc comme de potentielles sources d'instabilité politique. En effet, leur montée en force fait émerger des acteurs puissants et armés, hors de contrôle des autorités nationales, et souvent avec un projet politique en tête.

La question de savoir comment l'Ukraine peut acquérir une indépendance de fait semble donc encore en suspens. Jusqu'à la « Révolution Maïdan », son économie était très liée au voisin russe, à tel point que celui-ci était en mesure d'influencer sa vie politique interne. On peut penser que la rupture qui fait suite à ces événements va contraindre l'Ukraine à durablement se

---

<sup>158</sup> Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, « Ukraine, d'une oligarchie à l'autre », *Le Monde Diplomatique*, avril 2014. Disponible sur : <<https://www.monde-diplomatique.fr/2014/04/DERENS/50334>> (Consulté le 27/05/16).

<sup>159</sup> Hélène Richard, « Dilemme pour les miliciens ukrainiens », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2014. Disponible sur : <<https://www.monde-diplomatique.fr/2014/09/RICHARD/50754>> (Consulté le 27/05/16).

<sup>160</sup> C'est ce qu'affirme Andriy Tarasenko, chef de l'aile politique de Pravyi Sektor, dans une interview. Disponible sur : <<http://info.arte.tv/fr/ukraine-lhistoire-effacee>> (Consulté le 27/05/16)

<sup>161</sup> Benoît Vitkine, « Odessa, un an après le drame du 2 mai », *Le Monde*, 2 mai 2015. Disponible sur : <[http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai\\_4626395\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai_4626395_3214.html)> (Consulté le 27/05/16)

tourner vers des partenaires économiques alternatifs, mais la dépendance aux hydrocarbures russes demeurera un frein majeur. En matière de politique étrangère, là encore, la situation d'avant Maïdan a changé, puisqu'il apparaît dorénavant indifférent pour les autorités ukrainiennes de fâcher Moscou en adoptant une orientation trop occidentaliste. Néanmoins, la désunion nationale est importante et l'orientation prise pourrait être un facteur d'aggravation du conflit gelé à l'est de l'Ukraine, que la Russie peut réactiver à tout moment en fonction de ses intérêts politiques. Or face à ce type de risque, l'absence d'une défense ukrainienne organisée et coordonnée pose un problème majeur à la nécessité de faire reconnaître la souveraineté de l'Ukraine.



## **Chapitre 4 : Les limites des mouvements nationalistes ukrainiens**

En près de vingt-cinq ans, l'Ukraine a eu bien du mal à unir sa population dans un projet national rassembleur. L'importante diversité culturelle du pays a souvent été facteur de tensions, empêchant de forger une culture commune et un projet politique en commun. Et pourtant, pour la deuxième fois de sa courte histoire, l'Ukraine fait encore parler d'elle et de la détermination de son peuple à remplacer des individus qui auraient tenté de confisquer le destin du pays. Par ailleurs, ces deux révolutions successives ont incarné un choix résolument national, si ce n'est nationaliste. En effet, la « Révolution Orange » est née de la contestation d'élections truquées censées porter au pouvoir un candidat pro-russe alors que la « Révolution Maïdan » a renversé ce même candidat pro-russe, entre temps devenu président, mais ayant décidé d'abandonner l'accord d'association UE-Ukraine, préparé de longue date, au profit d'un rapprochement avec la Russie. Ces deux mouvements ont semblé mettre la nation en action, dans un but politique commun. Pourtant, si l'on s'attarde sur les résultats de ces « révolutions », on peut douter de la capacité de cette nation à développer un véritable cadre politique commun où chacun puisse être acteur d'un destin commun. Ces « révolutions » apparaissent moins comme des projets politiques œuvrant pour l'avenir d'une nation que comme des disputes entre acteurs au-dessus des règles du jeu, qu'ils proviennent d'Ukraine ou incarnent des intérêts étrangers. Ensuite, il existe des acteurs dans le jeu, mais essayant d'en influencer les règles pour renforcer leurs positions en excluant leurs concurrents. Il s'agira là d'évoquer les réticences des nationalistes à accéder aux demandes des régions orientales de procéder à une fédéralisation de l'Ukraine, revendications qui apparaissent aussi bien pendant la « Révolution Orange » qu'actuellement. Enfin, on s'attardera sur le cas des groupes ultranationalistes, minoritaires mais très bruyants, qui servent bien volontiers d'idiots utiles de ce système.

### **A - Les révolutions ukrainiennes : naissance d'une nation politique ou dispute entre puissants ?**

La « Révolution Orange » a maintes fois été mise en avant comme exemple de la démocratisation de l'espace postsoviétique, la « Révolution Maïdan » a également eu bonne presse, au moins dans les médias occidentaux où l'on a entendu parler de « Révolution de la dignité ». Cette première révolution n'a pourtant pas eu uniquement des effets positifs pour l'Ukraine, qui s'est retrouvée profondément divisée et ce de manière durable. Par ailleurs, et cela tend à être reconnu assez largement, ce mouvement accueilli favorablement par l'Occident

s'est révélé en partie conditionné par des puissances étrangères dans leurs propres intérêts stratégiques, même si l'ampleur des rassemblements témoigne d'une véritable contestation populaire. Il s'est néanmoins avéré que les élites ont généralement pu se maintenir au pouvoir, laissant ainsi penser que la révolution n'avait été qu'une partie d'échec entre puissants. Or avec la « Révolution Maïdan », le même scénario semble être rejoué, puisque le mouvement a été profondément clivant, dissimulant en fait des enjeux géopolitiques et occultant le maintien d'une classe corrompue au pouvoir. Il apparaît bien incertain alors que ces révolutions aient pu éclore d'une nation politique, à moins que la guerre du Donbass n'ait cette fonction.

Ce qui est effectivement notable si l'on s'intéresse à la construction nationale ukrainienne, c'est la division qui a résulté de la « Révolution Orange ». Il est apparu plus clairement qu'auparavant que l'Ukraine était plurielle, et cette fois de manière quasi schématique, faisant apparaître deux Ukraines : une Ukraine orange, à l'ouest et au centre, et une Ukraine tournée vers les intérêts russes, au sud et à l'est. Cette simplification des identités politiques contribua par ailleurs à renforcer l'opposition entre ces deux Ukraines, faisant émerger des caractéristiques politiques quasi exclusifs.<sup>162</sup> On put notamment le constater autour de l'enjeu confessionnel qui fut l'objet d'une instrumentalisation de la part des deux camps. L'Eglise orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou apporta son soutien à Ianoukovytch alors que le patriarcat de Kiev et l'Eglise gréco-catholique prirent le parti de Iouchtchenko. Cela s'exprima avant même le deuxième tour des élections qui déclencha le mouvement, mais il ne s'agit pas de quelque chose d'inédit jusqu'alors. C'est à l'annonce de la victoire de Ianoukovytch que les choses changèrent, puisque deux jours après l'annonce des résultats, le cardinal gréco-catholique Lubomir Gouazar reconnut la victoire de Iouchtchenko, avant d'affirmer que sur la place de l'Indépendance où était rassemblée la foule régnait une « spiritualité particulière ».<sup>163</sup> Le chef du Patriarcat de Kiev se rendit quant à lui sur la place pour y faire son office, avant de se joindre au cardinal Gouazar pour appeler les croyants à « défendre des intérêts justes ».<sup>164</sup> Ainsi, les représentants des Eglises qui rassemblaient majoritairement des Ukrainiens ethniques devinrent en quelques sortes leurs porte-voix, alignant les clivages culturels sur les clivages politiques. L'Ukraine aux mille visages, avec sa diversité ethnique, religieuse, ou même linguistique, devenait soudain une nation manichéenne, divisée entre le camp « orange », supposé nationalement conscient, et le camp adverse soutenant Ianoukovytch, et donc la corruption, donc la Russie.

---

<sup>162</sup> Portnov, « Memory wars in post-soviet Ukraine (1991-2000) », p. 242.

<sup>163</sup> Avioutskii, *Les révolutions de velours*, p. 117

<sup>164</sup> *Ibid.*

Et pourtant, il est rapidement apparu que le drame qui s'était joué sur la place de l'Indépendance avait été le fruit de décisions prises à des kilomètres de là, et notamment à Washington. En effet, derrière l'organisation ПОРА!<sup>165</sup> qui a organisé la protestation contre les élections truquées, ce sont souvent des fondations occidentales qui s'affairaient à préparer l'avènement d'un pouvoir pro-occidental en Ukraine. En Europe, on peut évoquer le rôle du Konrad Adenauer Institut, lié au parti chrétien-démocrate allemand, mais il s'agissait surtout de fondations américaines, proches des grands partis, tels que le National Endowment for Democracy (NED), ou financées par des milliardaires comme George Soros. Selon John Tefft, l'actuel ambassadeur américain en Russie et ancien ambassadeur en Ukraine, l'administration américaine aurait ainsi dépensé quelques 18 millions de dollars liés aux élections ukrainiennes, chiffre sans doute bien inférieur à la réalité mais qui présente l'intérêt d'être avancé par un représentant américain.<sup>166</sup> Ces financements ont permis d'organiser la mobilisation des foules avant même le truquage des élections, puisque ils ont notamment aidé à développer des médias censés offrir une meilleure couverture de la campagne électorale, ils ont également bénéficié à des organisations de la société civile dans un objectif d'éducation des électeurs, cela jouera un rôle essentiel à l'annonce des résultats du deuxième tour. Le rôle de ces fondations a également été reconnu dans leurs soutiens financiers apportés à la formation de membres des commissions électorales et des observateurs, ceux-là même qui mettront à jour les fraudes.<sup>167</sup> Avec l'insistance de l'OTAN et de l'UE à vouloir se rapprocher de l'Ukraine, difficile de voir dans ces financements autre chose qu'une volonté de s'assurer un régime pro-occidental dans ce « pivot géopolitique de l'échiquier eurasiatique » qu'est l'Ukraine, selon les mots du stratège Brzezinski dont les idées ne sont pas sans influence à Washington. Dans la mesure où cette « Révolution Orange » semble obéir aux mêmes logiques qu'une série de « révolutions de couleurs » déclenchées sur commande dans la décennie 2000, il convient de relativiser l'idée que ce mouvement a fait naître un peuple mobilisé, une nation politique.

Ces nuances apparaissent d'autant plus nécessaires qu'au sein même de l'Ukraine, peu de choses ont changé depuis la « Révolution Orange », si ce n'est qu'une société civile s'est développée et a permis de faire rejouer le deuxième tour des élections de 2004 pour finalement parvenir à faire élire Iouchtchenko. Cette agitation populaire dissimule en fait un jeu de concurrence aux plus hauts niveaux du pouvoir. Il s'avère en effet qu'en arrière plan de la « Révolution Orange » se jouait un affrontement entre des clans économiques cherchant à

---

<sup>165</sup> « Pora! » dans sa translittération, ce qui signifie « c'est l'heure ! » en ukrainien.

<sup>166</sup> Avioutskii, *Les révolutions de velours*, p. 150.

<sup>167</sup> *Ibid.*

imposer leur candidat à la tête de l'Etat. Anders Åslund, de la fondation Carnegie de Moscou, parle même de « révolution des millionnaires contre les milliardaires ».<sup>168</sup> Il y aurait ainsi des oligarques dont les activités sont avant tout concentrées dans un cadre national, alors que les seconds bénéficient du marché russe et défendent donc le maintien de relations approfondies avec Moscou. La « Révolution Orange » apparaît alors comme une concurrence entre des acteurs non politiques mais cherchant à s'assurer une mainmise sur l'Etat. Les clans de Donetsk, de Dniepropetrovsk et de Kiev, contrôlant la majorité des exportations et de la production ukrainienne, ont constitué un soutien de taille à Ianoukovytch. À l'inverse, le camp orange s'est appuyé sur l'aide fournie par des oligarques opérant dans des secteurs économiques moins internationalisés tels que les chantiers navals, l'industrie agro-alimentaire ou les assurances.<sup>169</sup> Ces clans adverses ne sont néanmoins pourvus d'une influence considérable sur les affaires de l'Etat, et ce quelque soit le pouvoir en place, les oligarques pro-Ianoukovytch s'assurant notamment de conserver un levier d'influence sous Iouchtchenko, au grand dam de Tymochenko qui cherche à se défaire de la dépendance économique de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie. Cette continuité apparaît d'autant plus évidente que les problèmes dénoncés par la « Révolution Orange » furent rapidement jetés aux oubliettes par un arrangement entre élites. Une fois au pouvoir, Iouchtchenko ne chercha guère à lever le voile sur l'empoisonnement dont il avait été victime en pleine campagne électorale, les fraudes électorales ne furent l'objet d'une quelconque investigation, et l'affaire Gongadze qui impliquait Koutchma dans l'assassinat d'un journaliste un peu trop indiscret fut résolue à la hâte sans inquiéter aucune personnalité publique.<sup>170</sup> Plutôt que de faire référence à une véritable révolte politique, la « Révolution Orange » apparaît donc d'abord comme une référence au sens premier du mot révolution, c'est-à-dire un mouvement qui ramène au point de départ.

C'est sans doute ce qui explique que moins de dix ans plus tard, les Ukrainiens sont retournés dans la rue pour contester un pouvoir en place dont le refus de prendre en compte le mécontentement populaire mènera à son renversement. Mais s'agit-il cette fois d'une authentique protestation populaire, sans intervention étrangère ni partie d'échec jouée dans des instances de pouvoir déconnectées du peuple ? On peut en douter, mais une chose est sûre, l'Ukraine s'est de nouveau retrouvée profondément divisée par ces événements, comme le montre l'annexion de la Crimée par la Russie qui semble s'être fait sans véritable opposition au

---

<sup>168</sup> Avioutskii, *Les révolutions de velours*, p. 103.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>170</sup> Andrew Wilson, *The Ukrainians: Unexpected Nation*, 4<sup>e</sup> édition, New Haven, Yale University Press, 2015, p. 322.

niveau local, et la mise en place de républiques sécessionnistes dans le Donbass. Or là encore, la protestation semble commandée par des intérêts étrangers. C'est du moins ce qu'affirme régulièrement les médias russes, mais aussi le député Oleg Tsarev la veille du déclenchement des protestations. Celui qui devient par la suite président du Parlement de Novorossia, le projet éphémère de fédération entre la République Populaire de Donetsk (RPD) et de la République Populaire de Lougansk (RPL), affirma ainsi à la Rada que les Etats-Unis finançaient des *TechCamps* visant à former des activistes politiques, notamment à l'utilisation des médias.<sup>171</sup> C'est également l'avis de John Mearsheimer dans son article intitulé « *Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault* ». <sup>172</sup> Il se réfère notamment aux dires du président du NED Carl Gershman qui affirme que l'Ukraine a bénéficié des plus importants investissements de son organisation. Mearsheimer en est persuadé, les Etats-Unis ont soutenu le renversement du pouvoir en place, la présence de la secrétaire d'État assistante pour l'Europe et l'Eurasie Victoria Nuland et du sénateur John McCain sur la place de l'Indépendance n'étant que l'image de surface de l'action du gouvernement américain. En effet, Mearsheimer s'appuie également sur une conversation téléphonique ayant fuitée qui permet d'entendre Nuland défendre le changement de régime et réclamer une place dans le futur gouvernement pour Arseni Iatseniouk, ce qu'elle obtiendra. Le rôle des puissances étrangères, et notamment celui de l'UE, dans le déclenchement de la « Révolution Maïdan » reste à analyser, mais il est effectivement probable que la déstabilisation du régime pro-russe de Ianoukovytch ait constitué l'un des objectifs des Etats-Unis, si ce n'est de l'UE, à l'image de la « Révolution Orange ». Poutine a par ailleurs également dénoncé l'irresponsabilité de certains membres de l'OTAN dans le déclenchement d'une révolution ayant évolué en guerre civile.<sup>173</sup> Enfin, on peut douter là encore du résultat politique de ce mouvement, qui semble avoir abouti à une perpétuation de l'ordre ancien. L'actuel président Porochenko ne cesse d'être pointé pour des faits de corruption, ayant été notamment évoqué dans la récente affaire des Panama Papers. Là encore, il apparaît que l'essentiel de cette révolution s'est jouée de l'extérieur, par des acteurs qui s'affranchissent des règles du jeu pour en déterminer l'aboutissement, qu'il s'agisse de puissances étrangères ou d'oligarques en

---

<sup>171</sup> Discours de Oleg Tsarev à la Verkhovna Rada, 20 novembre 2013. Disponible sur : <<https://www.youtube.com/watch?v=5gbVOr6n8Ww>> (Consulté le 28/05/16).

<sup>172</sup> John Mearsheimer, « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault », *Foreign Affairs*, Septembre-Octobre 2014. Disponible sur : <<https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>> (Consulté le 28/07/16)

<sup>173</sup> Alexeï Malachenko, « Le pari syrien de Moscou », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2015. Disponible sur : <<http://www.monde-diplomatique.fr/2015/11/MALACHENKO/54174>> (Consulté le 28/05/16)

capacité de manipuler le jeu politique. L'analogie s'arrête néanmoins avec l'annexion de la Crimée par la Russie et le déclenchement de la guerre dans le Donbass.

Si cette succession de révolutions semble ne pas avoir permis à l'Ukraine de forger une véritable nation politique dans la mesure où les enjeux étaient déterminés en avance et ont permis le maintien d'une élite contestée, il semblerait effectivement que les conséquences de la « Révolution Maïdan » offrent de nouvelles perspectives. En remettant pleinement en cause la souveraineté nationale, les agissements de la Russie et des séparatistes ont pu avoir un effet positif en ce qui concerne la construction nationale ukrainienne, puisque cela a permis de consolider cette nation.<sup>174</sup> Les marques de patriotisme qui se diffusent dans toute l'Ukraine d'aujourd'hui, les campements présents sur chaque place centrale pour collecter de l'argent pour les soldats mobilisés à l'est et la diffusion d'un sentiment d'agression de la part de la Russie ont effectivement dû participer à forger un sentiment de solidarité transcendant les caractéristiques ethnico-culturelles. La guerre est en effet un facteur classique de l'affirmation d'un Etat, à condition qu'elle ne mène pas l'Ukraine à l'implosion.

## **B – La résistance des nationalistes à la fédéralisation de l'Ukraine**

Dans ce pays divisé qu'est l'Ukraine, le nationalisme a souvent constitué une force centrifuge au sens où la diversité s'est retrouvée niée dans une volonté homogénéisatrice. On l'a montré, l'Ukraine est un pays qui s'est formé sur la base de régions qui furent à certaines époques rattachées à d'autres Etats, royaumes ou empires, et ce pour plusieurs décennies. En acquérant son indépendance en 1991, elle rassemble donc des populations très différentes qu'il va falloir faire vivre ensemble. Le nationalisme a permis en un sens d'accéder à l'indépendance, cette idéologie se développant ensuite progressivement car étant considérée comme un moyen de forger une nation qui viendrait appuyer la construction de l'Etat. Néanmoins, cet Etat s'est retrouvé confronté au caractère multiculturel du pays, peinant ainsi à mener des politiques ambitieuses au niveau national pour éviter de réveiller les susceptibilités régionales. Les nationalistes ont pourtant encouragé cet Etat pour en faire une sorte d'appareil nationalisateur visant à homogénéiser la population, notamment en agissant sur l'historiographie ukrainienne et en promouvant une langue et une religion proprement nationales. Face à cette rhétorique s'est développé l'idée d'une fédéralisation de l'Ukraine, pour permettre aux minorités régionales de bénéficier pleinement de leurs particularismes y compris sur le plan politique. Les mouvements

---

<sup>174</sup> Umland, « Ukraine's Reforms will Succeed, but Conditions Applied »,

nationalistes ont opposé une résistance historique à ce projet qui conduirait à donner plus d'autonomie aux régions, et notamment à celles de l'est et du sud de l'Ukraine. La Crimée est un cas notable où la pression autonomiste fut particulièrement forte, et ce dès l'indépendance. Il y a néanmoins eu, de la part de Kiev, une volonté constante de limiter l'autonomie de celle-ci, dans la mesure du possible. Or avec les révolutions ukrainiennes et la division du pays qui en a découlé, la fédéralisation apparaît d'une grande actualité, à moins que les volontés séparatistes n'aient pris le dessus sur la revendication d'un Etat fédéral.

Si le candidat du Roukh Viatcheslav Tchornovil fut initialement pour l'idée d'une Ukraine fédérale, ce projet fut vite abandonné sous la pression de ses pairs.<sup>175</sup> En effet, pour les mouvements nationalistes existant dans les premières années d'indépendance de l'Ukraine, celle-ci était un Etat national unitaire et il était hors de question d'accorder une quelconque autonomie aux régions susceptibles de la réclamer. Ceux-ci estimaient que l'Ukraine était institutionnellement trop faible pour voir son autorité se diluer dans un processus de décentralisation qui n'aurait d'autre effet que de renforcer les tentations séparatistes et d'encourager la Russie à en profiter. Ces justifications s'appuyaient sur une conception postcoloniale de l'Ukraine selon laquelle l'ethnie ukrainienne est la seule originaire d'Ukraine, or celle-ci ayant été privée de ses droits pendant des années de colonisation, il convient qu'elle puisse dorénavant les faire valoir pour occuper de nouveau la place qu'elle aurait toujours dû occuper en Ukraine.<sup>176</sup> Ainsi, peu importe s'il existe des régions à forte minorité russe, l'Ukraine est un Etat unitaire, les institutions de cet Etat sont donc celles qui représentent tous les citoyens d'Ukraine et il n'est pas question de décentraliser ce pouvoir. Cette position ne plaît guère aux populations russes de l'est et du sud de l'Ukraine qui vont rapidement s'organiser pour formuler des revendications, menant à la formation dès la fin de l'année 1992 de groupes d'intérêt visant à défendre l'idée de fédéralisation.<sup>177</sup> Cela porte ses fruits dès l'année suivante puisque la grève des miniers du Donbass mènera à des revendications d'autonomie pour la région.<sup>178</sup> Finalement, face à ces revendications, l'Etat va faire preuve d'une forme de pragmatisme, si ce n'est de déni, en continuant de s'opposer à tout projet de fédéralisation mais en appliquant une stratégie de « non-imposition politique » qui laisse aux pouvoirs locaux une libre appréciation concernant l'application des mesures décidées à Kiev.<sup>179</sup>

---

<sup>175</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 164.

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>178</sup> Daubenton, *Ukraine, les Métamorphoses de l'Indépendance*, p. 299.

<sup>179</sup> Juriew, *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique*, p. 163.

C'est cette logique qui mènera aux difficultés rencontrées par les projets nationalisateurs visant à former une culture d'Etat, avec notamment l'exemple déjà évoqué d'un décret qui exigea le retrait des symboles communistes dans les écoles qui fut appliqué de manière hétérogène.

Si les revendications autonomistes parviennent ainsi à être globalement atténuées, le cas de la Crimée va s'avérer plus problématique, en partie à cause de son histoire et notamment son tardif rattachement à l'Ukraine qui aurait dû avoir un simple intérêt symbolique. Rappelons ainsi qu'en 1991, la Crimée s'éloigne de l'URSS avant même l'Ukraine, en se constituant en République Socialiste Soviétique Autonome de Crimée. À l'indépendance de l'Ukraine, la Crimée fait implicitement partie du territoire ukrainien, jusqu'à ce que les anciens dirigeants de la RSSA de Crimée proclame la dissolution de celle-ci et la création de la République de Crimée en 1992.<sup>180</sup> Celle-ci va se doter d'une constitution qui la rattache finalement à l'Ukraine, et ce malgré les encouragements à la sécession provenant de la Douma russe qui décrète le 21 mai 1992 que l'acte d'attribution de la Crimée à l'Ukraine n'a aucune valeur juridique.<sup>181</sup> Les velléités autonomistes ne cessent pas pour autant, puisque les autorités de la péninsule vont créer un poste de Président de la République de Crimée qui mène à l'élection en 1994 de Iouri Mechkov, favorable au rattachement de la Crimée à la Russie.<sup>182</sup> Une telle évolution va provoquer la fureur des nationalistes, appelant à remettre en cause l'autonomie de la Crimée ou à dissoudre son parlement. L'ultranationaliste UNA ira même jusqu'à déclarer que « la Crimée sera soit ukrainienne soit dépeuplée ». <sup>183</sup> Finalement, c'est Koutchma, profitant du fait que la Russie soit occupée en Tchétchénie, qui apportera le coup de grâce par un décret plaçant la Crimée sous le contrôle de Kiev et supprimant le poste de Président de la Crimée créé un an plus tôt.<sup>184</sup> Le Parlement de Crimée fut néanmoins maintenu, de même que le gouvernement de la péninsule qui fut toutefois mis en position de subordination par rapport à Kiev.<sup>185</sup> En 1999, pour satisfaire les revendications autonomistes, une nouvelle constitution est adoptée en Crimée, qui acquiert le statut de République Autonome de Crimée, celle-ci bénéficiant

---

<sup>180</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 167.

<sup>181</sup> Daubenton, *Ukraine, les Métamorphoses de l'Indépendance*, p. 298.

<sup>182</sup> Daubenton, *Ukraine, l'Indépendance à tout prix*, p. 420.

<sup>183</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 167.

<sup>184</sup> Catherine Cote, « L'autonomie de la Crimée restreinte par l'Ukraine », *Libération*, 3 avril 1995. Disponible sur : <[http://www.liberation.fr/planete/1995/04/03/l-autonomie-de-la-crimée-restreinte-par-l-ukraine\\_131374](http://www.liberation.fr/planete/1995/04/03/l-autonomie-de-la-crimée-restreinte-par-l-ukraine_131374)> (Consulté le 28/05/16)

<sup>185</sup> *Ibid.*



notamment d'une autonomie budgétaire et d'une certaine autonomie politique.<sup>186</sup> Ainsi, le cas de la Crimée est particulier tant la logique d'autonomisation a été poussée loin, on peut néanmoins légitimement penser qu'il s'agit d'un cas à part, du fait de l'intérêt que cette péninsule représente pour la Russie sur le plan militaire mais également historique.

Le cas criméen est néanmoins révélateur de la crispation qui entoure cette question sensible de la fédéralisation de l'Ukraine. La moindre marge de manœuvre accordée par les autorités de Kiev à une région est considérée comme un risque d'encourager la défiance des régions périphériques à l'égard du pouvoir central. Les nationalistes répondent au défi des particularismes régionaux en réaffirmant la nécessité d'un Etat fort et unitaire, où les prises de décisions sont centralisées, sans envisager la possibilité d'un Etat fédéral qui permettrait d'atténuer les tensions entre Kiev et les régions autonomistes, et notamment la méfiance à l'égard de l'influence de la Galicie.<sup>187</sup> En effet, les régions orientales de l'Ukraine se sont souvent méfiées des velléités nationalisatrices de Kiev, particulièrement lors des périodes d'instabilité politique. C'est ainsi qu'en novembre 2004, les dirigeants des régions de l'est qui avaient majoritairement soutenu Ianoukovytch se rassemblèrent à Sievierodonetsk pour réfléchir aux conséquences de la « Révolution Orange ». Ils menacèrent alors de dénoncer les résultats du « coup d'Etat orange » et appelèrent à la fédéralisation de l'Ukraine pour éviter l'éclatement de l'Ukraine en deux.<sup>188</sup> La menace n'apparaissait alors guère sérieuse, d'autant plus que les fraudes aux élections paraissaient évidentes, mais cela marqua néanmoins les esprits. C'est finalement la « Révolution Maïdan » qui mène à cette division de l'Ukraine, non pas en deux, mais en trois, avec d'une part la Crimée qui fut rattachée à la Russie, le Donbass qui a vu la formation de deux républiques sécessionnistes à Lougansk et Donetsk, et le reste de l'Ukraine qui reste fidèle à Kiev. Ce mouvement manquait de légitimité aux yeux des régions du sud et de l'est de l'Ukraine qui représentaient les fiefs électoraux de Ianoukovytch. Parler de coup d'Etat paraissait cette fois plus adapté, puisqu'une partie du peuple s'était essentiellement soulevé en opposition à la décision de Ianoukovytch d'abandonner les négociations sur l'accord UE-Ukraine, décision qui ne fut l'objet d'une condamnation unanime. Le nouveau pouvoir en place a rapidement été dénoncé par Moscou comme étant une junte fasciste issue d'un coup d'Etat. Or au plus haut des tensions, Kiev fit une annonce qui acheva

---

<sup>186</sup> Mathilde Gérard, « La Crimée a toujours eu un statut à part en Ukraine », *Le Monde*, 28 février 2014. Disponible sur : <[http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/pourquoi-la-crimée-a-t-elle-un-statut-a-part-en-ukraine\\_4375700\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/pourquoi-la-crimée-a-t-elle-un-statut-a-part-en-ukraine_4375700_3214.html)> (Consulté le 28/05/16)

<sup>187</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 167.

<sup>188</sup> Wilson, *The Ukrainians: Unexpected Nation*, 4<sup>e</sup> édition, p. 320.

de convaincre les régions autonomistes qu'une bande d'ultranationalistes russophobes s'était emparé du pouvoir : le statut de langue régional allait être supprimé.<sup>189</sup> S'il ne faut pas surévaluer le rôle de cet effet d'annonce dans le déclenchement des processus sécessionnistes, il mérite qu'on y porte une certaine attention. En effet, ce projet de revenir sur le statut de langue régional accordé au russe sous Ianoukovytch fut rapidement monté en épingle dans un contexte très tendu, à tel point qu'on parla même d'une volonté d'interdire l'usage du russe en Ukraine. Même si Kiev revint rapidement sur cette annonce, le sentiment d'être soumis à un pouvoir central imprévisible et potentiellement russophobe se diffusa dans les régions autonomistes. Faute de pouvoir acquérir une autonomie vis-à-vis du pouvoir central, elles apparaissaient désormais mises en danger. Ainsi, l'absence d'autonomie dans ces régions mena à la crainte d'être exposé directement aux caprices d'un centre de décisions perçu comme pris en otage par une minorité, c'est précisément ce qui est à l'origine d'un besoin ressenti par Moscou de protéger les minorités russes hors de la patrie, et donc d'une diffusion de la tentation séparatiste. Néanmoins, maintenant que la Crimée est devenue russe et que Kiev a perdu son autorité sur les territoires désormais contrôlés par la RPD et la RPL, les nationalistes s'acharnent à défendre un Etat unitaire. Le 31 août 2015, lors d'un vote à la Rada portant sur une réforme constitutionnelle censée octroyer un « statut spécial » aux régions sécessionnistes, conformément à ce qui fut convenu dans le Protocole de Minsk, des violences éclatèrent à quelques mètres de l'assemblée à l'initiative de militants ultranationalistes. Ainsi, des membres du bataillon Sitch, lié au parti d'extrême-droite Svoboda, vinrent protester contre les concessions jugées trop importantes faites à Moscou. Cette manifestation dégénéra lorsque l'un d'eux utilisa une grenade qui fit trois morts parmi les membres de la Garde Nationale.<sup>190</sup> Il s'agissait pourtant de discussions sur un projet adopté communément par l'Ukraine, la Russie et les représentants des RPD et RPL, soutenu par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Ainsi, sous la pression des nationalistes, l'Ukraine peine à avancer sur le chemin de la décentralisation. Peut-être est-il trop tard pour faire chemin arrière, maintenant que la Crimée est russe et que les territoires sécessionnistes poursuivent leurs efforts d'organisation, mais la question de la fédéralisation reste posée. En effet, au-delà des difficultés posées par les accords de Minsk I et II, et notamment le cessez-le-feu encore régulièrement remis en cause, l'Ukraine

---

<sup>189</sup> Himka, « Legislating Historical Truth: Ukraine's Laws of 9 April 2015 », p. 3.

<sup>190</sup> Benoît Vitkine, « Les volontaires ukrainiens gagnés par la rancœur », *Le Monde*, 22 septembre 2015. Disponible sur : <[http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/09/22/les-volontaires-ukrainiens-gagnes-par-la-ranc-ur\\_4766649\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/09/22/les-volontaires-ukrainiens-gagnes-par-la-ranc-ur_4766649_3214.html)> (Consulté le 29/05/16)

se doit d'apporter des garanties à l'importante minorité russe qui joue un rôle essentiel dans certaines régions, et pas seulement celles qui ont fait sécession. On peut effectivement s'interroger sur la capacité de l'Ukraine à convaincre les populations du sud à rester sous le giron ukrainien, et notamment celle de la ville d'Odessa qui connut des affrontements sanglants entre séparatistes et loyalistes.<sup>191</sup>

### **C – Une minorité ultranationaliste minoritaire mais très bruyante**

Le problème majeur du nationalisme ukrainien est sa disqualification auprès des populations russes à cause de l'existence d'une série d'organisations ultranationalistes qui font passer la moindre volonté de soutenir le projet de construction nationale pour un projet fasciste avec une dimension ethniquement exclusive. En effet, c'est de là que vient la rhétorique du Kremlin quand il évoque la junte fasciste qui gouverne l'Ukraine depuis le renversement de Ianoukovytch. Ces groupes occupent pourtant une place marginale dans la politique ukrainienne et leur base populaire apparaît assez restreinte, mais leurs actions et les discours qu'ils professent contribuent à alimenter la paranoïa d'un Etat ukrainien nationalisateur. Pourtant, et ce dès leur émergence au moment où l'autorité de Moscou se relâche avant l'accession à l'indépendance, ils ont toujours occupé une position assez minoritaire, au moins jusqu'à la « Révolution Maïdan ». Leurs rôles au sein de ce mouvement semble lui aussi avoir été surévalué, parfois avec une volonté de décrédibiliser la révolution et l'équipe dirigeante ayant remplacé Ianoukovytch. Ces groupes constituent néanmoins un facteur essentiel de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat, notamment grâce à leur militarisation encouragée par leur participation au conflit dans le Donbass. Par ailleurs, cette sous-traitance de la guerre à des milices ultranationalistes a fait naître des ambitions politiques au sein des groupes auxquels elles étaient liées, créant un important risque d'instabilité politique.

En effet, avant même l'indépendance, on voit réapparaître en Ukraine un courant politique qui remet à jour les thèses développées par les organisations nationalistes ayant collaborées avec l'Allemagne nazie. Les organisations qui relèvent de ce courant vont alors prôner un rejet total des institutions issues de l'Union Soviétique, ce qui contribuera à les éloigner des courants nationalistes plus modérés qui mèneront l'Ukraine à l'indépendance.<sup>192</sup> Cette multitude d'organisations ultranationalistes va néanmoins avoir une certaine influence

---

<sup>191</sup> Vitkine, « Odessa, un an après le drame du 2 mai »

<sup>192</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 72.

sur des partis comme le Roukh dès lors qu'elles vont s'unir pour former l'Assemblée Ukrainienne Inter-Partis lors d'un congrès à l'été 1990. Ce regroupement d'organisations ultranationalistes va rapidement se positionner comme le garant de l'ordre ukrainien, seul capable de construire une nation en refusant tout compromis.<sup>193</sup> La radicalité de cette organisation, qui revendique notamment l'héritage de l'OUN, contribue alors à affaiblir le Roukh, qui s'appuyait volontiers sur le soutien des ultranationalistes, ce qui bénéficie en conséquence aux nationaux-communistes qui remporteront les premières élections de l'Ukraine indépendante. Après 1991, l'Assemblée Ukrainienne Inter-Partis évolue en Assemblée Nationale Ukrainienne (UNA en ukrainien) que l'on connaît encore aujourd'hui, elle maintient une ligne sans concession incarnée notamment par la création de sa branche armée qu'est l'UNSO.<sup>194</sup> Dans ces premières années d'indépendance, on peut également pointer une deuxième organisation ultranationaliste qui va jouer un certain rôle politique. Fondé par des héritiers de l'OUN, le Congrès des Nationalistes Ukrainiens (KUN en ukrainien) apparaît en octobre 1992 en étant parvenu à fédérer plusieurs organisations ultranationalistes, forte de son prestige historique, qui lui permettra notamment de se financer grâce aux apports de la diaspora. Le KUN parviendra ainsi à envoyer 8 députés au parlement de Galicie dès 1994.<sup>195</sup> Il existe d'autres organisations mineures hormis l'UNA et le KUN (et notamment le Parti Social-Nationaliste d'Ukraine qui devient Svoboda au début des années 2000), mais même celles-ci se retrouveront limitées dans leurs ambitions par un ancrage géographique qui apparaît comme indépassable. En effet, ces mouvements ultranationalistes ne parviennent à avoir une quelconque influence en dehors des oblasts de Galicie, de Volhynie, de Tchernivtsi et éventuellement de Kiev.<sup>196</sup> Ainsi, l'UNA n'envoie qu'un député à la Rada en 1994, avant que l'organisation ne soit tout simplement interdite de participation aux élections jusqu'en 1997 à cause de son agressivité. En 1998, lors d'élections au scrutin proportionnel, elle ne remporte que 0,39% des votes et n'envoie par conséquent aucun député à la Rada. S'agissant du KUN, 5 députés furent élus en 1994 et le leader du mouvement accède à la Rada en 1997.<sup>197</sup> En 1998, le KUN conclut une alliance avec d'autres partis ultranationalistes pour former un Front

---

<sup>193</sup> Wilson, *Ukrainian Nationalism in the 1990s*, p. 73.

<sup>194</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>197</sup> Umland et Shekhovstov, « Electoral Marginalism of Ukrainian Ultranationalists in 1994–2009 », p. 39.

National qui n'obtint que 2,71% des suffrages.<sup>198</sup> Le Parti Social-Nationaliste, dont le nom fait clairement référence au parti nazi et qui en reprend d'ailleurs les symboles, n'obtint que 0,16% des votes en 1998 en s'intégrant dans un bloc électoral ultranationaliste.<sup>199</sup> Ces formations n'amélioreront guère leurs scores électoraux au début des années 2000. Même si le KUN parvient à envoyer 3 députés à la Rada en s'alliant au bloc uni derrière Iouchtchenko, il cesse toute participation électorale à partir de 2007. L'UNA ne parvient quant à elle à dépasser les 1%.<sup>200</sup> Seul les scores du Parti Social-Nationaliste augmentèrent à partir de 2004 et de sa transformation en Svoboda (« Liberté ») dans le cadre d'une stratégie de dédramatisation,<sup>201</sup> et ce malgré le fait que son leader n'ait de cesse de dénoncer la « mafia judéo-moscovite » qui dirigerait Kiev.<sup>202</sup> Ce nouveau parti se fait alors le défenseur de l'identité ukrainienne, prônant notamment la réintroduction de la mention de l'appartenance ethnique ou religieuse sur les documents d'identité.<sup>203</sup> Bien que quasi inexistant jusqu'à 2010, il obtint 10,41% des votes aux élections de 2012.<sup>204</sup>

Cette vingtaine d'année d'échec pour les organisations ultranationalistes s'est néanmoins retrouvée occultée par la participation de celles-ci à la « Révolution Maïdan ». L'Ukraine est soudain apparue dominée par des mouvements ultranationalistes, qui auraient constitué les forces occultes du mouvement populaire, comme l'affirmait au début de l'année 2016 un documentaire français diffusé sur Canal+ et qui suscita l'émoi de la communauté ukrainienne de France.<sup>205</sup> En effet, cette présentation de la révolution apparaît bien caricaturale, jouant sur les peurs des citoyens d'Ukraine. Effectivement, ces groupes étaient présents sur le Maïdan, mais leur rôle ne doit pas être surévalué. Svoboda ainsi que la fraction paramilitaire

---

<sup>198</sup> Umland et Shekhovstov, « Electoral Marginalism of Ukrainian Ultranationalists in 1994–2009 », p. 40.

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>200</sup> *Ibid.*, pp. 42-43.

<sup>201</sup> Benoît Vitkine, « Comment les ultranationalistes ukrainiens ont investi le mouvement pro-européen », *Le Monde*, 18 décembre 2013. Disponible sur : <[http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/12/18/comment-les-ultranationalistes-ukrainiens-ont-investi-le-mouvement-pro-europeen\\_4336237\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/12/18/comment-les-ultranationalistes-ukrainiens-ont-investi-le-mouvement-pro-europeen_4336237_3214.html)> (Consulté le 30/05/16)

<sup>202</sup> Dreyfus, « En Ukraine, les ultras du nationalisme »

<sup>203</sup> *Ibid.*

<sup>204</sup> Anton Shekhovstov, « Will Ukraine Have a Junta? », *Intersection*, 15 janvier 2016. Disponible sur : <<http://intersectionproject.eu/article/russia-world/will-ukraine-have-junta>> (Consulté le 30/05/16)

<sup>205</sup> Anna Colin Lebedev, « "D'où me venait cette légère impression de m'être fait avoir ?" », *Mediapart*, 29 janvier 2016. Disponible sur : <[https://blogs.mediapart.fr/anna-colin-lebedev/blog/290116/d-ou-me-venait-cette-legere-impression-de-m-etre-fait-avoir?utm\\_source=facebook&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=Sharing&xor=CS3-66](https://blogs.mediapart.fr/anna-colin-lebedev/blog/290116/d-ou-me-venait-cette-legere-impression-de-m-etre-fait-avoir?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xor=CS3-66)> (Consulté le 30/05/16)

Pravyi Sektor (« Secteur Droit ») ont effectivement été très visibles durant l'occupation, bon nombre d'entre eux étaient des partisans de Stepan Bandera, et ils participèrent à populariser le slogan « Gloire à l'Ukraine ! Gloire aux Héros ! », cri de guerre de l'OUN.<sup>206</sup> Ceux qui cherchaient une occasion de décrédibiliser le mouvement trouvaient ainsi comment s'y prendre. Néanmoins, l'apport majeur de ces formations fut davantage des combattants qui permirent de lutter contre les forces envoyées par Ianoukovytch pour réprimer le mouvement que des idées ultranationalistes.<sup>207</sup> La participation de Svoboda au gouvernement d'intérim qui remplace Ianoukovytch va légitimement inquiéter les populations qui peuvent craindre de faire les frais d'un gouvernement ultranationaliste, pourtant, cette participation ne sera que transitoire et mène à une disqualification de cette formation qui faisait 38% dans la circonscription de Lviv en 2010 pour n'en obtenir plus que 4,7% aux élections de 2014. Cela peut s'expliquer par le renversement de Ianoukovytch qui mène ce groupe constitué principalement en opposition aux politiques de celui-ci à être à court d'arguments.<sup>208</sup> La « Révolution Maïdan » vit également apparaître Pravyi Sektor, organisation paramilitaire créée seulement en fin d'année 2013, qui s'estimait alors forte de 300 membres, mais dont les effectifs ont pu largement augmenter depuis. Elle fut notamment l'un des groupes qui occupèrent la Maison des Syndicats attenante à la place de l'Indépendance, qui fut incendiée lors des affrontements avec les forces de l'ordre. Elle constitue un regroupement d'organisations ultranationalistes, dont certains membres de l'UNA.<sup>209</sup> Cette organisation s'essaya à une participation aux élections présidentielles de 2014, mais obtint un score mineur, tout comme Svoboda, puisqu'elles obtinrent à elles deux un score inférieur à 2%.<sup>210</sup> Aux élections législatives d'octobre 2014, alors que le leader de Pravyi Sektor rentre blessé du front, le parti n'obtient que 1,8% des suffrages.<sup>211</sup> Là encore, cette organisation qui prône un rejet du multiculturalisme apparaît bien peu adaptée à l'Ukraine plurielle.<sup>212</sup>

---

<sup>206</sup> Martin, « Dénonciation russe du nationalisme ukrainien comme “fascisme” »

<sup>207</sup> Anton Shekhovstov et Andreas Umland, « Ukraine's radical right », *Journal of Democracy*, vol. 25, n°3, juillet 2014, p. 59. Disponible sur :

<[https://www.academia.edu/7615988/Ukraines\\_Radical\\_Right](https://www.academia.edu/7615988/Ukraines_Radical_Right)> (Consulté le 30/05/16)

<sup>208</sup> Anton Shekhovstov in Amélie Poinssot, « Ukraine : marginalisée, l'ultra-droite tente de se reconvertir dans la guerre », *Mediapart*, 23 février 2015. Disponible sur :

<<https://www.mediapart.fr/journal/international/230215/ukraine-marginalisee-lultra-droite-tente-de-se-reconvertir-dans-la-guerre?onglet=full>> (Consulté le 30/05/16)

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>211</sup> Shekhovstov in Amélie Poinssot, « Ukraine : marginalisée, l'ultra-droite tente de se reconvertir dans la guerre »

<sup>212</sup> Dreyfus, « En Ukraine, les ultras du nationalisme »

Au-delà de l'importance électorale plus que mineure de ces organisations, ces ultranationalistes aux discours faiblement nuancés viennent alimenter la paranoïa des populations d'Ukraine qui redoutent le développement d'un Etat fasciste qui viendrait imposer une culture homogène et une conception ethniquement exclusive de la nation. Pire, la brève participation de membres de Svoboda au gouvernement d'intérim a semblé vérifier le mythe d'une surreprésentation des ultranationalistes de l'ouest, qualifiés de « bandéristes galiciens ».<sup>213</sup> Ces idées se diffusent d'autant plus dans l'Ukraine post-Maïdan que l'Etat semble dépassé par la situation de guerre, comme l'a montré son recours à des groupes paramilitaires intégrés quand ils le souhaitent à la garde nationale pour soutenir l'armée. Ces groupes ultranationalistes s'appuient en effet sur leurs fractions armées pour se substituer aux autorités de l'Etat, ainsi qu'on l'a évoqué dans le cas d'Odessa et de l'Assemblée de Sécurité Citoyenne. Cette gestion quasi mafieuse tend à se répandre au fur et à mesure que ces organisations ultranationalistes se constituent en formation politique avec de réelles ambitions électorales. L'ambition de participer à la vie politique nationale et la capacité de certains groupes à s'occuper de la gestion locale sont deux choses qui se renforcent mutuellement puisque ces organisations parviennent à capter des ressources pour se financer, et ce avec la passivité complice des autorités. C'est ainsi que des membres de Pravyi Sektor se sont retrouvés impliqués dans une fusillade en Transcarpathie impliquant un trafic de cigarettes de contrebande à la frontière hongroise.<sup>214</sup> Le risque de cette montée en puissance de ces organisations ultranationalistes, fussent-elles circonscrites au niveau local, est d'en arriver à une véritable remise en cause des autorités de Kiev et donc à une dilution du pouvoir politique. À en croire le journaliste du *Monde* Benoît Vitkine, les services secrets ukrainiens en viennent même à envisager une situation comparable à la France durant la guerre d'Algérie, qui vit son autorité remise en question par l'Organisation de l'armée secrète (OAS) dans un contexte politique instable, une économie mal en point et des armes qui circulent alors presque librement.<sup>215</sup>

La construction nationale s'heurte donc à un triple blocage : les révolutions ukrainiennes n'ont pas permis d'aboutir à la naissance d'une nation politique pleinement souveraine et

---

<sup>213</sup> Riabtchouk, *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, p. 175.

<sup>214</sup> Sébastien Gobert, « Pravyi Sektor, instrument d'une banale guerre de gangs ? », *RFI*, 17 juillet 2015. Disponible sur : <<http://www.rfi.fr/hebdo/20150717-ukraine-pravyi-sektor-instrument-banale-guerre-gangs-corruption-milices-paramilitaires>> (Consulté le 30/05/16)

<sup>215</sup> Vitkine, « Les volontaires ukrainiens gagnés par la rancœur »

débarrassée d'un système oligarchique corrompu, les nationalistes ont empêché de parvenir à un compromis susceptible de calmer les tentations autonomistes et les groupes ultranationalistes continuent d'alimenter la paranoïa d'un Etat fasciste qui encourage une remise en cause de l'autorité centrale. Dès lors, la construction de l'Etat ukrainien est fortement affaiblie du fait de sa déconnexion croissante avec la population. Sans impliquer politiquement le peuple dans toute sa diversité dans la définition des orientations politiques de l'Etat, celui-ci tend à perdre la légitimité qu'il s'est construit et qui lui permet de tenir depuis l'indépendance. La réaffirmation de la souveraineté de l'Etat, une meilleure prise en compte des demandes des différentes populations d'Ukraine et une restauration de l'autorité de l'Etat apparaissent essentielles si l'Ukraine veut asseoir sa légitimité.



## **Conclusion**

L'Ukraine apparaît actuellement dans une impasse, puisqu'en concluant ce travail, il s'avère qu'elle n'est parvenue à dépasser le conflit né de la « Révolution Maïdan » et que le cessez-le-feu peine encore à être respecté. Pourtant, depuis son indépendance, ce nouvel Etat s'est considérablement renforcé. Alors que son existence semblait encore menacée dans les premières années suivant sa création, il apparaît aujourd'hui qu'il est parvenu à asseoir sa légitimité sur un assez large soutien populaire et une reconnaissance internationale certaine. Le nationalisme ukrainien a joué un rôle ambivalent pour en arriver à cette situation, qui s'explique en grande partie par les caractéristiques ethno-culturelles de cet Etat pluriel qu'est l'Ukraine, mais aussi du fait de son histoire. En effet, cet Etat n'est pas une création totalement nouvelle à l'effondrement de l'Union Soviétique puisqu'il renvoie à des épisodes d'existence brève qui imprègnent encore la mémoire d'une partie de sa population. Il va s'agir pour celle-ci de se rattacher à ce passé pour faire exister l'Ukraine postsoviétique. Néanmoins, profondément transformée par l'Union Soviétique, elle a dû repartir de zéro pour intégrer des populations nouvelles au sein d'un Etat qu'on a voulu unitaire. C'est ce paradoxe entre continuité et changement qui a mené au développement d'antagonismes politico-culturels qui marquent toute l'histoire de l'Ukraine de l'ère postsoviétique, puisqu'ils ont contribué à freiner sa construction nationale. Si le nationalisme ukrainien a parfois ignoré ces antagonismes en fantasmant une Ukraine homogène, il apparaît qu'ils ressurgissent aujourd'hui avec une force inédite.

### **Le nationalisme ukrainien, un atout dans la construction nationale**

Dans ce pays nouveau-né qu'est l'Ukraine en août 1991, les nationalistes ont eu beaucoup à construire. En effet, s'ils ont obtenu l'Ukraine, il fallut créer des Ukrainiens, or cette idée put sembler saugrenue dans un pays issu de l'Union Soviétique où le nationalisme était une hérésie. La première ressource du nationalisme ukrainien va être l'histoire, qui permet de se rattacher à des constructions antérieures de l'Ukraine qui permettent, par le souvenir, de faire valoir un héritage que l'on construit volontiers comme celui d'un glorieux passé. Cela constitue un moyen puissant de construire une nation et de dépasser ainsi l'état d'impuissance dans lequel se retrouve plongé ce pays qui s'extrait non seulement d'un système idéologique, mais également d'un rapport de domination qui était celui entretenu par Moscou vis-à-vis de

Kiev durant toute la période soviétique. La construction de l'Etat ukrainien doit ainsi permettre au peuple qu'il représente de redevenir fier de son héritage et fort d'une souveraineté nouvellement acquise et qui est à défendre.

Cette construction étatique va s'appuyer sur la construction nationale qui vise à unir le pays dans un objectif de renforcer la légitimité de l'Etat. Les nationalistes vont donc également mobiliser des ressources culturelles, pour diffuser une vision romantique de la nation. C'est en effet en prônant l'usage d'une langue unique et aux nobles racines que l'on veut pluriséculaires que le nationalisme ukrainien cherche à appuyer le particularisme des Ukrainiens, ce dont ils doivent être fiers. Cette construction nationale telle que pensée par les nationalistes repose également sur la référence à la sacralité, il convient donc d'unir l'Ukraine sous une religion nationale qui servira de moyen d'unification dans les moments de célébration ou de commémoration. Cette union sacrée doit permettre de diffuser l'idée d'une communauté rassemblant tous les Ukrainiens, en Ukraine mais également au-delà, incluant notamment l'importante diaspora, et ce dans une dimension quasi sacrificielle.

Le nationalisme ukrainien va effectivement organiser un travail de mémoire, mettant à jour les souffrances de tout un peuple vécu dans l'Holodomor, et à travers l'ère soviétique plus globalement. Le souvenir de cette famine est caractéristique de l'usage qui est fait de l'histoire par le nationalisme ukrainien. On pose ainsi toute la population d'Ukraine comme victime d'un crime indéfendable, à forte charge émotionnelle du fait de son ampleur, permettant ainsi d'unir la nation dans une mémoire commune. Derrière ce souvenir qui doit rassembler le plus largement possible, on commémore ce qui n'existe plus et qu'on ne souhaite plus, à savoir la domination criminelle d'une puissance extérieure.

Cette série de repères culturels et de mythes (l'histoire, la langue, la religion et la mémoire) va effectivement être un puissant moyen de rassembler les Ukrainiens derrière la construction de ce nouvel Etat. Cette vision romantique propagée par une forme de nationalisme libéral, démocratique, va constituer le projet politique porté par un certain nombre de groupes après l'accession de l'Ukraine à l'indépendance. Elle permet d'impliquer la population dans la définition du destin vers lequel elle souhaite tendre, en parvenant à créer un sentiment d'appartenance, une solidarité ainsi que l'évoquait Ernest Renan en parlant de ce qui caractérise une nation. Cette solidarité va néanmoins s'heurter à la complexité d'une Ukraine qui n'est pas homogène comme la mythologie nationaliste, y compris libérale, aimerait le penser. Ce projet national peine effectivement à être partagé par des populations qui sont dérangées par certains des symboles mis en avant ou par certains dispositifs mémoriels dans lesquels ils ne se retrouvent pas, comme en ce qui concerne les lois de décommunisation, pourtant envisagées

comme outils essentiels de la construction nationale telle que souhaitée par les nationalistes ukrainiens.

### **Une force centrifuge dans un Etat pluriel**

Si les nationalistes ukrainiens aimeraient que la population ukrainienne se fonde dans une nation homogène et partageant les mêmes repères afin de constituer une force pour l'Etat ainsi légitimé, c'est sans compter sur l'importante diversité ethnico-culturelle de l'Ukraine. En imposant un modèle civique unique, le projet nationaliste exclut de fait des populations qui n'ont jamais eu leur place dans cette nation ukrainienne, fondée sur des objets symboliques dotés d'un fort pouvoir normatif. À titre d'exemple, l'union de l'Ukraine dans le souvenir de l'Holodomor vise clairement à saper la nostalgie que certains peuvent encore éprouver pour l'Union Soviétique, en réaffirmant son caractère totalitaire et particulièrement meurtrier pour le peuple ukrainien.

Le nationalisme constitue en ce sens une force centrifuge, puisqu'il ambitionne l'homogénéisation d'un pays extrêmement divers, sur le plan ethnique ou culturel. Facteur de division, il l'est d'autant plus quand il prend une tournure exclusive et donc xénophobe, comme on peut le voir s'exprimer chez les groupes ultranationalistes. Ce nationalisme attise les craintes des populations qui ne se sentent pas intégrées au projet national et qui développent ainsi une méfiance à l'égard de l'Etat qui cherche à s'appuyer sur cette nation. La construction de l'Etat ukrainien apparaît alors limitée par des populations qui craignent l'émergence d'un Etat nationalisateur. C'est ainsi que naissent les volontés autonomistes et les blocages politiques au niveau national, là où le consensus apparaît de plus en plus difficile à atteindre.

Cette conclusion s'impose également au nationalisme qui propose une vision romantique de la nation et qui se veut plus ouvert, plus libéral. Ce nationalisme là ne s'oppose pas nécessairement à l'altérité, puisqu'il rend possible l'appartenance à la nation ukrainienne dans la mesure où l'on s'approprie les codes qu'il cherche à diffuser. Néanmoins, cela suffit à introduire une distinction entre les membres de la nation homogène et l'Autre, potentiellement envisagé comme un facteur d'affaiblissement de la nation du fait d'une lecture postcoloniale répandue chez les nationalistes ukrainiens. Dans ce cadre, il apparaît très difficile de laisser s'exprimer la diversité de la population ukrainienne, et donc de faire valoir les droits des nombreuses minorités, et particulièrement de l'importante minorité russe. Cela s'incarne dans l'opposition permanente des nationalistes à tout projet de fédéralisation de l'Ukraine, qui

permettrait pourtant d'intégrer les régions à forte minorité russe au sein d'un projet national qui permet l'expression des spécificités culturelles régionales.

Finalement, le nationalisme ukrainien semble promouvoir un modèle d'Etat-nation qui n'apparaît pas adapté à l'Ukraine et sa diversité ethnique, linguistique et religieuse. L'opposition maintenue des nationalistes modérés et radicaux à tout projet de décentralisation apparaît aujourd'hui comme l'un des facteurs de la crise que connaît l'Ukraine. En effet, si les régions du Donbass, et éventuellement la Crimée, avaient eu une certaine autonomie, l'annonce éphémère de la remise en cause du statut de langue régionale accordé au russe aurait eu un effet bien moindre. Avec l'Etat unitaire actuel, des groupes armés, certes aidés par la Russie, ont préféré constituer des régions sécessionnistes pour avoir la liberté de se rapprocher politiquement de la Russie, comme ils ne pouvaient le faire au sein de l'Ukraine où tout était dicté par Kiev.

### **Un Etat encore imparfait face au défi de la guerre**

Refusant de prendre en compte la réalité hétérogène de ce pays, le nationalisme ukrainien provoque des antagonismes qui freinent le développement d'un Etat garant d'une stabilité qui bénéficierait elle-même au processus de construction nationale. On a effectivement vu que l'Ukraine demeure très dépendante de l'extérieur, et notamment de la Russie, du fait de ses faiblesses institutionnelles et de la division de sa population sur des enjeux stratégiques. Cela mène à un sous-développement de l'Etat qui augmente les risques de captation du pouvoir par des oligarques, des puissances étrangères voire même des groupes armés qui parviennent à imposer leur loi à une échelle locale restreinte. Tout cela accroît les risques d'un morcellement de l'Ukraine qui semble déjà amorcé, et ce aux frontières même de l'Europe.

Pour éviter cela, l'Ukraine s'est engagée en accord avec l'OSCE et la RPD ainsi que la RPL à mener à bien une réforme constitutionnelle accordant un statut spécial aux régions sécessionnistes qui devait être mis en place d'ici la fin de l'année 2015 après la tenue d'élections régulières au sein de ces territoires. Néanmoins, des membres de Pravyi Sektor ont aussitôt annoncé qu'ils ne cesseraient pas de combattre tant que l'Ukraine ne serait pas réunie. En l'absence d'un cessez-le-feu véritablement respecté, la situation apparaît bloquée. Pendant ce *statu quo* qui empêche tout progrès, on peut craindre la montée en puissance des mouvements ultranationalistes, galvanisés par la guerre qui leur a permis de s'armer, et leur possible passage à l'acte dans une volonté d'en découdre avec les régions sécessionnistes.

## **Bibliographie**

### Livres

AVIOUTSKII, V., *Les révolutions de velours*, Paris, Armand Colin, 2006.

DAUBENTON, A., *Ukraine, les Métamorphoses de l'Indépendance*, Paris, Buchet-Chastel, 2009.

DAUBENTON, A., *Ukraine, L'Indépendance à tout prix*, Paris, Buchet-Chastel, 2014.

GIRAULT, R., *Peuples et nations d'Europe au XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1996.

GOUJON, A., *Révolutions Politiques et Identitaires en Ukraine et en Biélorussie (1988-2008)*, Mouguerre, Belin, 2009.

JURIEW, D., *Mythes politiques et identité en Ukraine post-soviétique : Passé composé et reconquête du sens*, Paris, L'Harmattan, 2003.

LEPESANT, G. (dir.), *L'Ukraine dans la Nouvelle Europe*, Paris, CNRS Editions, 2005.

RIABTCHOUK, M., *De la « Petite Russie » à l'Ukraine*, Paris, L'Harmattan, 2003.

WILSON, A., *Ukrainian Nationalism in the 1990s: A Minority Faith*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

WILSON, A., *Virtual Politics: Faking Democracy in the Post-Soviet World*, New Haven, Yale University Press, 2005.

WILSON, A., *The Ukrainians: Unexpected Nation*, 3<sup>e</sup> édition, Londres, Yale University Press, 2009.

WILSON, A., *The Ukrainians: Unexpected Nation*, 4<sup>e</sup> édition, New Haven, Yale University Press, 2015.

ŽIŽEK, S., *Trouble in Paradise: From the End of History to the End of Capitalism*, Londres, Allen Lane, 2014.

### Article de livres édités

PORTNOV, A., « Memory wars in post-soviet Ukraine (1991-2000) » in Uilleam Blacker, Alexander Etkind et Julie Fedor (dir.), *Memory and Theory in Eastern Europe*, New York, Palgrave MacMillan, 2013.

### Articles de recherche

BECHTEL, D., « Mensonges et légitimation dans la construction nationale en Ukraine (2005-2010) », *Écrire l'histoire*, n°10, automne 2012.

ENRIQUEZ, C. et TCHIMICHKIAN, M., « Décommunisation et justice politique en Europe centrale et orientale » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 29, n° 4 "Enjeux de l'élargissement de l'Union européenne", 1998.

HIMKA, J.-P., « Legislating Historical Truth: Ukraine's Laws of 9 April 2015 », *Ab Imperio*, 2015. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/12056628/Legislating\\_Historical\\_Truth\\_Ukraines\\_Laws\\_of\\_9\\_April\\_2015](https://www.academia.edu/12056628/Legislating_Historical_Truth_Ukraines_Laws_of_9_April_2015)>

JABRUN (de), F., « Les incertitudes de l'identité ukrainienne », *Diploweb.com*, 24 décembre 2008. Disponible sur : <<http://www.diploweb.com/Les-incertitudes-de-l-identite.html>>

MARTIN, B., « Dénonciation russe du nationalisme ukrainien comme "fascisme" : aux origines d'une rhétorique dédramatisation (1917-2015) », *Papiers d'actualité de la Fondation Pierre du Bois pour l'histoire du temps présent*, Mars 2015. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/12294846/D%C3%A9nonciation\\_russe\\_du\\_nationalisme\\_ukrainien\\_comme\\_fascisme\\_aux\\_origines\\_d\\_une\\_rh%C3%A9torique\\_de\\_dramatisation\\_1917-2015\\_](https://www.academia.edu/12294846/D%C3%A9nonciation_russe_du_nationalisme_ukrainien_comme_fascisme_aux_origines_d_une_rh%C3%A9torique_de_dramatisation_1917-2015_)>

UMLAND, A. et SHEKHOVSTOV, A., « Ultraright Party Politics in Post-Soviet Ukraine and the Puzzle of the Electoral Marginalism of Ukrainian Ultranationalists in 1994–2009 », *Russian Politics and Law*, n° 5, Septembre-Octobre 2013. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/5261476/Ultraright\\_Party\\_Politics\\_in\\_Post-Soviet\\_Ukraine\\_and\\_the\\_Puzzle\\_of\\_the\\_Electoral\\_Marginalism\\_of\\_Ukrainian\\_Ultranationalists\\_in\\_1994-2009](https://www.academia.edu/5261476/Ultraright_Party_Politics_in_Post-Soviet_Ukraine_and_the_Puzzle_of_the_Electoral_Marginalism_of_Ukrainian_Ultranationalists_in_1994-2009)>

UMLAND, A. et SHEKHOVSTOV, A., « Ukraine's radical right », *Journal of Democracy*, vol. 25, n°3, juillet 2014. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/7615988/Ukraines\\_Radical\\_Right](https://www.academia.edu/7615988/Ukraines_Radical_Right)>

UMLAND, A., « Ukraine's Reforms will Succeed, but Conditions Applied », *IndraStra.com*, 19 septembre 2015. Disponible sur : <[https://www.academia.edu/15967560/Ukraine\\_s\\_Reforms\\_will\\_Succeed\\_but\\_Conditions\\_Applied\\_by\\_Andreas\\_Umland](https://www.academia.edu/15967560/Ukraine_s_Reforms_will_Succeed_but_Conditions_Applied_by_Andreas_Umland)>

### Articles de presse

AFP (dépêche), « En Ukraine, une querelle de clocher tourne à la bataille rangée entre orthodoxes », *L'Express*, 25 juin 2015. Disponible sur : <[http://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/en-ukraine-une-querelle-de-clocher-tourne-a-la-bataille-rangee-entre-orthodoxes\\_1748830.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/en-ukraine-une-querelle-de-clocher-tourne-a-la-bataille-rangee-entre-orthodoxes_1748830.html)>

BUGRIY, M., « The War and the Orthodox Churches in Ukraine », *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 12, n° 30, janvier 2015. Disponible sur : <[http://www.jamestown.org/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=43548&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=682793e78f089ffd50641d8a8195eff0#.V03zM5OLRE7](http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=43548&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=682793e78f089ffd50641d8a8195eff0#.V03zM5OLRE7)>

CALABUIG, E., « La guerre de Crimée n'a pas eu lieu », *Manière de Voir*, n°138, décembre 2014 – janvier 2015.

COTE, C., « L'autonomie de la Crimée restreinte par l'Ukraine », *Libération*, 3 avril 1995. Disponible sur : <[http://www.liberation.fr/planete/1995/04/03/l-autonomie-de-la-crimee-restreinte-par-l-ukraine\\_131374](http://www.liberation.fr/planete/1995/04/03/l-autonomie-de-la-crimee-restreinte-par-l-ukraine_131374)>

GÉRARD, M., « La Crimée a toujours eu un statut à part en Ukraine », *Le Monde*, 28 février 2014. Disponible sur : <[http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/pourquoi-la-crimee-a-t-elle-un-statut-a-part-en-ukraine\\_4375700\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/pourquoi-la-crimee-a-t-elle-un-statut-a-part-en-ukraine_4375700_3214.html)>

DÉRENS, J.-A. et GESLIN, L., « Ukraine, d'une oligarchie à l'autre », *Le Monde Diplomatique*, avril 2014. Disponible sur : <<https://www.monde-diplomatique.fr/2014/04/DERENS/50334>>

DREYFUS, E., « En Ukraine, les ultras du nationalisme », *Le Monde Diplomatique*, mars 2014. Disponible sur : <<https://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/DREYFUS/50198>>

GOBERT, S., « Praviy Sektor, instrument d'une banale guerre de gangs ? », *RFI*, 17 juillet 2015. Disponible sur : <<http://www.rfi.fr/hebdo/20150717-ukraine-praviy-sektor-instrument-banale-guerre-gangs-corruption-milices-paramilitaires>>

LEBEDEV, A. C., « "D'où me venait cette légère impression de m'être fait avoir ?" », *Mediapart*, 29 janvier 2016. Disponible sur : <[https://blogs.mediapart.fr/anna-colin-lebedev/blog/290116/d-ou-me-venait-cette-legere-impression-de-m-etre-fait-avoir?utm\\_source=facebook&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=Sharing&xtor=CS3-66](https://blogs.mediapart.fr/anna-colin-lebedev/blog/290116/d-ou-me-venait-cette-legere-impression-de-m-etre-fait-avoir?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66)>

MALACHENKO, A., « Le pari syrien de Moscou », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2015. Disponible sur : <<http://www.monde-diplomatique.fr/2015/11/MALACHENKO/54174>>

MEARSHEIMER, J., « Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault », *Foreign Affairs*, Septembre-Octobre 2014. Disponible sur : <<https://www.foreignaffairs.com/articles/russia-fsu/2014-08-18/why-ukraine-crisis-west-s-fault>>

MOZJOUKINE, A., « Древнерусская демократия », *Lenta.ru*, in Julia Breen (trad.), « La Russie Démocratique », *Le Courrier de Russie*, 2015. Disponible sur : <<http://www.lecourrierderussie.com/societe/2015/11/russie-democratique/>>

POINSSOT, A., « Ukraine : marginalisée, l'ultra-droite tente de se reconvertir dans la guerre », *Mediapart*, 23 février 2015. Disponible sur : <https://www.mediapart.fr/journal/international/230215/ukraine-marginalisee-lultra-droite-tente-de-se-reconvertir-dans-la-guerre?onglet=full>

RICHARD, H., « Dilemme pour les miliciens ukrainiens », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2014. Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2014/09/RICHARD/50754>

RUDLING, P. A. et MCBRIDE, J., « Ukrainian Academic Freedom and Democracy Under Siege », *Algemeiner Journal*, 1 mars 2012. Disponible sur : <http://www.algemeiner.com/2012/03/01/ukrainian-academic-freedom-and-democracy-under-siege/>

SHEKHOVSTOV, A., « Will Ukraine Have a Junta? », *Intersection*, 15 janvier 2016. Disponible sur : <http://intersectionproject.eu/article/russia-world/will-ukraine-have-junta>

VIATROVYTCH, V., « "Decommunization" and Academic Discussion », *Krytyka*, mai 2012. Disponible sur : <http://krytyka.com/en/solutions/opinions/decommunization-and-academic-discussion#sthash.XgLGdjWw.dpuf>

VITKINE, B., « Comment les ultranationalistes ukrainiens ont investi le mouvement européen », *Le Monde*, 18 décembre 2013. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/12/18/comment-les-ultranationalistes-ukrainiens-ont-investi-le-mouvement-europeen\\_4336237\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/12/18/comment-les-ultranationalistes-ukrainiens-ont-investi-le-mouvement-europeen_4336237_3214.html)

VITKINE, B., « Odessa, un an après le drame du 2 mai », *Le Monde*, 2 mai 2015. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai\\_4626395\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/05/02/odessa-un-an-apres-le-drame-du-2-mai_4626395_3214.html)

VITKINE, B., « Les volontaires ukrainiens gagnés par la rancœur », *Le Monde*, 22 septembre 2015. Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/09/22/les-volontaires-ukrainiens-gagnes-par-la-ranc-ur\\_4766649\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/09/22/les-volontaires-ukrainiens-gagnes-par-la-ranc-ur_4766649_3214.html)

### Texte de loi

Constitution de l'Ukraine, *Site du Conseil de l'Europe*. Disponible sur : [http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/ccpe/profiles/ukraineConstitution\\_en.asp](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/ccpe/profiles/ukraineConstitution_en.asp)

### Vidéo

Discours de Oleg Tsarev à la Verkhovna Rada, 20 novembre 2013. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=5gbVOr6n8Ww>